

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DES FINANCES

COMITE TECHNIQUE BILATERAL CTB-C2D

SECRETARIAT TECHNIQUE D'APPUI DEDIE A L'EXECUTION

DU CONTRAT DE DESENDETEMENT ET DEVELOPPEMENT

(STADE-C2D)



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF FINANCE

VERSION FRANÇAISE

RAPPORT DE MISE EN ŒUVRE DU C2D AU 31 DECEMBRE 2016

Janvier 2017

***Secrétariat Technique D'appui Dédie à L'exécution du Contrat de
Désendettement Et De Développement (STADE-C2D)***

Tél 222 20 30 56 Fax 222 20 30 57 E-mail minfi_ctb_stade@yahoo.fr

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES GRAPHIQUES	4
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	5
I- INTRODUCTION	7
II- FINANCEMENT ET PILOTAGE	8
II-1. FINANCEMENT	8
II-1-1. Conventions et engagements juridiques contractuels	8
II-1-2 Mobilisation des ressources et situation du compte	10
II-2- SUIVI ET PILOTAGE	19
III- ETAT D'AVANCEMENT DES PROGRAMMES	32
III-1 SECTEUR DES INFRASTRUCTURES	32
III-1.1. C2D-ROUTIER : Deuxième pont sur le Wouri	32
III-1.2.- C2D-URBAIN	33
III-1-2.1- Projet de Drainage Pluvial de Douala	33
III-1 .2.2- C2D-Capitales régionales	34
III-2 SECTEURS SOCIAUX	37
III-2-1 C2D SANTE ET LUTTE CONTRE LE SIDA	37
III- 2-2 C2D EDUCATION	39
III- 2-2-1 Convention 1ère tranche CCM 1159 01 P	39
III- 2-2-2 Convention 2 ^{ème} tranche CCM 3017 01 J	39
III-3 SECTEURS PRODUCTIFS ET TRANSVERSAUX	42
III-3-1 SECTEUR RURAL	42
III.3.1.1- C2D- ASGIRAP	42
III.3.1.2- C2D- ACEFA	44
III.3.1.3- C2D- AFOP	47
III.3.1.4- C2D- AMO	50
III.3.1.5- PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF (PNDP)	52
III-3-2 SECTEURS TRANSVERSAUX	57
III-3-2-1 C2D-PSFE	57
III-3-2-2 C2D - RECHERCHE	59
III 3-2 - 3 C2D - CULTURE	63
III-3-2-4 C2D-FORMATION PROFESSIONNELLE	66
III-3-2-5 PROGRAMME D'APPUI AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES (PMEAA)	70
ANNEXES	73
MATRICES D' ACTIONS DES PROGRAMMES	74

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Conventions de 1ère génération au 31 décembre 2016.....	8
Tableau 2: Conventions de 2ème génération au 31 décembre 2016.....	9
Tableau 3: Récapitulatif des ressources affectées, mobilisées et décaissées au 31 décembre 2016 ..	11
Tableau 4: Cumul des décaissements effectués à la BEAC au profit des programmes (valeur fin de période)	13
Tableau 5: Cumul des décaissements effectués à la BEAC au profit des programmes (valeur fin de période)	14
Tableau 6: Suivi du plan prévisionnel de décaissement 2016 des programmes (données non cumulées)	15
Tableau 7: Résolutions des sessions du CTB.....	23
Tableau 8: Récapitulatif des audits-évaluation	30
Tableau 9: Situation de décaissements BEAC par trimestre au 31 Décembre 2016	31
Tableau 10: Etat d'exécution financière et physique des études de maturation des projets de la composante PIP	35
Tableau 11: Adjudicataires des travaux des services urbains	36
Tableau 12: Récapitulatif des réalisations de la composante 1 du programme ASGIRAP	42
Tableau 13: Récapitulatif des réalisations de la composante 2 du programme ASGIRAP	43
Tableau 14: Situation des Conseillers mobilisés au 31/12/16.....	45
Tableau 15: Situation des activités de conseil par région.....	45
Tableau 16: Situation des projets financés au 31 décembre 2016	46
Tableau 17: Situation de l'insertion des jeunes formés AFOP au 31 décembre 2016.....	49
Tableau 18: Etat de mise en œuvre des microprojets classiques C2D-PNDP II au 31/12/16.....	53
Tableau 19: Tableau récapitulatif de l'état de mise en œuvre au 31/12/16 du volet HIMO dans la région de l'Extrême-Nord.....	53
Tableau 20: Localisation des projets radios communautaires suivant la nature des travaux	56
Tableau 21: Situation financière du programme C2D-PAR au 31 décembre 2016.....	59
Tableau 22: Récapitulatif des actions menées par le CIRAD en 2016.....	62
Tableau 23: Situation financière du programme C2D-CULTURE au 31 décembre 2016	63
Tableau 24: Situation financière du programme C2D-PMEAA au 31 décembre 2016	70

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Subvention mobilisée et solde disponible du compte au titre du 1 ^{er} C2D.....	12
Graphique 2: Mobilisation des ressources du 2 ^{ème} C2D	12
Graphique 3: Situation et répartition des décaissements du 1 ^{er} C2D au 31/12/16.....	13
Graphique 4: Situation et répartition des décaissements du 2 ^{ème} C2D AU 31/12/16.....	14
Graphique 5: Répartition par domaine du solde à décaisser du 1 ^{er} C2D au 30/09/16	17
Graphique 6: Evolution du solde à décaisser des programmes du 2 ^{ème} C2D au 30/09/16.....	18
Graphique 7: Evolution des travaux de construction du 2 ^{ème} pont sur le Wouri	33
Graphique 8: Répartition par domaine et catégorie des dossiers traités et retenus	46
Graphique 9: Représentation des productions concernées par les projets financés.....	47
Graphique 10: Evolution de l'insertion des jeunes AFOP par zone.....	48
Graphique 11: Carte de localisation des communes bénéficiaires de l'opération HIMO	55

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ACEFA	Amélioration de la compétitivité des Exploitations Agropastorales Familiales
AFD	Agence Française de Développement
AFOP	Appui à la rénovation et au développement de la Formation Professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
AMO	Appui à la Maîtrise d'Ouvrage
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOG	Axe Organisationnel et Gestionnaire
AOIO	Appel d'Offres International Ouvert
AONO	Appel d'Offre National Ouvert
APD	Aide Publique au Développement
APD	Avant-Projet Détaillé
APE	Avant-Projet d'Exécution
ASGIRAP	Programme d'Appui à la Sécurisation et à la Gestion Intégrée des Ressources Agro-Pastorales
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
C2D	Contrat Désendettement et Développement
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement
CAB	Cabinet
CENAME	Centrale Nationale d'Approvisionnement en Médicaments
COS	Comité d'Orientation et de Suivi
CCPM	Commission Centrale de Passation des Marchés
CMPM	Commission Ministérielle de Passation des Marchés
CTB	Comité Technique Bilatéral
CUD	Communauté Urbaine de Douala
CUY	Communauté Urbaine de Yaoundé
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCP	Document Cadre de Partenariat
DIER	Direction des Investissements et de l'Entretien Routier
DIU	Diplôme Inter Universitaire
DLM	Direction de la Lutte contre la Maladie
DRR	Direction des Routes Rurales
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
DU	Diplôme Universitaire
ESTHER	Ensemble pour une Solidarité Thérapeutique Hospitalière en Réseau
FAP	Fonds d'Appui à la Préparation
FCFA	Franc de la Communauté Française d'Afrique
FEP	Fonds d'Etudes Préparatoires
FMSB	Faculté de Médecine et Sciences Biomédicales
GIP	Groupe d'Intérêt Public
HIMO	Haute Intensité de Main d'œuvre
IC	Instituteur Contractualisé
IDA	Association Internationale de Développement
INS	Institut National de la Statistique
IVACS	Instituteurs Vacataires
MD	Mds

MI	Millions
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINHDU	Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
MINEDUB	Ministère de l'Education de Base
MINEPDED	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINFI	Ministère des Finances
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
MINEPAT	Ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises de l'Economie Sociale et de l'artisanat
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
MINTP	Ministère des Travaux Publics
MST	Maladie Sexuellement Transmissible
OAL	Organismes d'Appui Local
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PADUDY	Projet d'Appui au Développement de Douala et de Yaoundé
PDU	Plan Directeur Urbain
PEV	Programme Elargi de Vaccination
PMEAA	Petite et Moyenne Entreprise Agro-Alimentaire
PNDP	Programme National de Développement Participatif
POS	Plan d'Occupation des Sols
PPP	Partenariat Public-Privé
PPTE	Pays Pauvres très Endettés
PRAS	Programme Régionaux d'Amélioration des Services
PSFE	Programme Sectoriel Forêt et Environnement
SCAC	Service de Coopération et d'Action Culturelle
SCV	Système de Culture sous Couvert Végétal
PTAB	Programme Technique Annuel Budgétisé
SDA	Schéma Directeur d'Assainissement
SG	Secrétariat Général
SSE	Stratégie Sectorielle de l'Education
SSS	Stratégie Sectorielle de Santé
STADE	Secrétariat Technique d'Appui Dédié à l'Exécution
TC	Tranche Conditionnelle
TDR	Termes de Référence
TF	Tranche Ferme
UPEC	Unité de Prise en Charge
UTAC	Unité Technique d'Appui à la Contractualisation
ZFU	Zone Franche Universitaire

INTRODUCTION

L'année 2016 a été marquée par l'aboutissement du processus d'instruction du 3^{ème} C2D à travers la signature du Contrat y relatif, le 30 juin 2016, par le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire du Cameroun et le Secrétaire d'Etat français en charge du Développement et de la Francophonie. Ce contrat, qui traduit les priorités établies par les Chefs d'Etats camerounais et français lors de leur rencontre à Yaoundé en juillet 2015, se distingue des deux précédents par sa durée plus longue (8 ans), et son montant plus conséquent (400 milliards de FCFA).

En matière d'exécution proprement dite, la mise en œuvre des programmes C2D s'est poursuivie suivant la dynamique d'exécution connue en fin 2015.

En effet, le Comité d'Orientation et de Suivi (COS), tenu à Yaoundé le 09 février 2016 a consacré les performances d'exécution des C2D (1) et (2). Il a en même temps constaté les résultats encourageants atteints grâce aux mesures prises en vue d'éviter l'accumulation des fonds dans le compte BEAC, notamment le recours à l'Appui Budgétaire Ciblé (ABC) pour environ FCFA 12 milliards et le moratoire sur les échéances de remboursement de 2015 pour près de FCFA 38 milliards.

Au plan technique, et parallèlement aux activités de clôture de la première phase du C2D Santé, plusieurs programmes ont atteint un rythme appréciable d'exécution. C'est le cas notamment des programmes du C2D-rural (AFOP, ACEFA, AMO), du PNDP, du C2D-Recherche et des travaux de construction du deuxième pont sur le Wouri. D'autres, ont entrepris des efforts visant à rattraper les retards d'exécution enregistrés (Santé 2, Education 2), ou à démarrer les activités sur le terrain (Capitales Régionales, Drainage Pluvial, ASGIRAP, PMEAA, Formation Professionnelle).

Au plan financier, quatre (04) des quinze (15) conventions signées dans le cadre du premier C2D sont restées inachevées au terme de l'année 2016. Il s'agit de celles du Pilotage, des deuxièmes tranches des programmes Santé et Education et du Programme Sectoriel Forêt Environnement (PSFE). Sur les treize (13) conventions signées dans le cadre du C2D de deuxième génération, quatre (04) sont achevées (2^e Pont sur le Wouri, ABC, AFOP2, PNDP2).

Le bilan financier au 31 décembre 2016 fait état de FCFA 537,2 milliards de ressources mobilisées dans le compte BEAC, dont 352,7 milliards au titre du premier C2D (100% de mobilisation) et 184,5 milliards au titre du deuxième (86,3% de mobilisation). Les décaissements au profit des programmes sectoriels sont passés de FCFA 435,3 milliards en décembre 2015 à 472,9 milliards au 31 décembre 2016, marquant ainsi un accroissement de 36,6 milliards au cours de l'année dont 8,5 milliards pour le premier C2D et 29,1 milliards pour le second.

Le présent rapport ressort l'état de la mise en œuvre des différents programmes au 31 décembre 2016, avec un accent particulier sur les activités de l'année 2016.

II- FINANCEMENT ET PILOTAGE

II-1. FINANCEMENT

II-1-1. Conventions et engagements juridiques contractuels

Le suivi des engagements juridiques contractuels du C2D souscrits par la France et le Cameroun montre la volonté des deux parties à respecter les grands principes des Contrats et Conventions signés et à explorer les voies d'amélioration du cadre de partenariat mis en place depuis avril 2006. Cette volonté commune se manifeste aussi bien dans la mobilisation des ressources et la gestion du compte bilatéral, qu'à travers le souci de lier à l'effort de désendettement, celui du développement une fois les ressources mobilisées. Le troisième C2D, signé en juin 2016, traduit, au stade actuel, l'aboutissement d'un long et fructueux processus de recherche permanente du consensus.

C2D PREMIERE GENERATION

Signé pour une enveloppe globale de 352,7 milliards et une période d'exécution de cinq (05) ans, allant d'avril 2006 à avril 2011, le premier C2D a été une phase d'expérimentation du nouveau cadre de gestion de l'Aide Bilatérale Française. La durée d'exécution a donné lieu à de nombreux reports d'activités et à des retards de réalisation considérables. Pour permettre aux conventions signées de s'exécuter entièrement, les dates limites de versement et d'utilisation des fonds ont dû être prorogées par les instances de pilotage chaque fois que cela était jugé nécessaire.

Tableau 1: Conventions de 1^{ère} génération au 31 décembre 2016

Numéro	Programme	Reliquat à mobiliser	Date limite de transfert des fonds	Date limite d'utilisation des fonds	Observations
CCM 6013 01 H	ACEFA	0	31/12/2013	30/06/2014	achevé
CCM 6015 01 K	AFOP	143 440	31/12/2013	30/06/2014	achevé
CCM 6014 01 J	AMO	0	31/12/2013	30/06/2014	achevé
CCM 3010 01 B	ESA II	0	31/12/2013	30/06/2014	achevé
CCM 3005 01 F	PNDP	0	31/12/2011	30/06/2012	achevé
CCM 6007 01 L	ROUTIER	0	31/12/2013	30/06/2014	achevé
CCM 6004 01 H	URBAIN	0	31/12/2013	30/06/2014	achevé
CCM 1158 01 N	SANTE I	-3	31/12/2014	31/12/2015	achevé
CCM 6016 01 L	SANTE II	13 240 309 809	31/12/2013	31/03/2014	non achevé
CCM 1159 01 P	EDUCATION I	0	27/04/2012	30/06/2013	achevé
CCM 3017 01 J	EDUCATION II	16 164 796 827	31/12/2013	30/06/2014	non achevé
CCM 3014 01 F	PSFE I	0	31/12/2010	31/12/2011	achevé
CCM 1233 01 G	PSFE II	459 258 900	12/04/2018	27/04/2018	non achevé
CCM 3013 02 F	ETUDES 1ER C2D	0	31/12/2013	30/06/2014	achevé
CCM 3013 01 E	PILOTAGE	5 050 991 440	31/12/2014	30/06/2015	non achevé
	ETUDES 2E C2D	2 930 000 000	31/12/2013	30/06/2014	
	FONCTIONNEMENT STADE	0	31/12/2014	30/06/2015	
	AUDITS, SUPERVISION	2 120 991 440	31/12/2014	30/06/2015	
	ACTUALISATION & REV PRIX	0			
	RECHERCHE (06/10/08)	19 781 497	31/12/2013	30/06/2015	non achevé
	ETUDE ECO RECHERCHE	736 393			
	PROJET RECH FINALISE	138 000 000			
	RECHERCHE DVT FONDS C.	-99 000 000			
	FONCTIONNEMENT COPIL	-151 097 639			
	EXPERTISE SC. CIRAD	-137 857 257			
	DIVERS & IMPREVUS	269 000 000			
	CULTURE (06/10/08)	0	31/12/2013	30/06/2015	achevé
	Reliquat 1er C2D	15 778 035			
	TOTAL PROGRAMMES 1 ^{ère} C2D	34 951 059 945			

Source : STADE-C2D

Au 31 décembre 2016, quatre (04) des quinze (15) conventions d'affectation signées sont encore en cours d'exécution.

C2D DEUXIEME GENERATION

Avec la deuxième phase du Contrat qui a démarré en juillet 2011 pour une période de cinq (05) ans et une enveloppe de 213,8 milliards, le Cameroun a continué à assurer le remboursement des échéances de dette contractuelle et un volet prêt a été intégré dans certaines des conventions de deuxième génération, en complément à la subvention C2D affectée aux programmes. Les retards d'exécution qui étaient restés une constante dans les difficultés rencontrées, ont amené les instances de pilotage à revoir la structure initiale des engagements juridiques du deuxième Contrat et à y introduire l'Appui Budgétaire Ciblé (ABC) comme élément de régulation du rythme des décaissements des programmes. Les conventions destinées à la Recherche II et à la Gestion des Risques de Volatilité des Prix ont été annulées pour donner naissance à une convention ABC ayant un nouveau mode d'instruction. Avec 11,8 milliards de réaffectation de fonds au Trésor Public pour le financement de certaines activités prévues au budget 2014 du MINSANTE, du MINEDUB et du MINADER, cette initiative a été jugée salubre à la fois pour la souplesse apportée à la gestion du nouvel outil, et pour le besoin de pérennisation manifesté par la partie camerounaise.

Le moratoire consenti sur le remboursement des échéances semestrielles de 2015 a eu pour effet d'alléger les tensions de trésorerie et de repousser au 30 avril 2017 la fin de l'échéancier. Les deux échéances ajournées dont le montant total s'élève à FCFA 38,3 milliards ont été subdivisées en trois remboursements.

Tableau 2: Conventions de 2^{ème} génération au 31 décembre 2016

Numéro	Intitulé	Montant		Date/signature transmission	Observations
		mls d'€	mds XAF		
A) Conventions signées		(1 € = 655,957 FCFA)			
CCM 1199 02 V	Deuxième pont sur le Wouri	33,00	21,65	13 juillet 2011	achevé
CCM 1278 01 S	Pilotage et études	3,44	2,25	07 mai 2012	non achevé
CCM 1253 01 J	PNDP II	57,77	37,89	07 mai 2012	achevé
CCM 1276 01 P	Formation prof non agricole (CFM)	10,00	6,56	28 juin 2012	non achevé
CCM 1263 02 L	ACEFA II	58,00	38,04	1 ^{er} août 2012	non achevé
CCM 1265 02 N	AFOP II	30,00	19,68	1 ^{er} août 2012	achevé
CCM 1275 02 P	Drainage pluvial de Douala	18,00	11,81	1 ^{er} août 2012	non achevé
CCM 1264 01 L	AMO II	7,80	5,12	22 février 2013	non achevé
CCM 1272 01 K	ASGIRAP	10,00	6,56	17 février 2014	non achevé
CCM 1347 01 N	Appui Budgétaire Ciblé(ABC)	18,00	11,81	30 octobre 2014	achevé
CCM 1274 01 M	Capitales Régionales	60,00	39,36	24 novembre 2014	non achevé
CCM 1277 01 P	Formation professionnelle sect (CFPS)	15,00	9,84	19 décembre 2014	non achevé
CCM 1266 01 N	Appui aux PMEAA	5,00	3,28	03 juillet 2015	non achevé
Sous total 1		326,01	213,85		
B) Programmes en cours d'instruction après réaffectation du COS					
Recherche II, devenue ABC		0,00	0,00		
Gestion des risques de volatilité des prix, devenue ABC		0,00	0,00		
Sous total 2		0,00	0,00		
Total deuxième C2D = Sous total 1 + Sous total 2		326,01	213,85		

Source : STADE-C2D

Sur les treize (13) conventions de financement qui constituent finalement les engagements juridiques contractuels de deuxième génération, il en ressort au 31 décembre 2016 que quatre (04) d'entre-elles sont achevées (2^e Pont sur le Wouri, ABC, AFOP II et PNDP II), et que les neuf (09) autres sont en cours d'exécution. Le volet prêt de l'AFD accordé comme complément de financement à certains programmes tels que ACEFA, AFOP, Deuxième pont sur le Wouri ou Capitales Régionales s'exécute aussi parallèlement.

C2D TROISIEME GENERATION

Dotée d'un échéancier de remboursement de près de FCFA 400 milliards et d'une période d'exécution allant d'octobre 2017 à avril 2025, la troisième phase du Contrat signée le 30 juin 2016 consacre la maturité du nouvel outil de financement de l'Aide Bilatérale Française. Ainsi, au-delà de la volonté des deux parties de pérenniser les acquis des deux premières phases et de développer des synergies d'actions à une plus grande échelle, le troisième C2D entend apporter une réponse à l'épineux problème du délai-coût-efficacité de l'Aide au Développement.

En plus de la nécessité de passer à la phase de consolidation des programmes de première et de deuxième génération qui ont fait leur preuve, le troisième C2D prévoit : i) l'introduction d'un programme de gouvernance, ii) la création d'un centre d'excellence pour des formations techniques pointues, iii) et la réalisation d'un projet emblématique reflétant le nouvel esprit de partenariat. Une place importante sera également accordée à l'Aide d'Urgence dans les régions sinistrées et/ou en proie aux attaques de la secte boko haram.

Pour lier définitivement l'effort de développement à celui de désendettement déjà très apprécié, il s'agira également selon les instances de pilotage, de mener les réformes nécessaires permettant : i) la planification et la maturation rapide des projets, ii) l'aménagement/sécurisation des sites de projets et la coordination de l'aide à apporter aux régions, une fois le choix des sites effectué, iii) l'incitation à la concurrence dans les contrats de marchés déjà attribués, iv) la mise à disposition rapide des ressources aux Maîtrises d'Ouvrages Sectoriels et aux Entreprises Adjudicataires en rapport avec l'état d'avancement et le solde à décaisser des projets, v) le renforcement du rôle et des capacités des Collectivités Territoriales Décentralisées dans la promotion du développement local et l'amélioration de la résilience de l'économie nationale.

Ainsi, conscients de ces principaux enjeux, le MINFI et l'AFD travaillent en étroite collaboration pour garantir un suivi beaucoup plus accru des projets et programmes, ainsi que pour appuyer le COS-C2D et le CTB-C2D dans le financement et le pilotage des Contrats signés. Un mini-modèle de prévision des décaissements au profit des Organismes Payeurs et de simulation sur le solde du compte bilatéral (en fonction de la capacité de remboursement du Trésor Public) a à cet effet été élaboré pour un pilotage sur la trésorerie.

II-1-2 Mobilisation des ressources et situation du compte

RESSOURCES MOBILISEES AU 31 DECEMBRE 2016 ET SITUATION DU COMPTE BILATERAL

Avec la signature de la troisième phase du Contrat, les engagements juridiques contractuels hors prêts souscrits par le Cameroun et la France offrent désormais la possibilité de mobiliser et de recycler FCFA 966,5 milliards dans les projets et programmes retenus d'accord parties.

Tableau 3: Récapitulatif des ressources affectées, mobilisées et décaissées au 31 décembre 2016

Indicateurs	déc-15 (1)	déc-16 (2)	Variation (2) -(1)
Total ressources affectées	566 518 413 921	566 518 413 921	0
Echéancier 1 ^{er} C2D (2006-2011)	352 671 072 469	352 671 072 469	0
Echéancier 2 ^e C2D (2011-2016)	213 847 341 452	213 847 341 452	0
Remboursements C2D	528 226 753 310	556 102 316 472	27 875 563 162
1 ^{er} C2D	352 675 047 812	352 675 047 812	0
2 ^e C2D	175 551 705 498	203 427 268 660	27 875 563 162
Retour de la subvention C2D	528 240 141 462	537 200 313 969	8 960 172 507
1 ^{er} C2D	352 675 047 812	352 675 047 812	0
2 ^e C2D	175 565 093 650	184 525 266 157	8 960 172 507
Valeur des conventions signées*	566 432 773 532	566 432 773 532	0
1 ^{er} C2D	352 655 602 340	352 655 602 340	0
2 ^e C2D (subvention + prêt)	377 179 866 699	377 179 866 699	0
dont subvention	213 777 171 192	213 777 171 192	0
Décaissements BEAC effectués	435 325 299 512	472 939 002 485	37 613 702 973
1 ^{er} C2D	309 186 190 512	317 720 012 524	8 533 822 012
2 ^e C2D (subvention uniquement)	126 139 109 000	155 218 989 961	29 079 880 961
Solde du compte bilatéral	92 914 841 950	64 261 311 484	-28 653 530 466
1 ^{er} C2D	43 488 857 300	34 955 035 288	-8 533 822 012
2 ^e C2D (subvention uniquement)	49 425 984 650	29 306 276 196	-20 119 708 454

Source : STADE-C2D; N.B. : le montant total des rompus liés à la mise en œuvre de l'échéancier du 1^{er} C2D s'élève à FCFA 3 975 343. * Subvention uniquement

En attendant que démarre l'exécution du troisième C2D, le bilan au 31 décembre 2016 des ressources-emplois des contrats signés fait état de FCFA 537,2 milliards de ressources mobilisées dans le compte BEAC, dont 352,7 milliards au titre du premier C2D (100% de mobilisation) et 184,5 milliards au titre du deuxième (86,3% de mobilisation). Les échéances semestrielles dues étant payables à fin avril et fin octobre, le paiement des 18,9 milliards effectué à fin octobre 2016 par le Cameroun est en cours de reversement dans le compte BEAC.

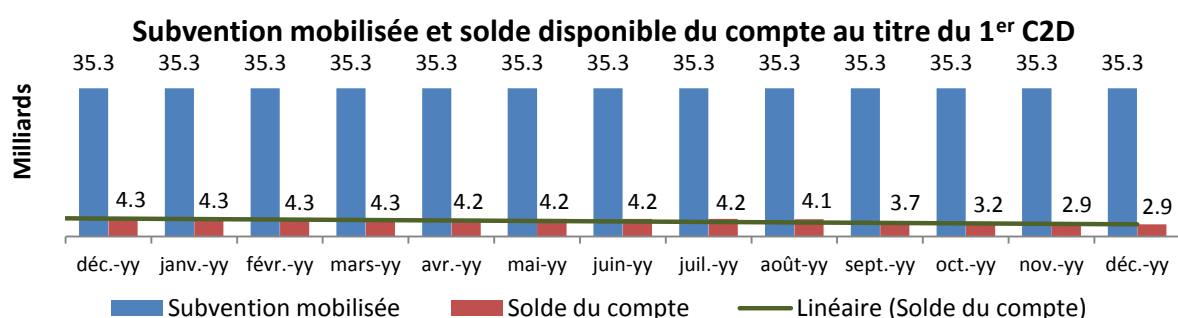
Pour ce qui est des décaissements décidés au profit des Organismes Payeurs sur signatures du MINFI et de l'AFD, le montant total est passé de FCFA de 435,3 milliards en décembre 2015 à 472,9 milliards au 31 décembre 2016, marquant ainsi un accroissement de 36,7 milliards toutes phases confondues au cours de l'année 2016. Cette évolution est le résultat des virements de 8,5 milliards et de 29,1 milliards effectués au profit de la première et de la deuxième génération de programmes respectivement. Par rapport aux fonds mobilisés, le taux de décaissement est passé de 87,7% à 90,1% pour le premier Contrat, et de 71,8% à 84,1% pour le deuxième.

Le solde disponible du compte BEAC qui s'élevait à 92,9 milliards à fin décembre 2015, s'est établi à 64,3 milliards (18,9 milliards attendus non compris) au 31 décembre 2016 et la part imputable à chaque Contrat est de 35 milliards pour le premier C2D et de 29,3 milliards pour le deuxième.

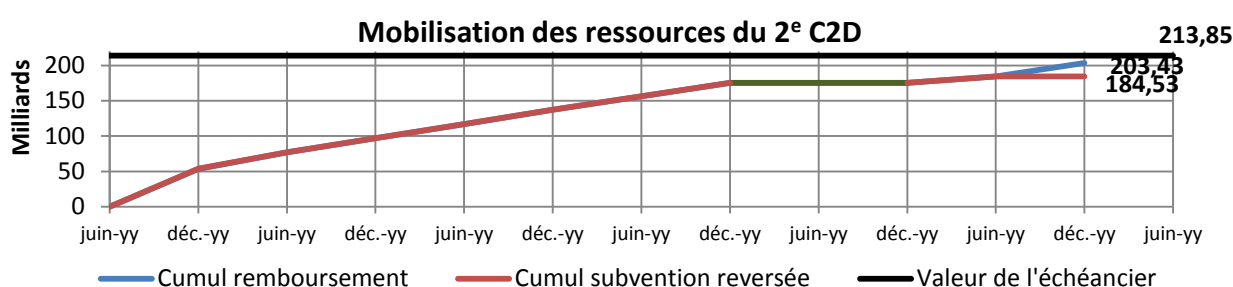
Le reste à décaisser de 35 milliards du premier C2D est porté à hauteur de 13,2 milliards par le programme de Santé (Programme Conjoint), et de 16,2 milliards par le programme d'Education (constructions scolaires dans les Zones d'Education Prioritaires) dont le montant des conventions avait été fixé à FCFA 23 milliards et à 32,8 milliards respectivement.

Pour le deuxième Contrat, les 29,2 milliards qui restent à mobiliser sur l'échéancier en cours viendront s'ajouter au solde de 29,3 milliards disponible à la BEAC, soit un total de 58,5 milliards de ressources à mettre à la disposition des Maîtrises d'Ouvrages Sectoriels en vue d'achever l'exécution des projets et programmes retenus.

Les graphiques ci-après montrent respectivement l'évolution décroissante très lente du solde disponible du premier C2D et la mise en œuvre du moratoire accordé sur le paiement des échéances 2015. Le remboursement des échéances dues par le Cameroun ayant repris en avril 2016, la courbe de mobilisation des ressources du deuxième C2D (deuxième graphique) a renoué avec une évolution croissante dès le premier semestre 2016.



Graphique 1: Subvention mobilisée et solde disponible du compte au titre du 1er C2D



Graphique 2: Mobilisation des ressources du 2^{ème} C2D

SITUATION DETAILLEE DES DECAISSEMENTS EFFECTUES SUR LE COMPTE BEAC

Par rapport au mois de décembre 2015, les tableaux ci-après des cumuls de décaissements affichent une progression du taux spécifique de décaissement BEAC (ou taux spécifique de transfert aux Organismes Payeurs) par domaine de concentration, lequel se présente ainsi qu'il suit :

Pour le premier C2D, ce taux a augmenté de 9,6 points de pourcentage dans le domaine de la Santé et de la lutte contre le VIH/SIDA ; de 13,2 points de pourcentage dans le domaine de l'Environnement et de la Biodiversité et de 4 points de pourcentage dans celui des autres programmes de première génération du fait de l'évolution qu'a connu le programme de Recherche.

Pour le deuxième C2D, il a varié au cours de l'année de +12 points de pourcentage dans l'Agriculture et le Développement Rural ; de +15 points de pourcentage dans les Infrastructures de deuxième génération ; de +12,7 points de pourcentage dans la Formation professionnelle et l'appui aux PMEAA ; et de +2,1 points de pourcentage dans les autres programmes de deuxième génération.

Le domaine de l'Agriculture et du Développement Rural et celui des Infrastructures de première génération avaient déjà mobilisé longtemps avant la totalité de leurs enveloppes. Certains des programmes de deuxième génération, après une évolution assez timide des transferts aux Organismes Payeurs au premier semestre, ont retrouvé un rythme de décaissement en augmentation au cours du troisième/quatrième trimestre. C'est le cas

notamment du 2^e pont sur le Wouri et des programmes, ACEFA, AFOP, AMO, ASGIRAP, Formation Professionnelle CFPS et Appui aux PMEAA.

Sur le terrain, l'effectivité des actions menées par tous ces projets et programmes a été apprécié grâce aux missions de communication conduites par le STADE-C2D à travers tout le pays à l'occasion des dix (10) premières années de réalisations du C2D.

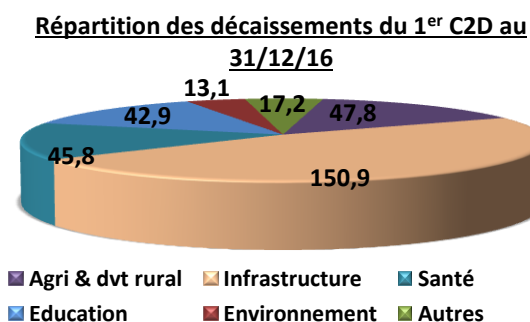
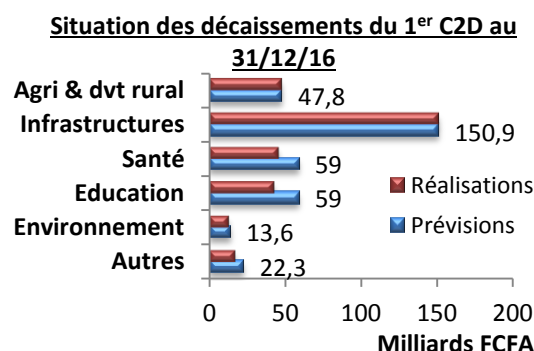
Tableau 4: Cumul des décaissements effectués à la BEAC au profit des programmes (valeur fin de période)

1^{er} C2D

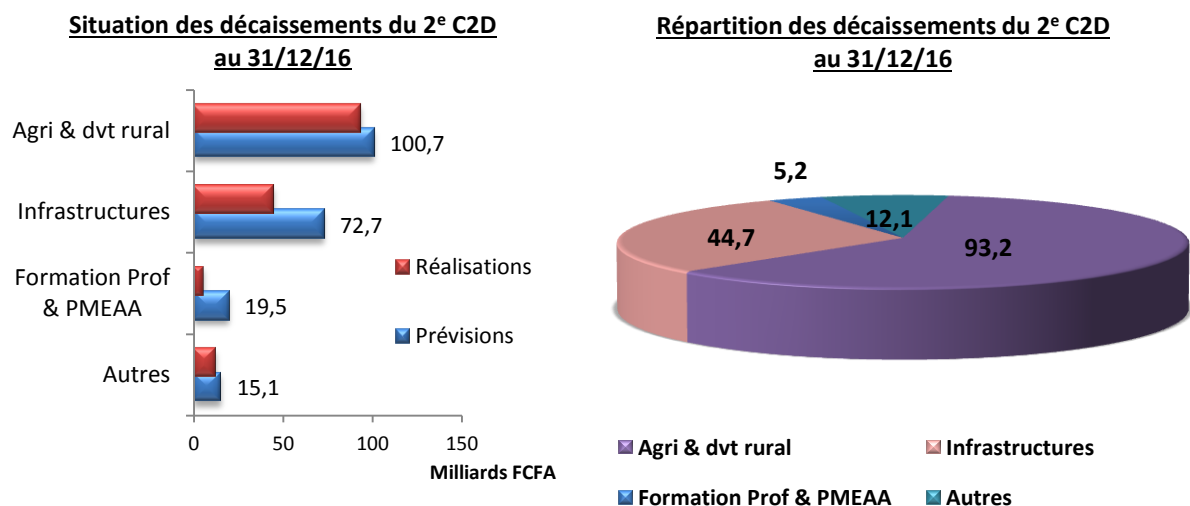
Valeur en FCFA, sauf indication contraire

Domaines/Programmes	Montant convention	déc-15 (1)	déc-16 (2)	Variation (2) - (1)
1. Agriculture & dvt rural	47 832 384 440	47 832 241 000	47 832 241 000	0
ACEFA (29/02/08)	14 155 552 060	14 155 552 060	14 155 552 060	0
AFOP (29/02/08)	7 819 007 440	7 818 864 000	7 818 864 000	0
AMO (29/02/08)	6 900 667 640	6 900 667 640	6 900 667 640	0
ESA II (04/06/07)	5 838 017 300	5 838 017 300	5 838 017 300	0
PNDP (02/03/07)	13 119 140 000	13 119 140 000	13 119 140 000	0
2. Infrastructures	150 870 110 000	150 870 110 000	150 870 110 000	0
ROUTIER (02/03/07)	75 435 055 000	75 435 055 000	75 435 055 000	0
URBAIN CUD (02/03/07)	51 462 533 452	51 462 533 452	51 462 533 452	0
URBAIN CUY (02/03/07)	22 982 857 472	22 982 857 472	22 982 857 472	0
URBAIN MINH DU (02/03/07)	989 664 076	989 664 076	989 664 076	0
3. Santé	59 036 130 000	40 092 827 377	45 795 820 194	5 702 992 817
SANTE I (11/06/07)	36 077 635 000	36 077 635 003	36 077 635 003	0
SANTE II (21/05/09)	22 958 495 000	4 015 192 374	9 718 185 191	5 702 992 817
4. Education	59 036 130 000	42 871 333 173	42 871 333 173	0
EDUCATION I (26/06/07)	26 238 280 000	26 238 280 000	26 238 280 000	0
EDUCATION II (10/02/09)	32 797 850 000	16 633 053 173	16 633 053 173	0
5. Environnement	13 578 309 900	11 255 277 613	13 119 051 000	1 863 773 387
PSFE I (18/06/07)	6 559 570 000	6 559 570 000	6 559 570 000	0
PSFE II (28/06/12)	7 018 739 900	4 695 707 613	6 559 481 000	1 863 773 387
6. Autres	22 318 008 129	16 264 401 349	17 231 457 157	967 055 808
Etudes 1er C2D (29/03/07)	5 903 613 000	5 903 613 000	5 903 613 000	0
Pilotage (02/03/07)	10 495 617 094	5 444 625 654	5 444 625 654	0
Etudes 2e C2D	3 280 000 000	350 000 000	350 000 000	0
Fonctionnement 1er & 2e C2D	2 951 806 500	2 951 806 500	2 951 806 500	0
Audits, supervision, cons.	2 721 000 000	600 008 560	600 008 560	0
Actualisation et rév. prix	1 542 810 594	1 542 810 594	1 542 810 594	0
Recherche (06/10/08)	5 378 847 400	4 392 162 695	5 359 218 503	967 055 808
étude sur éco recherche	249 263 660	191 635 375	249 263 607	57 628 232
Projet recherche finalisé	2 899 329 940	2 762 000 000	2 762 000 000	0
Recherche dvt fonds comp.	1 121 686 470	600 000 000	1 221 000 000	621 000 000
Fonctionnement Copil	341 097 640	340 000 000	491 097 639	151 097 639
Expertise scient. CIRAD	498 527 320	498 527 320	635 857 257	137 329 937
Divers et imprévus	268 942 370	0	0	0
Culture (06/10/08)	524 000 000	524 000 000	524 000 000	0
Reliquat 1er C2D	15 930 635	0	0	0
Ensemble des domaines	352 671 072 469	309 186 190 512	317 720 012 524	8 533 822 012

Source : STADE-C2D



Graphique 3: Situation et répartition des décaissements du 1^{er} C2D au 31/12/16



Graphique 4: Situation et répartition des décaissements du 2^eC2D AU 31/12/16

Tableau 5: Cumul des décaissements effectués à la BEAC au profit des programmes (valeur fin de période)

2E C2D

valeur en FCFA, sauf indication contraire

Domaines/Programmes	Montant convention	déc-15 (1)	déc-16 (2)	Variation (2) - (1)
1. Agriculture & dvt rural	128 285 510 490	77 831 367 000	93 197 329 961	15 365 962 961
ACEFA (01/08/12)	55 756 345 000	23 199 019 000	29 709 849 000	6 510 830 000
Subvention C2D	38 045 506 000	23 199 019 000	29 709 849 000	6 510 830 000
Prêt AFD	17 710 839 000	0	0	0
AFOP (01/08/12)	22 958 495 000	14 363 290 000	19 517 645 000	5 154 355 000
Subvention C2D	19 678 710 000	14 363 290 000	19 517 645 000	5 154 355 000
Prêt AFD	3 279 785 000	0	0	0
AMO (22/02/13)	5 116 464 600	3 519 820 000	4 165 401 961	645 581 961
PNDP (07/05/12)	37 894 635 890	35 851 418 000	37 877 349 000	2 025 931 000
ASGRIRAP (17/02/14)	6 559 570 000	897 820 000	1 927 085 000	1 029 265 000
2. Infrastructures urbaines	72 811 227 000	33 781 000 000	44 654 691 000	10 873 691 000
2e pont Wouri (13/07/11)	21 646 581 000	13 781 000 000	21 646 581 000	7 865 581 000
Subvention C2D	21 646 581 000	13 781 000 000	21 646 581 000	7 865 581 000
Prêt AFD		0	0	0
Drainage Douala (01/08/12)	11 807 226 000	0	3 008 110 000	3 008 110 000
Subvention C2D	11 807 226 000	0	3 008 110 000	3 008 110 000
Prêt AFD		0	0	0
Capitales régionales	39 357 420 000	20 000 000 000	20 000 000 000	0
Subvention C2D	39 357 420 000	20 000 000 000	20 000 000 000	0
Prêt AFD			0	0
3. Formation prof & PMEAA	19 678 710 000	2 726 742 000	5 238 969 000	2 512 227 000
CFM (28/06/12)	6 559 570 000	1 592 727 000	2 104 827 000	512 100 000
CFPS (19/12/14)	9 839 355 000	682 698 000	1 843 733 000	1 161 035 000
Appui aux PMEAA (03/07/15)	3 279 785 000	451 317 000	1 290 409 000	839 092 000
4. Autres	14 061 539 942	11 800 000 000	12 128 000 000	328 000 000
Pilotage et études (07/05/12)	2 254 313 942	0	328 000 000	328 000 000
Appui Budgétaire Ciblé**	11 807 226 000	11 800 000 000	11 800 000 000	0
Total subvention C2D*	213 846 363 432	126 139 109 000	155 218 989 961	29 079 880 961

Source : STADE-C2D; * fonds C2D hors prêts AFD, y compris montant à affecter; ** décidée par le COS de juillet 2014.

Tableau 6: Suivi du plan prévisionnel de décaissement 2016 des programmes (données non cumulées)

valeur en FCFA, sauf indication contraire

Solde du compte BEAC au 31/12/2015 :

92 914 841 950

Programmes	Montant convention	Solde à décaisser sur les contrats signés au 31/12/15	Prévisions de décaissements 2016 (1)	Prévisions de décaissements du 1 ^{er} semestre 2016 (2)	Décaissements réalisés janv-déc-2016 (3)	Taux de réalisation (%) (3)/(1)	Variation (3)-(1)
1^{er} C2D							
Programmes achevés	273 481 592 440	143 437	0	ND			
Santé 2 ^e tranche	22 958 495 000	18 943 302 626	8 540 000 000	ND	5 702 992 817	66,8	-2 837 007 183
Education 2 ^e tranche	32 797 850 000	16 164 796 827	2 170 000 000	ND	0	0,0	-2 170 000 000
PSFE 2 ^e tranche	7 018 739 900	2 323 032 287	1 290 000 000	ND	1 863 773 387	144,5	573 773 387
Recherche	5 379 000 000	986 837 305	350 000 000	ND	967 055 808	276,3	617 055 808
Culture	524 000 000	0	0	ND	0		0
Pilotage 1 ^{er} et 2 ^e C2D	10 495 617 094	5 050 991 440	2 425 495 720	ND	0	0,0	-2 425 495 720
Etudes 2 ^e C2D	3 280 000 000	2 930 000 000	1 465 000 000	ND	0		
Autres	7 215 617 094	2 120 991 440	960 495 720	ND	0		
Reliquat 1 ^{er} C2D	15 778 035	15 778 035		ND			
Total 1^{er} C2D	352 671 072 469	43 484 881 957	14 775 495 720	ND	8 533 822 012	57,8	-6 241 673 708
2^e C2D				ND			
PNDP	37 894 635 890	2 043 217 890	2 026 217 890	ND	2 025 931 000	100,0	-286 890
AFOP	19 678 710 000	5 315 420 000	280 000 000	ND	5 154 355 000	1 840,8	4 874 355 000
AMO	5 116 464 600	1 596 644 600	390 000 000	ND	645 581 961	165,5	255 581 961
ACEFA	38 045 506 000	14 846 487 000	4 850 000 000	ND	6 510 830 000	134,2	1 660 830 000
ASGIRAP	6 559 570 000	5 661 750 000	900 000 000	ND	1 029 265 000	114,4	129 265 000
2 ^e Pont sur le Wouri	21 646 581 000	7 865 581 000	2 120 000 000	ND	7 865 581 000	371,0	5 745 581 000
Drainage pluvial Dla	11 807 226 000	11 807 226 000	800 000 000	ND	3 008 110 000	376,0	2 208 110 000
Capitales régionales	39 357 420 000	19 357 420 000	2 000 000 000	ND	0	0,0	-2 000 000 000
Formation prof (CFM)	6 559 570 000	4 966 843 000	1 470 000 000	ND	512 100 000	34,8	-957 900 000
Formation prof (CFPS)	9 839 355 000	9 156 657 000	1 500 000 000	ND	1 161 035 000	77,4	-338 965 000
Pilotage et études 3 ^e C2D	2 254 313 942	2 254 313 942	328 000 000	ND	328 000 000	100,0	0
Appui Budgétaire Ciblé	11 807 226 000	7 226 000	7 226 000	ND	0	0,0	-7 226 000
PMEAA	3 279 785 000	2 828 468 000	600 000 000	ND	839 092 000	139,8	239 092 000
Total 2^e C2D	213 846 363 432	87 707 254 432	17 271 443 890	ND	29 079 880 961	168,4	11 808 437 071
Ensemble programmes	566 517 435 901	131 192 136 389	32 046 939 610	ND	37 613 702 973	117,4	5 566 763 363

Source : Cellules Sectorielles/STADE-C2D; ND = Non Disponible.

Décaissement effectué sur le compte janv-déc-2016 : 37 613 702 973

Subvention reçue dans le compte janv-déc-2016 : 8 960 172 507

Solde disponible du compte au 31 déc 2016 : 64 261 311 484

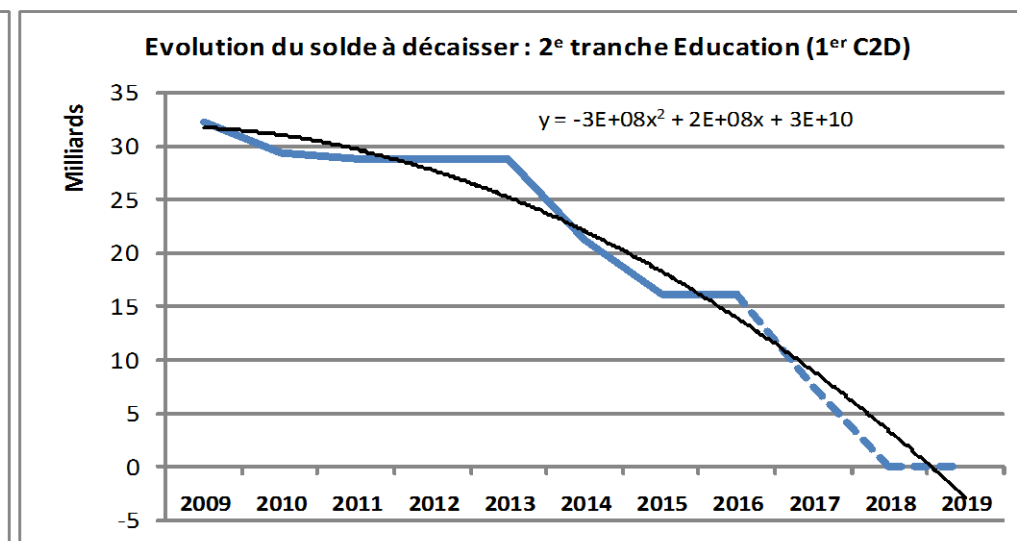
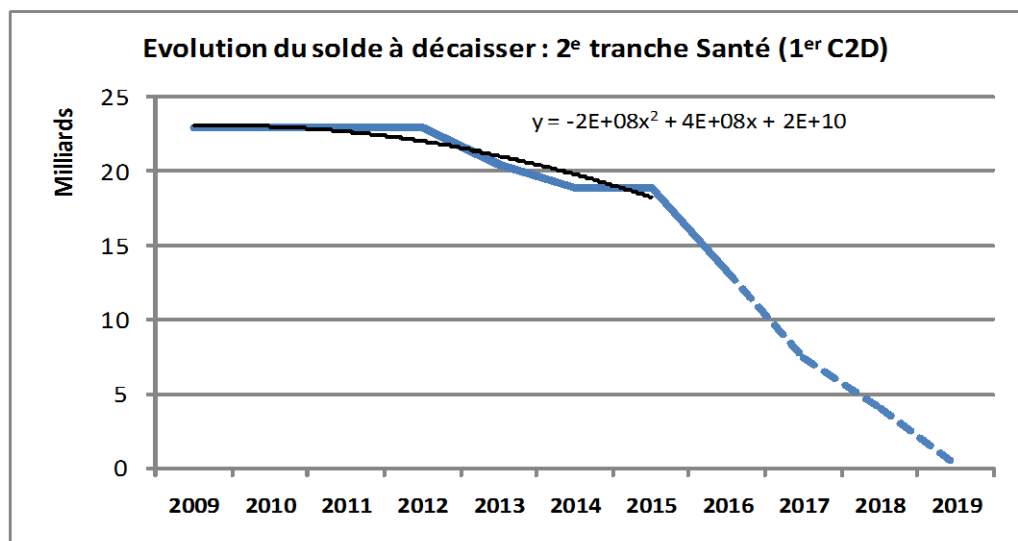
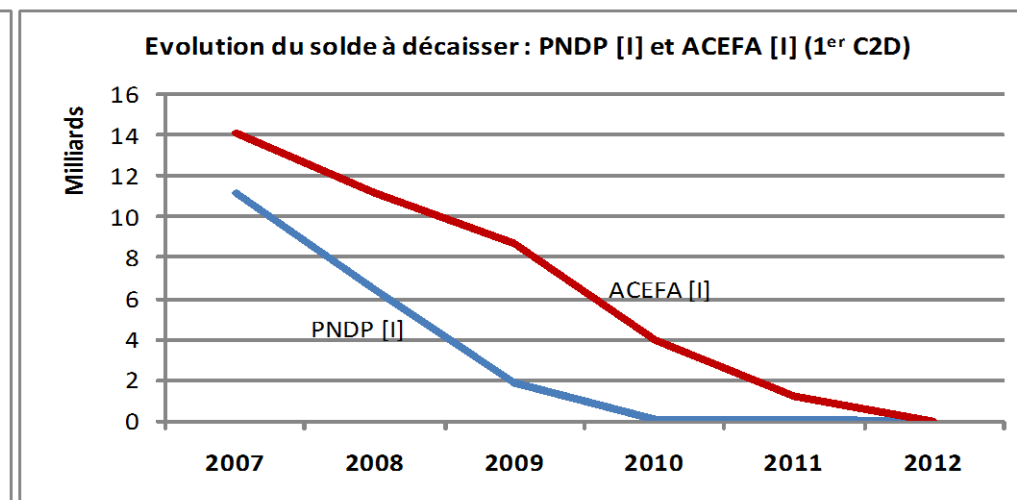
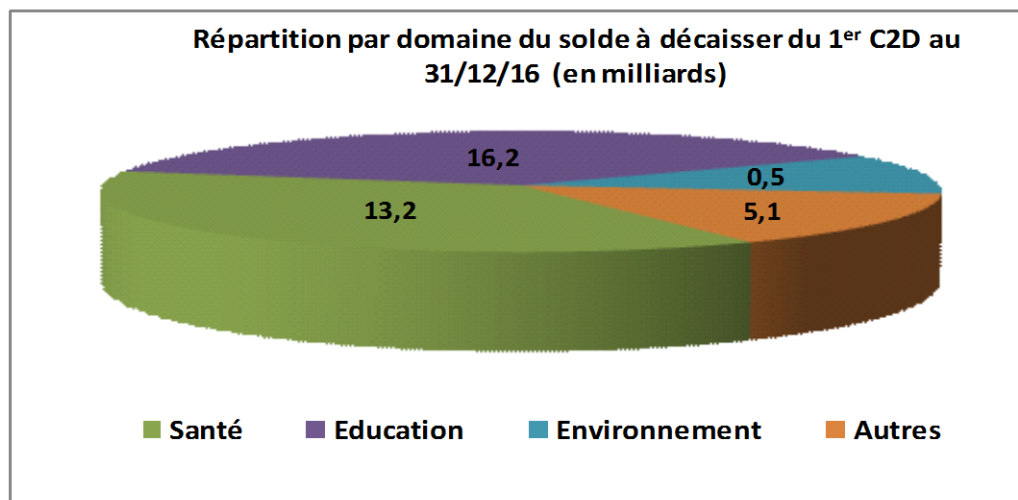
Le plan prévisionnel de décaissement élaboré à partir du trend de mobilisation des ressources par les programmes et du lissage de leurs "restes à décaisser" montre globalement une prévision de décaissements BEAC de 32,1 milliards pour l'année 2016, soit 14,8 milliards pour le premier C2D et 17,3 milliards pour le deuxième. En tenant compte des concertations périodiques sur les demandes d'approvisionnement et des soldes encore disponibles des comptes programmes, ces montants sont essentiellement actualisables. En l'absence d'une mise à jour des prévisions initiales par les Sectoriels, ces prévisions demeurent réalistes et devraient correspondre en 2016 à un taux de transfert aux Organismes Payeurs de 4,2% pour le premier C2D et de 8,1% pour le deuxième.

Sur la base de ces hypothèses, le plan prévisionnel de décaissement 2016 a été réalisé à 117% au terme de l'année 2016, après avoir été exécuté à 30% à la fin du deuxième trimestre et à 4% à la fin du premier trimestre. Ce taux de réalisation qui est une moyenne des deux premiers Contrats, est de 58% pour le premier C2D et de 168% pour le deuxième. En termes d'étalement des décaissements réalisés sur l'année, on note un démarrage assez timide des activités au cours du premier trimestre où 1,2 milliard avait été tiré du compte contre 8,3 milliards au deuxième trimestre, 22,5 milliards au troisième trimestre et 5,6 milliards au quatrième trimestre.

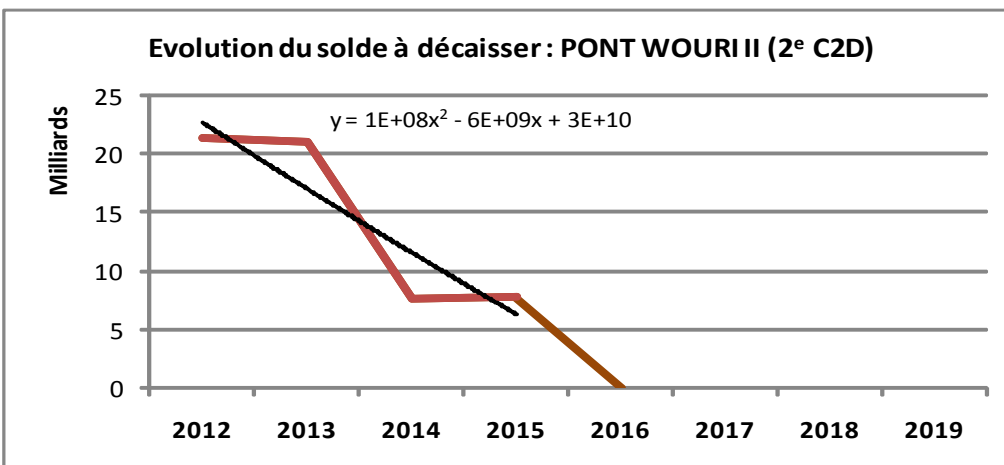
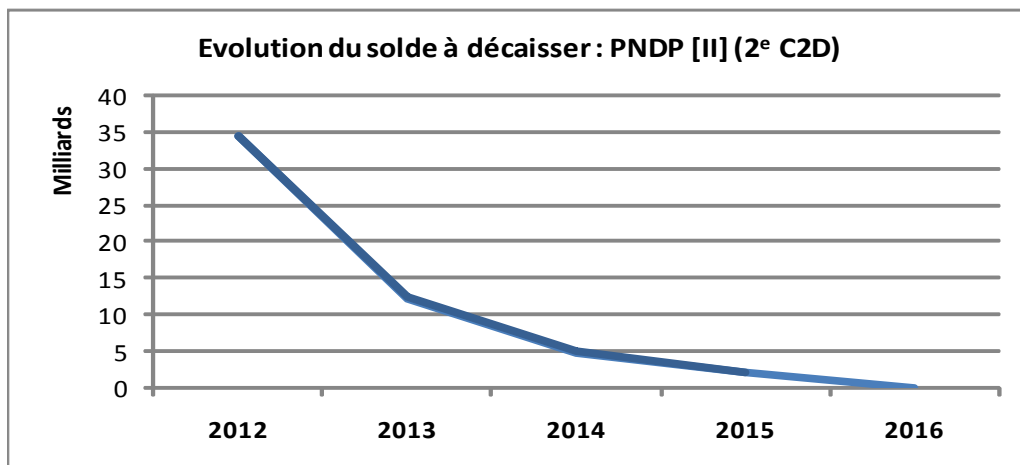
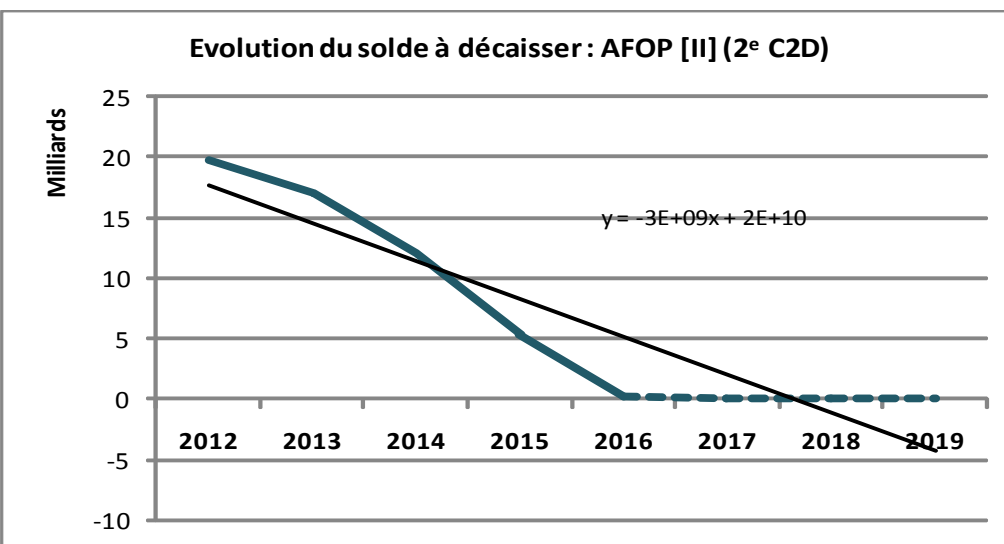
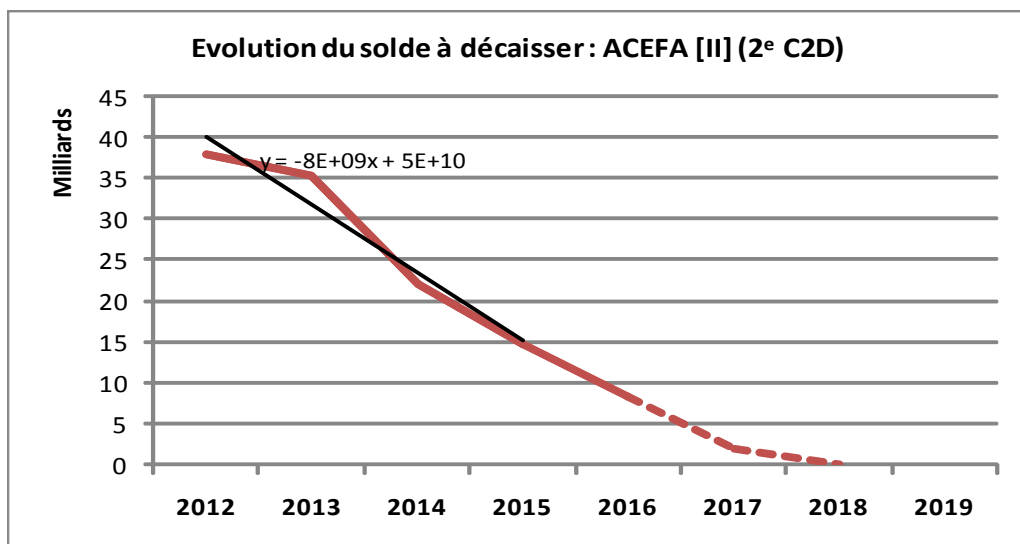
Si le processus de mobilisation des 18,9 milliards remboursés par le Cameroun en octobre 2016 et constituant l'avant dernière échéance s'achève avant que de nouveaux décaissements ne soient décidés sur le compte BEAC, la situation du compte bilatéral sera comprise entre 80 et 90 milliards au regard du solde disponible à fin 2016 qui est de 64,3 milliards.

Les réunions bimestrielles de suivi organisées par le STADE-C2D ont été l'occasion de faire remarquer à tous les autres acteurs i) la situation des conventions dont la date limite de versement/utilisation des fonds est déjà en dépassement ou presque à échéance, et ii) la faible anticipation sur les budgets annuels en début d'exercice. Le STADE-C2D leur a également fait part des obligations et contraintes liées à l'exécution du troisième C2D dont les premiers programmes sont supposés démarrer en 2017.

Pour ce qui est de la faible anticipation sur l'exécution des budgets annuels, il a été demandé aux Cellules Projets de faire tenir au STADE-C2D et à l'AFD avant mi-janvier 2017 le plan d'actions 2017 des programmes, assorti du budget annuel promulgué, du plan prévisionnel de décaissement et du plan de communication sur les activités phares.



Graphique 5: Répartition par domaine du solde à décaisser du 1^{er} C2D au 30/09/16



Source : STADE-C2D

Graphique 6: Evolution du solde à décaisser des programmes du 2eC2D au 30/09/16

II-2- SUIVI ET PILOTAGE

Les activités de suivi et de pilotage des deux contrats C2D se sont poursuivies régulièrement sous l'encadrement du COS, du CTB, du STADE, et de l'AFD. En plus du suivi traditionnel de la mise en œuvre des programmes, l'année 2016 a été marquée principalement par l'organisation et la tenue de la dixième session du Comité d'Orientation et de Suivi (COS) en février 2016, la tenue des sessions du CTB, la finalisation de l'instruction et la signature du 3^{ème} C2D, les missions de couverture des réalisations des 10 premières années de mise en œuvre du C2D dans les 10 régions du pays.

➤ Session du COS de février 2016

La dixième session du COS s'est tenue le 09 février 2016 à Yaoundé sous la coprésidence de l'Ambassadrice de France au Cameroun pour la partie française, du Ministre des Finances et du Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire pour la partie camerounaise, en présence des membres statutaires du COS, des invités d'honneur et des autres Partenaires Financiers.

Cette session a permis non seulement de dresser un bilan jugé largement positif des conditions de mise en œuvre du second volet C2D, mais aussi de préciser les orientations du 3^{ème} C2D dont l'instruction devait démarrer au cours du premier trimestre 2016. Il y a été prescrit que le 3^{ème} C2D devrait capitaliser les 10 années d'expérience des deux premiers C2D en prenant en compte une concentration sectorielle en cohérence avec les priorités gouvernementales dans un environnement international difficile et en coordination avec les autres programmes développés avec l'appui de la communauté internationale. Les principales résolutions prises au cours de cette session sont contenues dans le Relevé des conclusions ci-joint.



RELEVÉ DES CONCLUSIONS

Comité d'Orientation et de Suivi du Contrat de désendettement et de développement (COS-C2D)

Mardi 09 février 2016

A l'issue des travaux annuels qui ont regroupé les membres du gouvernement camerounais, l'Ambassadrice de France accompagnée des services français compétents (AFD, SCAC, SER), des parlementaires camerounais, des représentants des sociétés civiles française et camerounaise, du secteur privé et des collectivités locales, ainsi que les représentants des autres partenaires au développement, les parties camerounaise et française sont parvenues aux conclusions suivantes :

1. Mise en œuvre du C2D

L'année 2015 a été marquée entre autres par d'importantes activités aux rangs desquelles :

- (i) Les retombées de la visite du Président HOLLANDE au mois de juillet 2015 ;
- (ii) La signature de la dernière convention spécifique (PMEAA) consacrant ainsi les 214 milliards de FCFA relatifs au Contrat C2D de seconde génération ;
- (iii) Les effets positifs de l'Aide Budgétaire Ciblée concrétisée par les règlements diligents dans les secteurs de la Santé, l'Education et le Développement Rural ;
- (iv) La réception des premières salles de classes construites et/ ou réhabilitées dans les zones d'éducation prioritaires ;
- (v) Le démarrage prometteur du programme «chèque santé» financé sur le programme C2D-Santé (6000 bénéficiaires environ, enregistrés) ;
- (vi) L'accélération de la mise en œuvre des programmes Recherche et Culture ;
- (vii) La réalisation des prévisions de décaissement en faveur des programmes à hauteur 71% pour le second C2D et de 44% pour le premier C2D ;
- (viii) Le suivi accru par STADE-C2D des activités des cellules projets par la tenue régulière des sessions bimestrielles ;
- (ix) La poursuite des activités de fluidification des procédures qui ont permis de ramener le solde du compte BEAC de 129 milliards à 92 milliards de FCFA fin décembre 2015.

un.

7

7



Au vu de ces progrès, les deux parties ont dressé un bilan positif des conditions de mise en œuvre du second volet C2D, et ont précisé les orientations du 3^{ème} C2D dont l'instruction doit officiellement être initiée dès le premier trimestre 2016 en vue d'une signature du Contrat avant la fin 2016.

En particulier, les parties ont souhaité que ce 3^{ème} C2D capitalise sur les 10 années d'expérience des deux premiers C2D en prenant en compte une concentration sectorielle en cohérence avec les priorités gouvernementales dans un environnement international difficile et en coordination avec les autres programmes développés avec l'appui de la communauté internationale.

Perspectives en 2016

Le CTB continuera de veiller à la bonne préparation des négociations du 3^{ème} C2D prévues en 2016 dont les principes d'orientation seront arrêtés dans les prochaines semaines d'un commun accord avec la mission de pré-instruction en cours de préparation.

Les conclusions de cette mission permettront de définir le calendrier de la signature du 3^{ème} C2D si possible au troisième trimestre de l'année 2016. Les études préparatoires relatives au 3^{ème} C2D, lorsqu'elles sont requises, pourront être engagées.

Les deux parties ont pris acte de l'apport du C2D dans la mise en œuvre des Stratégies Sectorielles des Ministères de l'Education de Base, de la Santé, de l'Agriculture et du Développement Rural, et de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales.

Le COS a pris bonne note des dispositions prises par le Ministère de l'Education de Base pour accélérer la mise en œuvre de l'important programme de construction de salles de classe en zone d'éducation prioritaire, et charge le CTB de suivre les progrès réels qui seront constatés sur le terrain et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que des avancées concrètes puissent être présentées au prochain COS.

Le COS prend acte des réflexions relatives aux modalités de formalisation du suivi indépendant du C2D par la société civile et demande au CTB de finaliser un projet d'article susceptible d'être inséré dans le prochain contrat de désendettement et développement.

Par ailleurs, la poursuite de la mise en œuvre des recommandations émises par le précédent COS ainsi que les décisions prises par celui d'aujourd'hui devront permettre d'atteindre l'objectif partagé d'une gestion plus fluide des programmes en cours, maintenir le cap sur une réduction sensible du solde du compte bilatéral, et aboutir à la signature du troisième C2D dans les meilleurs délais.

me.

g

4



Les co-présidents se félicitent des dix ans de mise en œuvre remarquable du C2D au Cameroun. A cet effet, ils encouragent les acteurs à poursuivre leurs efforts et de contribuer à la communication sur les réalisations du C2D dans chacune des dix régions, afin de rendre plus visible les contributions du C2D au développement économique du Cameroun.

Le CTB est chargé de l'application de toutes ces résolutions conformément aux textes en vigueur.

Fait à Yaoundé, le 09 février 2016

L'Ambassadrice de France au Cameroun	Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire	Le Ministre des Finances
Christine ROBICHON	LOUIS PAUL MOTAZE	Alamine OUSMANE MEY
		

➤ Activités du CTB

Le suivi technique et administratif du C2D a été assuré, au cours de la période allant de janvier à décembre 2016, par la préparation et la tenue de six (06) sessions du Comité Technique Bilatéral (CTB). La dernière, tenue le 25 octobre 2016, constitue la soixante-cinquième du genre depuis le début de mise en œuvre des programmes C2D. A chaque session, l'occasion a été donnée aux membres du CTB de partager avec l'ensemble des acteurs du C2D les problèmes liés à son exécution en vue d'une recherche des solutions. Les principales conclusions et résolutions prises sont présentées dans le tableau ci-joint.

Tableau 7: Résolutions des sessions du CTB

SESSION	RESOLUTIONS
60 ^{ème} SESSION (21 janvier 2016)	1) Le Comité a pris acte: (i) De la mise en œuvre des recommandations de la dernière séance ; (ii) Que le dossier technique financier antérieurement présenté par la CAA devra être actualisé et transmis au MINFI avant l'arrivée de la mission de négociations annoncée pour fin février 2016 ; (iii) Que l'AFD transmettra à la CAA l'échéancier de la dette, en y intégrant les données du moratoire ; (iv) Des avancées des échanges sur le projet emblématique ; (v) De l'agenda et de l'articulation envisagée des activités de la mission d'instructions prévue en fin février 2016 ; (vi) De la nouvelle orientation et du dossier de couverture médiatique des 10 ans du C2D au Cameroun ; (vii) De l'état des préparatifs pour la tenue du prochain COS-C2D, notamment les propositions de dates probables ; (viii) De la situation du Compte BEAC au 31 décembre 2015 ; 2) Le Comité a convenu (i) du projet d'ordre du jour de la prochaine session du COS-C2D ; (ii) de la tenue d'une autre session du CTB avant le COS en vue de l'élaboration des documents de mise en œuvre des recommandations du précédent COS, et du projet de recommandations du prochain COS ; (iii) qu'une recommandation particulière du COS-C2D devrait porter sur l'accompagnement du MINEDUB par le MINEPAT (au vu de son expérience avec le plan d'urgence de constructions scolaires dans le Nord et l'Extrême-Nord), à défaut d'une réallocation des fonds de ce programme 3) Le Comité a recommandé (i) à la partie française de faire parvenir officiellement les termes de références de la mission d'instructions de février 2016 le plus tôt possible, et (ii) à la partie camerounaise, de s'assurer de la disponibilité des ministres dans la période de la mission ; 4) Le Comité a donné quitus au STADE-C2D de poursuivre les échanges sur le dossier de la célébration des 10 ans du C2D au Cameroun, sous

SESSION	RESOLUTIONS
	réserve de la présentation pour validation, de son incidence financière à la prochaine session du CTB ; 5) Le Comité a prescrit au STADE-C2D de : (i) Soumettre à la signature du Président du CTB des projets de lettres de relance à adresser aux Membres de la partie camerounaise pour leur réaction attendue sur le dossier du Suivi Indépendant du C2D ; (ii) Elargir la couverture médiatique de la célébration des 10 ans du C2D aux émissions radiophoniques et aux organes de presse écrite ; (iii) Finaliser l'évaluation des coûts estimatifs de la couverture médiatique de la célébration des 10 ans du C2D, pour une présentation globale à la prochaine session du CTB-C2D ; (iv) Monter un dossier de demande de renforcement de capacités en ressources humaines, à soumettre à la prochaine session du CTB-C2D, en précisant les profils et les modalités y relatifs.
61^{ème} SESSION (10 mars 2016)	1) Le Comité a pris acte: (i) De la mise en œuvre des recommandations de la dernière séance ; (ii) Des conclusions du COS-C2D du 09 février 2015 ; (iii) Des préparatifs et du programme de la mission de pré-instruction ; (iv) Des éléments de résultats de la mission STADE – CRTV au Littoral et le Sud-Ouest dans le cadre de la célébration des 10 ans du C2D ; (v) De la situation du Compte BEAC au 29 février 2016 ; (vi) Des activités de promotion de la participation de la Société Civile dans le suivi du C2D dans cinq (05) pays d'Afrique éligibles au C2D ; (vii) Qu'une proposition de convention faisant ressortir le cahier de charges du Suivi Indépendant du C2D, est en cours de finalisation. 2) Le Comité a convenu des articulations et des modalités d'accompagnement de la mission de pré-instruction sur le terrain et auprès des Membres de la partie camerounaise. 3) Le Comité a validé la procédure de recrutement préconisée pour le renforcement de capacités en ressources humaines au STADE-C2D. 4) Le Comité a recommandé à la Société Civile de transmettre au STADE-C2D le projet de budget 2016 permettant de solder le passif du Suivi Indépendant du C2D pour validation à la prochaine session. 5) Le Comité a donné quitus au STADE-C2D de notifier la période d'essai aux trois candidats présentés pour le renforcement de l'équipe STADE (remplacement numérique de deux ingénieurs et recrutement d'un chargé d'études).

SESSION	RESOLUTIONS
62^{ème} SESSION (28 avril 2016)	1) Le Comité a pris acte: (i) De la mise en œuvre des recommandations de la dernière séance ; (ii) Du bilan de la mission de pré instruction de Mars 2016 ; (iii) Du point des préparatifs de la mission d’instruction prévue en Mai 2016 ; (iv) Du point sur les activités en cours dans le cadre de la célébration des 10 ans du C2D ; (v) De la situation du Compte BEAC au 31 mars 2016 ; (vi) Du compte rendu des activités de promotion de la participation de la Société Civile dans le suivi du C2D. 2) Le Comité a convenu de la nécessité d’une bonne préparation des dossiers en amont pour faciliter les échanges lors de la mission d’instruction de Mai 2016. 3) Le Comité a recommandé la prise en compte des interventions des Co-présidents du COS-C2D pour l’aspect politique du Contrat, et la mise en exergue du caractère national des réalisations dans le cadre de la production de la plaquette des 10 ans du C2D. 4) Le Comité a instruit le STADE-C2D de diligenter la procédure de déblocage de FCFA 60 millions au titre du budget du 1^{er} semestre 2016 du Suivi Indépendant. 5) Le Comité félicite le Directeur sortant de l’AFD-Cameroun pour la promotion reçue, ainsi que pour toutes les avancées et améliorations enregistrées dans la mise en œuvre et le suivi du C2D pendant la durée de sa mission au Cameroun, lui a souhaité plein succès dans ses missions à son nouveau poste.
63^{ème} SESSION (30 juin 2016)	1) Le Comité a pris acte: (i) De la date indicative de signature à Yaoundé du 3^{ème} et dernier C2D, le 30 juin 2016 ; (ii) Du plan de communication du STADE-C2D et de la programmation des activités autour de cet évènement ; (iii) De la situation du Compte BEAC au 31 mai 2016 ; (iv) De l’insertion de l’article sur le Suivi Indépendant dans le projet de Contrat C2D ; (v) De la suspension par mesure conservatoire, de tous paiements des comptes programme C2D PMEAA, pour une durée maximale de 30 jours. 2) Le Comité a instruit le STADE-C2D de diligenter la conduite d’un audit administratif, technique, comptable et financier des opérations et des dépenses du programme C2D PMEAA depuis son lancement, élargi à l’examen critique et approfondi des dispositions du Manuel de Procédures dudit programme. 3) Le Comité a convenu de la tenue d’une session de CTB-C2D le 27 juin 2016, sous réserve de la disponibilité du Président du CTB.

SESSION	RESOLUTIONS
64^{ème} SESSION (28 juillet 2016)	1) Le Comité a pris acte: (i) Du compte rendu de la cérémonie de signatures du 3^{ème} Contrat C2D et de l'Accord Cadre le 30 juin 2016; (ii) Du planning du processus de l'instruction après signature de la 3^{ème} phase ; (iii) Des conclusions du rapport provisoire de l'audit administratif, technique, comptable et financier des opérations et des dépenses du programme C2D PMEAA ; (iv) De la situation du Compte BEAC au 30 juin 2016. 2) Le Comité a convenu que les inscriptions du 3^{ème} C2D en 2017 concerneront i) les programmes PNDP et CETIC pour le volet Aide Projets, ii) Education et Santé sur le plan de l'Appui Budgétaire en fonction des lignes budgétaires retenues par le MINFI, et iii) le volet Pilotage y compris la Société Civile. 3) Le Comité a instruit le STADE-C2D (i) De faire tenir copie du Contrat du 3^{ème} C2D à tous les Membres ; (ii) De finaliser, suivant les orientations données, le dossier de transcription au Budget de l'Etat de l'ensemble des dotations budgétaires C2D 2017 au titre des reliquats du 2^{ème} C2D et des premières inscriptions du 3^{ème} volet ; (iii) De soumettre à la signature du Président du CTB, le projet de lettre d'avertissement au Coordonnateur du programme C2D PMEAA, avec mise en demeure de trois (03) mois pour corriger les manquements constatés dans le strict respect du manuel de procédures et restaurer le climat de sérénité propice à l'atteinte des résultats attendus du programme.
65^{ème} SESSION (25 octobre 2016)	1) Le Comité a pris acte: (i) Du compte rendu de la 65^{ème} session du CTB du 28 juillet 2016 ; (ii) De la situation du Compte BEAC au 30 juin 2016 ; (iii) Des conclusions de la mission AFD de capitalisation, supervision et évaluation du C2D présenté par Madame Marie SENNEQUIER; 2) Le Comité a proposé à la mission de ne pas figer le montant des études dans une perspective de pouvoir gérer d'éventuels cas d'imprévus, et d'intégrer : (i) La vulgarisation du guide de maturation des projets et de contrôle auprès des sectoriels dans la composante 1 (Accompagner la maturation des projets) ; (ii) La communication a priori à la mise en œuvre d'un projet dans la composante 3 (valoriser les réalisations du C2D) ; (iii) L'élargissement du champ du renforcement des capacités aux problèmes rencontrés dans la mise en œuvre des programmes ; et la révision si possible, de l'enveloppe dédiée à cette activité, en prenant en compte de l'expertise nationale identifiée en matière de réflexion pédagogique. 3) Le Comité a instruit :

SESSION	RESOLUTIONS
	a) La Société Civile de préparer une synthèse de son rapport intermédiaire et de le présenter aux membres lors de la prochaine session du CTB ; et b) le STADE-C2D de : (i) soumettre au Président du CTB les éléments de déblocage de la deuxième tranche de financement de la société civile à hauteur de FCFA 60 millions ; (ii) proposer au MINFI, la période du 10 au 15 décembre 2016, pour la réalisation de la mission d'études sur le C2D par le personnel de la RDC ; (iii) proposer aux Co-présidents, une date entre le 12 et le 15 décembre 2016 pour la tenue du prochain COS-C2D.

➤ **Mission de pré-instruction du 3^{ème} C2D.**

Une mission de pré instruction du 3^{ème} C2D a séjourné au Cameroun du 12 au 16 mars 2016 et a été complétée par les réunions des 22 et 23 mars 2016. Cette mission a permis de fixer les grandes orientations de l'instruction du 3^{ème} C2D dit de maturité et le calendrier à suivre pour la poursuite de l'instruction en vue de la signature du contrat à fin juin 2016.

➤ **Mission d'instruction du 3^{ème} C2D**

Une mission d'instruction du 3^{ème} C2D a séjourné au Cameroun du 16 au 18 mai 2016. Cette mission faisait suite à la signature d'un Mémoire d'entente signé le 08 avril 2016 entre le Ministre des Finances et des Comptes Publics de la République Française, Monsieur Michel SAPIN et le Ministre des Finances de la République du Cameroun, Monsieur Alamine OUSMANE MEY.

La mission a permis d'acter : **i)** la configuration financière du 3^{ème} C2D avec une ouverture sur une révision possible du Contrat pour faire face à des chocs exogènes, **ii)** le principe d'une aide budgétaire et de la réserve imputées sur l'effort additionnel de remboursement ; **iii)** deux grands secteurs de concentration (Développement Agricole, et Développement Urbain) qui vont absorber respectivement 50% et 43% de l'enveloppe dite ordinaire ; et **iv)** l'affectation de 75% de l'enveloppe de l'effort additionnel à l'Aide Budgétaire ainsi que 25% à la réserve dont l'affectation sera décidée à la revue à mi-parcours (2019).

➤ **Les activités internes au STADE-C2D**

Le STADE-C2D a poursuivi ses activités régaliennes de suivi de la mise en œuvre des Programmes auprès de tous les acteurs du C2D. Dans ce cadre, et en dehors de multiples concertations de suivi informel, quatre (04) réunions bimestrielles, permettant des échanges directs avec l'AFD, le SCAC, le MINMAP et les représentants des différents Maîtres d'Ouvrages, ont été organisées.

Les recommandations issues des dites réunions ont fait l'objet d'un suivi régulier permettant de rendre plus performante la mise en œuvre des programmes C2D en cours d'exécution.

Par ailleurs, des réunions préparatoires aux pré-conférences budgétaires ont été sanctionnées par le cadrage des APE/PTAB C2D 2017, portant sur les reliquats des ressources du 2^{ème} C2D et des précautions d'inscription pour les premiers programmes du 3^{ème} C2D dont l'exécution pourrait démarrer en 2017.

Dans le cadre de son programme de renforcement des capacités, le personnel cadre du STADE-C2D a participé à différents stages de formation et d'échange organisés par le Centre International de Formation et de Perfectionnement (CIFOPE) en France d'une part, le SETYM International au Maroc d'autre part. En plus des nouveaux outils de suivi acquis, ces échanges ont permis de se resituer par rapport aux concepts fondamentaux régissant les programmes C2D.

➤ **Suivi physico financier des programmes dans les 10 régions du pays**

Au cours de l'année 2016, un accent a été mis sur la préparation de la célébration des 10 ans du C2D lancé en juin 2006. De concert avec les représentants sectoriels, des missions conjointes (STADE-C2D/CRTV/Maîtres d'Ouvrages) de reportage et de collecte d'informations sur les principales réalisations des différents programmes sectoriels ont été effectuées dans les dix (10) régions du pays. Elles ont permis de constater la visibilité et la territorialité des projets financés par le C2D à l'échelle nationale.

➤ **Activités de communication du C2D**

Les activités de communication au cours de l'année 2016 ont principalement été marquées par la production et la diffusion des grands reportages sur les réalisations du Programme dans le cadre de la célébration de ses dix années au Cameroun et la couverture médiatique de la cérémonie de signature du 3^{ème} et dernier C2D le 30 juin 2016 à Yaoundé.

Concernant la célébration des 10 ans du C2D au Cameroun, des descentes ont été organisées dans les 10 régions du Cameroun dans l'objectif de produire des images des réalisations du C2D. Au 31 décembre 2016, la production des grands reportages sur les 10 ans du C2D dans toutes les régions du Cameroun a été réalisée et huit reportages sur les régions du Littoral, du Sud-Ouest, du Centre, du Sud, de l'Adamaoua, de l'Est, de l'Extrême-nord et du Nord ont été diffusés. En outre, une plaquette "C2D 10 Ans de réalisations" ainsi que d'autres supports de cette célébration sont en cours de production.

Dans le cadre de la cérémonie de signature du 3^{ème} C2D, le STADE-C2D a accompagné le MINEPAT dans l'organisation de la couverture médiatique de l'évènement. En outre, une édition spéciale "signature 3^{ème} C2D" de la newsletter du C2D « Désendettement et Développement », a été produite et diffusée.

En plus de la production de deux éditions de la newsletter, le STADE-C2D a continué son action d'accompagnement des Sectoriels autant pour le renforcement de leurs capacités que pour la rédaction de leurs stratégies de communication. Ainsi, il a été organisé à leur intention un atelier sur le thème "Mieux Communiquer sur les 10 ans du C2D" afin de mieux organiser et coordonner la communication et maximiser son efficacité lors de cette célébration. D'autres activités d'accompagnement ont porté sur la participation active à

l'atelier d'élaboration de la stratégie et du Plan de Communication du PMEAA et à l'atelier de validation du plan de Communication de la 3ème phase du PNDP.

D'autre part, l'Expert Communication du STADE-C2D a accompagné Son Excellence M. l'Ambassadeur de France au Cameroun lors de sa mission dans le Sud le 30 novembre 2016.

Par ailleurs, le STADE-C2D a accueilli une mission de l'Agence Française de Développement (AFD) menée par Emmanuel Dollfus et Karim Bourtel, respectivement responsable adjoint de la division communication et chargé de mission communication des agences au siège de l'AFD. Cette mission qui a séjourné au Cameroun du 7 au 13 décembre 2016 avait pour objet d'appuyer le STADE et l'Agence dans l'élaboration d'une stratégie globale de communication pour le C2D. Pendant son séjour, la mission, accompagnée de l'Expert Communication du STADE-C2D, a tenu des séances de travail avec le STADE-C2D, les Sectoriels ainsi que la presse camerounaise. Au terme des travaux, une séance de restitution des principaux résultats de la mission, à laquelle prenait part le Directeur de l'AFD, a été effectuée au STADE-C2D.

➤ **Suivi des marchés (évaluation/audits, études) et de la mise en œuvre des recommandations y afférentes.**

Le STADE-C2D a suivi plusieurs dossiers de marchés au rang desquels i) la procédure de paiement de l'audit comptable et financier des programmes C2D du secteur rural ; ii) la procédure de passation du marché de l'audit comptable et financier des programmes C2D-Fonds d'Etudes, C2D-Pilotage et C2D-Transversal, dont le marché a été attribué au cabinet OKALLA AHANDA & ASSOCIES, les autres marchés programmés de l'année 2016 étant encore à l'étape de validation des TDRs.

En outre, le CTB a requis les services d'un cabinet indépendant pour l'exécution de l'audit comptable et financier du programme PMEAA pour la période allant de novembre 2015 à juin 2016. Ce travail a été réceptionné en juillet 2016.

Aussi, le suivi des marchés des programmes C2D a été effectué au cours des réunions bimestrielles en collaboration avec le MINMAP. L'état d'exécution des marchés 2015 a été examiné et des solutions proposées aux difficultés rencontrées. La programmation des marchés 2016 a été collectée et Centralisée dans le but de faciliter le suivi. Le tableau en annexe présente la situation détaillée.

Par ailleurs, la 3^{ème} session du Comité ad hoc de suivi de la mise en œuvre des recommandations des audits/évaluations s'est tenue en juillet 2016 avec les programmes du secteur rural (C2D- ACEFA, AFOP et AMO) et les organismes payeurs. De l'examen de l'état de mise en œuvre des recommandations des audits, il ressort d'une manière générale que les recommandations sont globalement exécutées, contrairement à celles issues des évaluations notamment dans le cadre de l'approfondissement de la réflexion sur les axes de pérennisation. Cependant, une note de satisfaction a été relevée avec la mise en place par le MINADER et le MINEPAT d'un Comité Interministériel d'Orientation chargé de valider les axes stratégiques de la 3^{ème} génération des programmes ACEFA, AFOP et AMO, ainsi que le cadrage budgétaire découlant des activités programmées.

Le rapport des travaux (document-programme) de Comité devra être transmis au MINEPAT. Les notes argumentées indiquant la fin des activités de la première phase doivent être adressées aux instances de pilotage en vue de la clôture des comptes bancaires y relatifs.

Sur un autre plan, le STADE-C2D a fait le point des études pilotées par les maîtrises d'ouvrages sectorielles. Le tableau en annexe retrace la situation de celles programmées en 2016.

Tableau 8: Récapitulatif des audits-évaluation

N°	Désignation du projet	NIVEAU D'EXECUTION	RESTE A FAIRE
1	Conception et production de documentaires Institutionnels sur le C2D.	- Marché réorienté par le COS-C2D de février 2016. - Réalisé sous forme de missions de grands reportages avec la CRTV pour la célébration des 10 ans du C2D. - Missions de terrain pour la réalisation desdits reportages déjà effectuées dans les 10 régions du Cameroun. - Diffusions à la CRTV des réalisations de six régions (Sud Ouest, Littoral, Est, Adamaoua, Sud,)	Diffusions des réalisations des quatre autres régions (Nord, Extrême Nord, Nord Ouest et Ouest).
2	Audit Comptable et financier des programmes C2D Pilotage, Transversal et C2D Fonds d'Etudes	- ANO de l'AFD sur les résultats de l'attribution du marché reçu le 13/06/2016 - Communiqué et Décision signé par le MINFI le 11 juillet 2016 et transmit pour publication à la SOPECAM et au MINMAP - Avis favorable de la Commission Ministériel de passation des marchés le 02 août 2016 - ANO de l'AFD sur le projet de marché le 21 septembre 2016 - Démarrage notifié le 12/12/2016	Rapport d'orientation attendu
3	Création du site internet Contrat de Désendettement et Développement (C2D) avec mise en place d'une tierce maintenance applicative	Terme de référence TRANSMIS à l'AFD pour ANO depuis mai 2014	Lancement des AMI une fois l'obtention des ANO
4	Audit comptable et financier du suivi indépendant du C2D par la Société Civile		
5	Etude sur l'offre de la finance inclusive	Terme de référence attendu du MINFI pour déclenchement de la procédure de passation des marchés	Lancement de l'AMI une fois les TDR validés

➤ Suivi des engagements relatifs à l'Aide Budgétaire Ciblée

Sur recommandation du COS-C2D de juillet 2014 et après concertations entre les parties, un montant de FCFA 11,8 MDS a été consacré à l'Aide Budgétaire Ciblée (C2D ABC) par la

signature de la Convention C2D N° 1347 01 N en vue d'accélérer la consommation des fonds C2D.

Dans le cadre du suivi de ladite convention et du respect des engagements y relatifs, le STADE-C2D a tenu plusieurs réunions avec les sectoriels bénéficiaires (MINEDUB, MINSANTE et MINADER). Les rapports d'exécution des différentes activités programmées sont disponibles.

L'évaluation réalisée conjointement avec l'AFD et les responsables sectoriels a conclu à une exécution satisfaisante, ce qui a justifié la pérennisation de cette opération dans le 3^{ème} C2D.

➤ **Suivi des missions de supervision/évaluation de l'AFD**

A la date du 31 décembre 2016, des missions de supervision/évaluation de l'AFD se sont déroulées dans cinq (5) secteurs à savoir : Agriculture, Formation Professionnelle, Education, Santé, et volet Transversal.

S'agissant des programmes du C2D-Rural (ACEFA, AFOP, AMO, ASGIRAP, PAR, PNDP et PMEAA) et de la Formation Professionnelle, il s'est agi de superviser les phases en cours et d'identifier les axes de consolidation et de pérennisation en perspective au troisième C2D. Les projets de documents-programmes ont été élaborés.

La mission du secteur C2D-Education visait à faire l'évaluation de la mise en œuvre des propositions formulées par le comité ad hoc créé par le MINEDUB en vue d'un achèvement rapide du volet « Constructions scolaires ». Il en ressort des recommandations à court terme faites à l'ensemble des acteurs afin que toutes les précisions et informations nécessaires soient apportées pour permettre la relance et l'accélération de l'exécution des activités de la composante **Offre scolaire**.

En ce qui concerne le C2D-Santé, la mission avait pour but de faire le point les activités de clôture de la première tranche et de réaliser conjointement avec la KFW, le suivi de l'état d'avancement du Programme Conjoint.

Les missions du volet Transversal portaient sur « Appuis Budgétaires du 3^{ème} génération C2D », et « la capitalisation/supervision/évaluation du C2D et de ses conventions de pilotage ». Elles ont permis d'asseoir les principales orientations du mode opératoire du C2D de 3^{ème} génération Convention-Pilotage.

➤ **Etat d'approvisionnement des comptes Programmes**

La mise à disposition des fonds au profit des programmes s'est poursuivie régulièrement et à la demande des différents programmes. Au cours de la période allant de janvier à décembre 2016, FCFA 34,7 MDS ont été décaissés au bénéfice des différents programmes selon la répartition trimestrielle ci-après.

Tableau 9: Situation de décaissements BEAC par trimestre au 31 Décembre 2016

Année 2016	Décaissements 1^{er} C2D	Décaissements 2^e C2D	Total Décaissements C2D
1 ^{er} trimestre	0	1 225 931 000	1 225 931 000
2 ^e trimestre	1 342 725 871	6 920 646 000	8 263 371 871
3 ^e trimestre	5 327 322 754	17 212 292 961	22 539 615 715
4 ^e trim (31/10/16)	1 863 773 387	839 092 000	2 702 865 387
Total 2016	8 533 822 012	26 197 961 961	34 731 783 973

III- ETAT D'AVANCEMENT DES PROGRAMMES

III-1 SECTEUR DES INFRASTRUCTURES

III-1.1. C2D-ROUTIER : Deuxième pont sur le Wouri

Le projet de conception- réalisation du deuxième pont sur le Wouri à Douala dont la Convention d'Affectation avait été signée le 13 juillet 2011 vise à concevoir et à construire deux ouvrages qui permettront au trafic feroutier de franchir le fleuve Wouri, ainsi que l'aménagement de 2,1 km de voies d'accès de part et d'autres des ouvrages construits. Le financement s'élève globalement à FCFA 106 mds, avec une enveloppe contributive du C2D de FCFA 21,6 mds.

Après la phase de conception qui s'est achevée en février 2014, la phase de réalisation connaît une évolution normale depuis l'année 2015 malgré les contraintes de gestion de la circulation dense dans la zone portuaire et la mise en service d'une usine de ciment nouvellement construite dans la zone du projet.

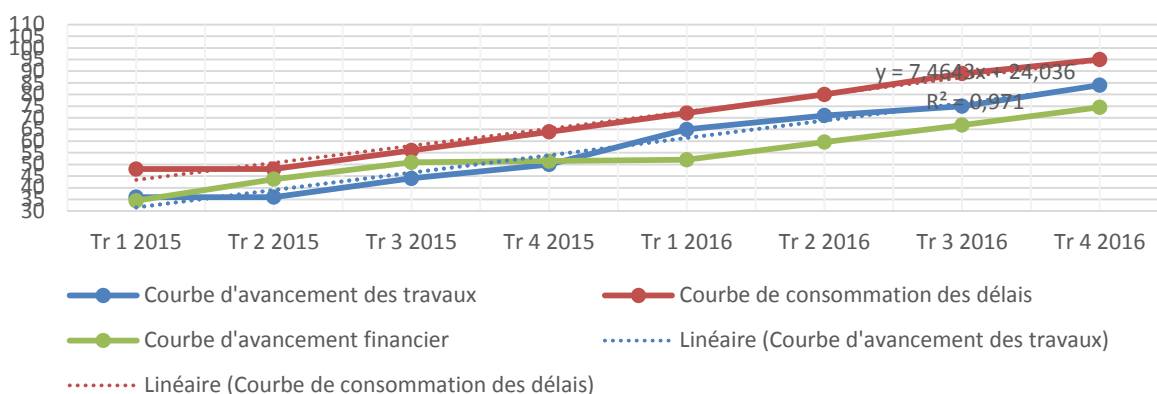
Dans sa conception technique, le projet est caractérisé par la construction d'un viaduc constitué de 82 pieux, de 7 paires de piles, de 756 mètres linéaires de tablier pour le pont routier et de 746 mètres linéaires pour le tablier du pont ferroviaire et par l'aménagement de 2,1 kilomètres de voies d'accès de part et d'autres du viaduc.

Au 31 décembre 2016, le bilan de mise en œuvre fait état de 84% d'avancement physique des travaux, de 74,5% d'avancement financier et de 94% de consommation des délais. Pour la construction du viaduc, la réalisation des 82 pieux, des 7 paires de piles et des 7 paires de chevêtres est achevée. Le linéaire de réalisation des tabliers routier et ferroviaire est construit respectivement à 716,3 mètres et à 748 mètres. Soit un avancement physique de 95% pour les travaux du Viaduc.

Pour les travaux d'aménagement des **voies d'accès** de part et d'autre du viaduc, 525 m de route bitumée du côté de Déido et 360 mètres du côté de Bonabéri ont été réalisés.

Le projet des aménagements complémentaires dont le marché a été signé le 14 décembre 2015 pour un délai d'exécution des travaux de 27 mois, permettra au projet de base de s'intégrer dans l'environnement portuaire de la ville de Douala. L'exécution des travaux de ce projet se situe à 41% d'avancement. Le Décret d'indemnisation de la deuxième phase des expropriations, en instruction au MINDCAF, devra permettre à l'entreprise de booster le rythme d'exécution des travaux.

L'évolution des travaux se traduit par une courbe d'avancement quasiment linéaire. A la lecture des courbes d'avancement et de consommation des délais, il ressort que les deux courbes ont un écart moyen de 14%. L'évolution linéaire de l'avancement des travaux peut être assimilée à une courbe d'équation $Y = 7,46X + 24,03$. Par conséquent, il faudrait près de six (06) mois (juin 2017) pour achever les travaux du projet de base (conception-réalisation) soit un décalage quatre mois par rapport au délai contractuel (février 2017).



Graphique 7: Evolution des travaux de construction du 2ème pont sur le Wouri

III-1.2.- C2D-URBAIN

III.1-2.1- Projet de Drainage Pluvial de Douala

A titre de rappel, le projet de drainage pluvial Douala dont le coût est évalué à près de 109 milliards FCFA, est financé par la subvention C2D à hauteur de FCFA 11,81 mds, le prêt AFD de FCFA 73,46 mds et le BIP dont l'apport est environ de FCFA 23,98 mds couvrant la TVA et les frais de libération de l'emprise des travaux. Il cible essentiellement une vaste opération de construction des canaux sur une cinquantaine de kilomètres dans plusieurs quartiers de la ville de Douala et le renforcement des capacités des acteurs locaux sur l'assainissement urbain. L'exécution des travaux du projet se fait en deux lots.

Le **lot1** dont l'adjudicataire du marché est le groupement RAZEL-BEC/RAZEL Cameroun est exécuté sur un coût TTC de FCFA 31,45 mds pour un délai d'exécution de 24 mois. Les travaux consistent : i) à la construction de 25 km de canaux rectangulaires en béton armé, ii) au reprofilage de 1,5 km de canaux trapézoïdaux, iii) à la construction des dalots, des voies piétonnes et ouvrages particuliers (rampes d'accès et confluence), iv) à l'aménagement de deux voies d'entretien de part et d'autre des canaux de largeur moyenne de 5 mètres, v) et à la pose des pavés sur près de 20 km sur les voies de berges.

Le **lot 2** exécuté par le groupement SOGEA-SATOM/SOGEA NORD HYDRAULIQUE sur un montant TTC de 31,86 Mds de FCFA pour un délai d'exécution de 24 mois. Les travaux de ce lot consistent : i) à la construction de 23,6 km de canaux rectangulaire en béton armé, ii) au reprofilage de 4 km de canaux trapézoïdaux, iii) à la construction des dalots, des voies piétonnes et ouvrages particuliers (rampes d'accès et confluence), iv) à l'aménagement de deux voies d'entretien de part et d'autre des canaux de largeur moyenne de 5 mètres, v) et à la pose des pavés sur près de 20 km sur les voies de berges.

Après la levée des dix conditions suspensives au premier décaissement des fonds C2D et la mobilisation de la maîtrise d'œuvre du projet, l'état de mise en œuvre au 31 décembre 2016 est repris ci-dessous.

Pour ce qui concerne le lot 1, le taux d'avancement global des travaux est de 6,10 % pour un taux de consommation des délais de 29,58% et d'avancement financier de 20%. Les travaux

de reprofilage de 5045 mètres linéaires de l'exutoire de MGOUA sont achevés, les installations de chantier sont faites et la production du projet d'exécution est en cours. Les travaux de construction des canaux des drains de New BELL Nord AXE 2 et de MGOUA sont en cours d'exécution avec des avancements de travaux de 30 % et 31,7% respectivement.

S'agissant du lot2, le projet d'exécution est en cours d'élaboration et les installations de chantier sont faites. L'avancement des travaux est estimé à 6,8% pour un taux de consommation de délais de 29,6% et un avancement financier de 24,3%. Pour les volets relatifs à KONDI et de COURSE BONNE 1, les travaux de construction des canaux ont débuté, et ceux de reprofilage de l'exutoire sont respectivement exécutés à 100% et 79%.

Il convient cependant de souligner que ce projet qui a déjà accumulé d'importants retards pour son lancement reste exposé à un risque majeur sur l'exécution des travaux, relatif à la non libération des emprises pour cause de non disponibilité du Décret d'indemnisation des riverains affectés par le projet.

Dans le cadre de la composante « appui institutionnel et renforcement des capacités », la formation de huit (08) responsables de la CUD et de deux enseignants de l'IUT de Douala en « Gestion des eaux pluviales » à l'Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg (ENGEES) en France, du 25 janvier au 1^{er} avril 2016, a été la principale activité du volet formation.

Le volet appui institutionnel quant lui a connu quelques avancées notamment par : i) le recrutement en cours du cabinet devant réaliser l'Ortho photo couleur d'un plan numérique et d'un modèle numérique de terrain renseignant sur l'altimétrie, ii) le lancement de l'appel d'offres du marché d'acquisition d'un point GPS permanent, et iii) l'élaboration par la CUD des termes de références de l'Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour la modernisation du Système d'information Géographique (SIG).

III-1 .2.2- C2D-Capitales régionales

Rappel

Le programme C2D-Urbain « Capitales Régionales » dont la mise en œuvre concerne les villes de Bafoussam, Bertoua et Garoua, vise à améliorer les conditions de vie des populations de ces trois villes d'une part et à permettre aux Communautés Urbaines bénéficiaires de s'approprier des infrastructures à réaliser d'autre part. En plus des fonds attendus du BIP d'environ de FCFA 8,2 mds, il est financé par les fonds de la subvention C2D à hauteur de FCFA 39,4 mds et ceux du prêt de l'AFD de FCFA 42,6 mds dont les conventions ont été signées respectivement en novembre 2014 et juillet 2015, soit un montant global de FCFA 90,2 mds.

Les activités lancées en mars 2015 sont construites autour de deux composantes : i) Programme d'Investissement Prioritaire (PIP) et ii) Appui institutionnel et renforcement des capacités. Elles portent sur la passation des marchés de maîtrise d'œuvre, l'exécution des prestations des études, la passation des marchés des travaux, l'exécution des travaux et la clôture des activités des composantes du programme.

Etat de mise en œuvre au 31 décembre 2016

Composante Programme d'Investissement Prioritaire

Les activités de mise en œuvre du volet infrastructure de voirie ont connu un démarrage dans la phase des études de maturité des projets. En effet, les cabinets en charge des prestations de maîtrise d'œuvre complète ont été recrutés au cours des mois d'août et de novembre 2016. Les premiers livrables (pré-requis et APS) ont été produits par les maîtrises d'œuvre des lots 2 et 3.

Le volet équipements marchands a été marqué par les activités d'attribution et de démarrage des prestations par les cabinets adjudicataires des marchés de maîtrises d'œuvre complète au cours du mois de juin 2016. Rendu au 31 décembre 2016, les cabinets ont produit des pré-requis et des Avant Projets-Sommaires (APS) des études techniques et environnementales.

Concernant le volet espaces publics, il a connu le recrutement et la production des APS et APD par les cabinets adjudicataires des marchés de maîtrises d'œuvre complète des espaces verts.

S'agissant du volet service urbain, sa mise en œuvre a connu un coup accélérateur dans l'exécution des études de maturité de projets. En effet, après une exécution des études des services urbains en régie dans les trois villes bénéficiaires du programme, le recrutement des entreprises devant réaliser les travaux de construction des kiosques à eau, latrines et toilettes publiques à Bertoua, Bafoussam et Garoua a été fait en fin décembre 2016. Par ailleurs, le recrutement des entreprises pour la réalisation des travaux de pose de candélabres solaires est en cours.

Tableau 10: Etat d'exécution financière et physique des études de maturation des projets de la composante PIP

Volet	Attributaire du marché	Montant TTC des prestations (FCFA)	Cumul de Paiement reçu (FCFA)	Taux de paiement	Livrables déjà produits	Observations
Infrastructures de voirie	Lot1: Grpt Egis Cameroun/Egis international	1 563 827 100			Marché signé en fin nov. 2016	La signature du marché du lot 1 a connu d'importants retards(trois mois) par rapport aux autres lots des infrastructures de voirie
	Lot2: ECTA-BTP	1 167 135 257	233 427 051	20%	Pré-requis	
	Lot3: Grpt BVI/SADEG	1 374 320 475	274 864 095	20%	Pré-requis Esquisses d'APS APS	
Equipements marchands	Lot1: Grpt BVI/SADEG	415 218 948	83 043 789	20%	Pré-requis, Esquisses d'APS APS	Retard de deux mois constaté dans la production des livrables
	Lot2 et 3 : Grpt RA France – CGV Engineering	1 204 524 674	240 904 935	20%	Pré-requis, Esquisses d'APS	
Services Urbains	Prestations de Maitrise d'œuvre exécutées en régie	65 000 000	65 000 000	100%	APD	Les marchés de réalisation des travaux des kiosques à eau, latrines et toilettes publiques ont été passés
Espaces publics	Lot 1, 2, et 3 : Grpt NKAH/ARTER/VS	480 097 817	96 019 563	20%	Pré-requis APS d'APD	

Tableau 11: Adjudicataires des travaux des services urbains

Ville	Lot	Attributaire	Montant (Fcfa TTC)	Observations
Bafoussam	Latrines scolaires	ETS ECOBAT	66 685 166	Le démarrage de l'exécution est attendu dès le premier trimestre 2017
	Toilettes publiques	ETS JACK	61 671 076	
	Kiosques à eau	ETS E-B-R	39 950 181	
Bertoua	Lot 1 - Latrines scolaires	SAYO Sarl	63 547 493	
	Lot 2 - Toilettes publiques	ETS ALAWOUN & PARTNERS	39 139 317	
Garoua	Latrine scolaire (lot1-Gar 1 ^{er})	SOET COREA	30 145 349	
	Latrine scolaire (lot2-Gar 2 ^{ème})	DLB	30 254 268	
	Latrine scolaire (lot3-Gar 3 ^{ème})	MODI	32 043 018	
	Latrine scolaire (lot4-Gar 3 ^{ème})	MODI	32 043 018	
	Toilette publique (lot1-Gar 1 ^{er})	DLB	12 612 190	
	Toilette publique (lot2-Gar 2 ^{ème})	SOET COREA	12 603 246	
	Toilette publique (lot3-Gar 3 ^{ème})	SOET COREA	12 511 290	
	Kiosque à eau (lot1-Gar 1 ^{er})	MODI	34 201 496	
	Kiosque à eau (lot2-Gar 2 ^{ème})	DLB	38 284 378	

Les travaux de construction/réhabilitation, des Cellules Locales de Suivi de mise en œuvre du programme à Garoua et Bafoussam, exécutés sur financement du prêt AFD ont été réceptionnés respectivement en mai et en juin 2016.

Composante Appui institutionnel et renforcement des capacités

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) en phase d'exécution a été mobilisée depuis le mois de mai 2016 et une avance de démarrage des prestations a été payée. Un premier rapport d'activités présentant les forces et les faiblesses constatées au sein des trois Communautés Urbaines bénéficiaires du programme a été produit.

Une fiche de suivi de mise en œuvre des recommandations émises au regard des limites observées par l'AMO a été adoptée pour permettre à tous les acteurs du programme de mieux s'impliquer dans la phase d'exécution. Le volet renforcement des capacités des Maîtrises d'Ouvrages locales a débuté par des formations sur le module de comptabilité tenues en décembre 2016.

Pour ce qui est du volet fonctionnement/gestion du programme, les contrats de villes entre le MINH DU et les Délégués de Gouvernement des trois Communautés Urbaines bénéficiaires ont été signés en février 2016. La préparation des premiers Comités de Pilotage (COPIL) respectifs a été effectuée, de même que l'élaboration des projets de PTAB 2017.

Sur le plan financier, 50,82% des décaissements ont été effectués au profit du programme. 19,10% du montant ainsi décaissé ont été virés dans les sous-comptes du programme conformément aux PTAB 2015 et 2016 et 3,92% du montant viré ont été effectivement dépensés au terme du mois de décembre 2016.

III-2 SECTEURS SOCIAUX

III-2-1 C2D SANTE ET LUTTE CONTRE LE SIDA

A titre de rappel, l'année 2016 a été marquée par la fin des activités de la phase I du C2D Santé. Pour permettre le bouclage des activités de clôture, la Date Limite d'Utilisation des Fonds (DLUF), plusieurs fois repoussée, a de nouveau été reportée au 31 décembre 2016. Parallèlement aux activités de clôture du C2D Santé I, d'importantes évolutions dans l'exécution des activités du Programme Conjoint AFD-KFW au cours de l'année ont été relevées.

C2D Santé I

Dans le cadre du **C2D-Santé I**, en plus des travaux d'audit et d'évaluation finale requis, un nouvel avenant a été signé pour permettre à Expertise France de boucler les activités de tutorat dans le cadre de la lutte contre le VIH SIDA. Ces activités de tutorat ont été clôturées et une séance de présentation des résultats atteints a été organisée à cet effet en septembre 2016 sous la supervision du Directeur Général d'Expertise France et du Ministre de la Santé Publique.

Le rapport provisoire d'audit des comptes 2012-2016, confié au Cabinet MAZARS, s'est avéré peu concluant. A cause de plusieurs insuffisances (absence des états financiers, système comptable non consolidé, pièces comptables non centralisées, pièces bancaires non disponibles...), les comptes du programme n'ont toujours pas été attestés par l'auditeur. Pour permettre de tenir les délais, un cabinet a été mobilisé pour accompagner l'Unité de Coordination du programme dans cette opération.

Le rapport des travaux d'évaluation de la phase I du C2D-Santé confiés au cabinet AEDES a été jugé insuffisant sur le double plan de la forme et du fond. Pour tenir compte du délai assez rapproché de la DLUF, la possibilité de recruter un consultant pour élaborer un rapport à partir des données issues de la revue du C2D santé 1 d'avril 2015 a été envisagée. Cette procédure permettrait de mettre en lumière les leçons apprises sur le montage institutionnel ainsi que la valeur ajoutée des Structures de Mise en Œuvre (SMO) du programme.

C2D Santé II : Programme Conjoint C2D/KFW

Le **Programme Conjoint C2D/KFW** a poursuivi ses activités de mise en œuvre du système de subvention des soins obstétricaux et néonataux (**projet chèque santé**), l'accélération du processus de passation des marchés dans le cadre de la **réhabilitation et équipement des formations sanitaires** et la mise en place des Fonds Régionaux pour la Promotion de la Santé (FRPS).

Lancé officiellement en 2015, par le Ministre de la Santé Publique, l'Ambassadrice de France au Cameroun et le Représentant de l'Ambassadeur d'Allemagne au Cameroun, **le projet Chèque Santé** connaît un réel engouement auprès des populations à la base dans les trois régions du septentrion. La couverture actuelle porte sur 11 Districts de Santé (DS) et sur 64 Formations Sanitaires (FOSA) dans les trois régions du septentrion. Les statistiques enregistrées au 31 décembre 2016 font état de 40 257 chèques vendus, 76 685 consultations prénatales réalisées et 24 267 accouchements enregistrés. Les premiers résultats enregistrés montrent que les écarts sur les taux de mortalité maternelle et néo natale intra hospitalières en faveur des femmes détentrices du chèque santé se sont confirmés au cours des six derniers mois.

Bien que des plans d'amélioration de la qualité des soins aient été mis en œuvre dans les Formations Sanitaires (FOSA) ciblées, plusieurs insuffisances restent à redresser pour permettre non seulement la survie du projet, mais aussi l'amélioration de ses performances. On relève notamment que :

- Les possibilités d'extension et d'accréditation de nouvelles FOSA sont très limitées du fait du non respect des pré requis (disponibilité du personnel qualifié, des infrastructures, des équipements hospitaliers, des médicaments...);
- Le paiement des factures des prestations des FOSA est de plus en plus difficile en raison de l'augmentation du volume des activités ;
- Les délais de paiement de l'opérateur ne sont pas respectés.

Le MINSANTE a été alerté sur l'urgence de cette situation en vue d'éviter une interruption des activités qui ruinerait les efforts entrepris jusqu'ici pour réduire la mortalité maternelle et infantile dans le septentrion.

Le processus de **réhabilitation et équipement des formations sanitaires**, a connu des avancées significatives dans ses phases de sélection des Bureaux d'Etudes et d'attribution des marchés d'infrastructures et d'équipement. Bien que 10 marchés aient été déclarés infructueux, 70% des contrats ont déjà été signés avec les entreprises et le lancement des travaux est effectif dans la zone du septentrion. Les dates d'achèvement des travaux et des équipements sont prévues en septembre 2017 et en novembre 2018 respectivement.

Le processus de mise en place des **Fonds Régionaux de Promotion de la Santé (FRPS)** s'est poursuivi. Neuf (09) FRPS sur les dix (10) prévus sont désormais dotés des Assemblées constitutives avec des Administrateurs.

Nonobstant les retards observés dans la région de l'Extrême-Nord, 145 élus ont été formés à Maroua en vue de la constitution du 10^{ème} FRPS. Le démarrage des activités du Secrétariat Technique des FRPS au sein du Ministère de la Santé Publique constitue une avancée majeure pour l'accélération de la mise en place opérationnelle des FRPS et pour leur suivi. Une stratégie de mise en œuvre des activités des FRPS (équipements, fonctionnement, dotation initiale en médicament, ...) a été adoptée et des missions de négociation avec les autorités locales, sur les modalités opérationnelles de suivi et de contrôle de l'exécution des activités du PC au bénéfice des FRPS des régions du septentrion ont été menées.

En matière de gestion, l'harmonisation et la restructuration du budget du Programme Conjoint (PC) sont en cours avec la réallocation requise entre les différents volets et l'élaboration des Plans de Travail Annuels Budgétisés (PTAB) de 2017 et 2018. Pour faire efficacement face aux manquements constatés en matière d'enregistrement des écritures comptables et financières du programme, et après la démission du comptable de l'UC, la procédure de recrutement d'un nouveau comptable est en cours et le principe de recrutement d'un DAF a été retenu.

Pour ce qui concerne les audits comptables et financiers attendus, le rapport définitif de celui portant sur les exercices 2013 et 2014 est en cours de validation. Son résultat satisfaisant conditionnera la reprise des financements toujours suspendus de la KFW. Quant à l'audit 2015-2016, la procédure de gré à gré sur une liste restreinte des cabinets a été retenue et l'ANO sur les TDR est attendu.

En perspective, et avec le lancement des travaux de construction dans le septentrion, les activités du Programme Conjoint seront plus importantes et auront un impact beaucoup plus

significatif sur les dépenses par rapport à la période précédente. Les activités les plus significatives en 2017 devront porter notamment sur :

- la prise en charge d'environ 45.000 femmes par le système de chèques santé;
- les travaux de réhabilitation de 84 Formations Sanitaires dans les 4 régions prioritaires;
- la fourniture des équipements, dotations des Fonds Régionaux de la Promotion de la Santé.

III- 2-2 C2D EDUCATION

A titre de rappel, le C2D Education d'un montant global de FCFA 59 Mds est réparti en deux tranches à travers les conventions d'affectation **n° CCM 1159 01 P (26 juin 2007) et CCM 3017 01 J (10 février 2009)**, pour des montants respectifs de FCFA 26,2 Mds et FCFA 32,8 Mds.

Ces conventions se décomposent en quatre composantes à savoir : i) la Contractualisation des Instituteurs ; ii) AOG 1 et 2 (renforcement institutionnel) ; iii) la Contractualisation avec le secteur privé et iv) Offre scolaire.

A fin 2015, la mise en œuvre des composantes Contractualisation des instituteurs, AOG 1 et Contractualisation avec le Secteur Privé était achevée. L'exécution physico-financière de la phase 2 de l'AOG se déroulait dans de bonnes conditions tandis que celle de la composante Offre scolaire butait à de grandes difficultés.

Au 31 décembre 2016, l'état d'exécution des différentes conventions du programme se présente comme suit :

III- 2-2-1 Convention 1ère tranche CCM 1159 01 P

Les deux composantes de cette première tranche, à savoir la **Contractualisation des enseignants et AOG I**, sont achevées et constituent les principaux acquis du programme C2D Education. Les audits à réaliser permettront de procéder à la clôture des comptes programmes y afférents et de la convention elle-même.

III- 2-2-2 Convention 2^{ème} tranche CCM 3017 01 J

III – 2 2 2 1 Appui aux Axes Organisationnels et Gestionnaires de la SSE (AOG 2)

Un plan de communication est disponible, avec un accent mis sur une sensibilisation plus globale du public. Il prévoit la mise en œuvre d'un certain nombre d'activités dont notamment la plaquette du programme C2D-Education, des émissions Radio et Télé sur le programme. Il conviendra d'arrimer ce plan de communication avec la célébration des 10 ans du C2D ; ceci sous la coordination de la Cellule de Communication du MINEDUB, le STADE C2D et l'AFD.

La nouvelle programmation AOG2, qui intègre principalement les aspects afférents aux charges de suivi du programme ZEP, et le fonctionnement de la Cellule de Suivi a reçu une validation partielle de l'AFD.

Les projets de marchés des audits AOG 2013, 2014, 2015, 2016, et celui du reliquat des fonds destinés à la Contractualisation de l'Enseignement Privé sont en cours de finalisation.

L'exécution financière de la composante se situe à 83,5% du montant conventionnel.

III- 2-2-2-2 Contractualisation avec le secteur privé non lucratif

Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de l'audit mené en fin de programme, les Secrétariats Nationaux (SENAT) dont les états justificatifs des dépenses n'étaient pas complets ont partiellement effectué des versements dans le compte programme. La sensibilisation s'est poursuivie cependant pour que la totalité des montants mis en cause soit reversée. L'utilisation de ces montants, pressentie pour l'opération pilote de la nouvelle contractualisation, reste à préciser.

Les négociations relatives au recrutement d'un consultant international en charge de l'expérimentation de la phase pilote de la nouvelle contractualisation entre l'Etat et le Secteur Privé se sont arrêtées pour cause de désistement du consultant international initialement pressenti. Il est question de relancer un nouvel Appel d'Offres sur la base des termes de référence revus à la lumière des dernières évolutions de ce dossier au niveau du MINEDUB/MO. Néanmoins, le Maître d'œuvre (DSEP) a présenté l'état d'avancement de cette opération pilote de la contractualisation menée en deux phases sur fonds propres de l'Etat. Les rapports de la première évaluation des résultats restent attendus. Si ces résultats sont satisfaisants, la généralisation de la contractualisation est envisagée sur le budget propre du MINEDUB.

L'exécution financière de la composante se situe à 97,8% du montant conventionnel..

III- 2-2-2- 3 Offre scolaire

A titre de rappel, pour la réalisation des travaux de constructions scolaires, le MINEDUB avait opté pour un scénario estimé à 27,5 milliards, et une réserve de 1,3 milliard. A cet effet, un redimensionnement du programme a été fait. Suite aux difficultés rencontrées dans la mise en œuvre, un Comité ad hoc a été mis en place par le Maître d'ouvrages en vue de formuler des propositions pour l'achèvement rapide des constructions scolaires (phases 2 et 1).

A fin décembre 2016, les conclusions des travaux dudit Comité partiellement validées par l'AFD et les quelques avancées enregistrées permettent de relever ce qui suit :

Dans la phase 2 en cours d'exécution dans les Régions de l'Adamaoua et de l'Est, les villes de Yaoundé, Douala et leurs environs :

- le MINMAP a donné son autorisation pour la reconduction **du contrat de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO)** en procédure de gré à gré;
- Tous les contrats des BET sont échus. Des mesures ont été proposées pour leur résiliation ou leur reconduction par avenants simples ou dérogés. Ceux dont les avenants sont en cours de signature ont tous fait l'objet d'un ordre de service de reprise des prestations en attendant l'aboutissement de la procédure ;le MINMAP a également donné son autorisation pour la contractualisation avec ces BET en procédure de gré à gré ;
- les quinze (15) lots de marchés des travaux attribués à dix (10) entreprises ont été réalisés et partiellement réceptionnés provisoirement (408 salles de classes neuves construites sur les 522 programmées, 252/301 salles de classe réhabilitées, 41/43 blocs de direction construits, et 55/96 blocs latrines construits). Dans la même lancée, 90/114 forages attribués en quatre (04) lots à deux (02) entreprises, ont été réalisés, partiellement et provisoirement réceptionnés. Un certain nombre de contrats est en cours de résiliation et/ou de clôture. Les causes principales évoquées pour les retards constatés sont liées à l'insécurité dans certaines zones et aux difficultés financières des entreprises.

Dans la phase 1 en cours de lancement :

- Les contrats (25 lots) de prestations liées à la fabrication de fourniture et d'installation des équipements scolaires ont été attribués à neuf (09) entreprises, et des ordres de service de démarrer les prestations ont été notifiés dans les zones où les travaux de constructions et réhabilitation de salles de classe sont achevés. Des séances de travail réunissant les prestataires, les BET et le MINFOF, Ingénieur desdits marchés, se sont tenues pour une meilleure communication avec les acteurs et une sensibilisation sur la nécessité de marquage du logo du C2D sur les ouvrages réalisés et à réaliser. Malgré quelques retards constatés, les réceptions techniques sont en cours. Toutefois, le non marquage du logo C2D sur les tables-bancs demeure un manquement de la part des prestataires ;
- Les marchés (19 lots) de constructions des salles de classes et de forages (4 lots) ont été attribués à 15 entreprises, tandis que 13 lots infructueux vont être relancés en mode et gestion décentralisés. Un ré-allotissement a été effectué afin de permettre la passation des marchés en mode décentralisé. L'Accord de Collaboration entre le MO et le Génie Militaire, sollicité pour son expertise dans les travaux à réaliser (121 salles de classes neuves, 14 blocs de direction et 28 blocs latrines) dans les zones d'insécurité, est en cours de finalisation. Un autre Accord de collaboration est également en cours de conclusion avec l'ANOR pour les cas d'arbitrage sur les normes des matériaux de construction ;
- Le démarrage des travaux sur les lots déjà attribués reste tributaire de la remobilisation de l'Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) et des BET dont les contrats seront reconduits en procédure de gré à gré. Deux cas sont à distinguer pour les BET : ceux qui poursuivront leurs prestations sur la base d'avenants à leurs marchés de la phase 2 en cours d'exécution et ceux pour lesquels de nouveaux contrats vont être signés. Toutefois, l'AFD a donné son avis de non objection pour un appui logistique aux ingénieurs de marchés (MINTP, MINFOF, MINEE) qui assurent le suivi des travaux avant la remobilisation des BET.

En marge de tout ce qui précède, d'autres activités se sont déroulées dans la période sous revue, principalement : i) la tenue d'un atelier de réflexion sur les procédures de passation des marchés en région, ii) la participation aux réunions bimestrielles au STADE-C2D ; iii) la tenue de réunions mensuelles de suivi de l'exécution de la composante ZEP ; iv) la finalisation des termes de référence des missions de clôture des constructions et forages, de l'évaluation financière des propositions du Comité Ad hoc, de la programmation des activités 2016 avec un chronogramme actualisé assorti, v) la finalisation et la participation à la mission de reportage sur les acquis du C2DE en vue de la célébration des 10 ans du C2D ; vi) la participation à la mission sur la revue du porte-feuille de l'AFD à Kribi, et vii) la mission de supervision AFD.

En perspective, et sur la base des conclusions de ladite mission de supervision, l'ANO sur l'Accord de collaboration avec le Génie Militaire est attendu. Un expert sera recruté pour la rédaction d'un manuel de procédures unique à la Cellule C2D-E. La signature d'un avenant N°3 à la convention d'affectation est envisagée pour la détermination des nouvelles dates limites de versement et d'utilisation des fonds. L'ANO n'ayant pas été donné sur les propositions de programmation budgétaire élaborée par la Cellule C2D, celle-ci devra transmettre à l'AFD sans délai, une liste des activités à exécuter sur trois mois pour un accord de décaissement.

III-3 SECTEURS PRODUCTIFS ET TRANSVERSAUX

III-3-1 SECTEUR RURAL

Dans la continuité du 1^{er} C2D, quatre programmes conjoints du secteur rural (ACEFA2, AFOP2, AMO2 et ASGIRAP) ont été retenus dans le cadre du C2D de 2^{ème} génération. Malgré d'importants retards connus pour le lancement effectif des activités du programme ASGIRAP, tous les programmes du secteur rural sont désormais opérationnels.

III.3.1.1- C2D- ASGIRAP

Lancé officiellement en février 2014, le programme ASGIRAP a été conçu pour répondre aux problèmes de dégradation continue des terres et des pâturages, d'accroissement des conflits fonciers et agropastoraux et de non-durabilité des comités de gestion des ressources naturelles qui ont engendré au fil du temps au Nord-Cameroun une baisse de la productivité agricole, pastorale et un appauvrissement des populations, surtout en milieu rural.

Après la mise en place de l'équipe de la coordination nationale et le démarrage des activités d'appui-relai dans 04 communes-test (Pitoa, Gaschiga, Touroua, Mindif) en 2015, l'année 2016 aura constitué la 2^e année d'activités du programme ASGIRAP. Elle a été particulièrement marquée par l'aboutissement du processus de contractualisation avec les programmes PNDP et ACEFA pour l'opérationnalisation des composantes 1 et 3 respectivement.

Pour ce qui est de l'**Appui aux instances de concertation**, la MEADEN a réalisé, dans le cadre de l'appui-relai, l'identification des 40 villages d'intervention (10 villages par commune) dans les 04 communes-test, la mise en place des comités de concertation ainsi qu'un zonage agropastoral et un diagnostic dans lesdits villages. Avec la participation des populations locales, des actions d'aménagement, d'agro-écologie et d'amélioration des ressources agropastorales, qui seront menées dans le cadre des composantes 2 et 3, ont été identifiées. Depuis septembre 2016, la poursuite des activités de ce volet est désormais assurée par le PNDP suivant un planning actualisé. La relance de l'animation dans les 04 communes a été effectuée et le processus de sélection des autres communes a été entrepris. Il a abouti à la sélection de 16 communes dont 06 pour l'Extrême Nord, 06 pour le Nord et 04 pour l'Adamaoua. Le processus de recrutement des animateurs pour ces 16 communes a également été lancé.

Tableau 12: Récapitulatif des réalisations de la composante 1 du programme ASGIRAP

Prévisions sur 5 ans	Etat de mise en œuvre	Taux de réalisation	Observations
Elaboration d'un guide méthodologique pour la concertation	Un projet de guide méthodologique élaboré	50%	Encore à améliorer
Recrutement de 20 animateurs et 20 agents communaux	04 animateurs recrutés	10%	Animateurs ayant pris service en attente de formation

Prévisions sur 5 ans	Etat de mise en œuvre	Taux de réalisation	Observations
Constitution de 20 Comités Communaux de Concertation (CCC) et de 200 Comités Villageois de Concertation (CVC)	04 CCC constitués 40 CVC constitués	20 % 20 %	
Réalisation de 200 plans de zonages.	40 plans de zonage élaborés	20%	Plans et règles encore à valider
Réalisations d'aménagement et d'amélioration des Ressources AgroPastorales (RAP) à mener dans 200 villages	1 ^{ères} actions d'aménagement et d'amélioration des RAP identifiées dans 40 villages	ND	Plans encore à valider au niveau communal

En ce qui concerne l'**Appui aux systèmes d'exploitation à base de coton**, en collaboration avec les producteurs dans les 4 communes, la SODECOTON a réalisé 362 ha d'aménagements en cordons pierreux et en bandes enherbées et construit 10 biefs dont 05 en pierres calées et 05 en pierres maçonnées.

Au terme de l'année 2016, les activités exécutées dans les 40 villages d'intervention concernent les cultures (associées à la Crotalaire et au Bracharia, paillées, fourragères), les jachères améliorées, la diffusion des plants forestiers et fruitiers ainsi que des appuis pour étables fumières, parcs améliorés et matériels de transport/de manutention de la fumure organique. Dans le cadre des activités Recherche/Développement, des sites d'essais ont été homogénéisés, le stock semencier réhabilité pour les plantes de couverture et les légumineuses (crotalaire, riz, soja, niébé, dolique, pois d'angole) et un document méthodologique pour la conduite des activités sur le terrain élaboré.

Tableau 13: Récapitulatif des réalisations de la composante 2 du programme ASGIRAP

Prévisions sur 5 ans	Etat de mise en œuvre	Taux de réalisation
Aménagement de 26 000 ha de parcelles pour la lutte anti érosive.	362 ha d'aménagement (bandes végétalisées et cordons pierreux)	1,4 %
1200 biefs (800 PC & 400 PM) à construire 10 à 30 biefs à réhabiliter	*10 biefs construits (5 PM & 5 PC) *01 bief réhabilité	0,8 % 3,3 %
Culture sur 10 000 ha	68,5 ha de cultures avec Crotalaire/Bracharia dont 05 ha paillés	0,68 %
Culture sur 10 000 ha	19,25 ha de cultures fourragères	0,19 %
Production de 2 400 000 plants	22 939 plants (en cours) pour reboisement (jachères et haies vives)	0,9 %
Acquisition de 100 parcs, 720 charrettes, 3600 porte-tout et kit	11 charrettes, 01 porte-tout	

En matière d'**Appui aux systèmes d'exploitation de la zone non cotonnière**, la procédure de contractualisation avec le programme ACEFA a été bouclée avec la signature de la convention le 07 septembre 2016.

Les activités menées ont consisté essentiellement à :

- la participation des techniciens d'ACEFA ainsi que celle des sectoriels (délégués d'agriculture, d'élevage, chefs des postes agricoles, chefs des centres zootechniques et vétérinaires) aux concertations villageoises (zonage et diagnostics villageois, identification des actions d'aménagement et d'amélioration des ressources) dans les 04 communes-test ;
- l'élaboration des termes de références (TDR) pour la réalisation du diagnostic technique et les propositions de réhabilitation des points d'eau pastoraux dans les 04 communes-test ;
- l'élaboration des TDR pour les études techniques de construction des mares et forages/puits pastoraux dans les 04 communes-test.

S'agissant enfin du volet **Coordination**, il a été marqué par une multitude d'activités de gestion, de formation et d'accompagnement.

La tenue de la 2^{ème} session du COPIL à Maroua en février 2016 a permis non seulement de visiter quelques sites expérimentaux dans la région de l'Extrême-Nord, mais aussi de s'accorder sur le PTAB 2016 et, d'acter le principe de mise en œuvre de la composante 1 et 3 du programme par le PNDP et ACEFA respectivement. En plus de l'aboutissement du processus de contractualisation de ces deux opérateurs, l'Unité de Coordination a poursuivi les échanges avec l'AFD en vue de palier dans des délais raisonnables aux difficultés de recrutement d'un expert en charge des formations et d'un Assistant Technique International. Par ailleurs, d'autres activités d'incidence certaine ont été menées. Il s'agit, entre autres :

- du renforcement des capacités des acteurs par le biais de la formation des animateurs pour les instances de concertation communales et villageoises ;
- de l'accompagnement de la mission de reconnaissance du programme au nord Cameroun en septembre 2016 et,
- de l'acquisition des fournitures, matériels et équipements permettant le lancement de plusieurs activités.

III.3.1.2- C2D- ACEFA

L'année 2016 a été caractérisée par la couverture nationale du dispositif d'appui conseil du programme. En plus de la préparation de la troisième génération du C2D, les activités d'accompagnement des organisations de producteurs et le financement de leurs projets d'investissement se sont poursuivies.

L'Appui Conseil aux Organisations de Producteurs dans les 44 départements opérationnels a été orienté vers l'information et la sensibilisation des producteurs sur le mode d'intervention du Programme, la caractérisation, le diagnostic et l'élaboration des plans de développement et plans d'actions des groupements admis dans les portefeuilles des conseillers. La formation des Conseillers de la promotion 2016 a permis d'exécuter 7

modules sur les 10 prévus avec la participation de 53 conseillers formateurs et le transfert à 583 conseillers de base.

L'accompagnement des 16 815 Organisations de Producteurs (OP) dans 58 départements a permis de toucher 162 652 membres. Pour la même période, 60 CGO ont accompagné 311 OPA ayant à la base plus de 91 932 producteurs. Les instances de cogestion créées sont opérationnelles dans les 58 départements, et l'observatoire des EFA a permis la finalisation de l'analyse des données de 2014 et 2015. Pour ce qui est de l'observatoire 2016, 2450 EFA ont été suivies par les conseillers en gestion des exploitations familiales. La situation des différents conseillers mobilisés est résumée dans le tableau ci-après.

Tableau 14: Situation des Conseillers mobilisés au 31/12/16

Catégorie	Prévu initial	En poste au 31/12/16	%
Conseiller Groupement de Producteurs (CGP)	1740	1644	97%
Conseiller en Gestion Exploitation (CGE)	58	53	95%
Conseiller en Gestion et Organisation (CGO)	58	60	112%
Conseillers Technique Spécialisé (CTS/PA &PV)	116	119	106%
Responsable Technico-économique (RCTE)	58	62	109%
Chefs de Cellules Techniques Départementales (CTD)	58	56	97%
TOTAL	2 088	1994	95,5%

N.B : Les prévisions d'effectifs pour certaines catégories de conseillers ont été dépassées à cause des fortes demandes enregistrées dans certains Départements où ces postes ont été dédoublés (cas des RCTE, CGO, CTS et CGP). Pour ce qui est des CTD, les Départements du Mfoundi et de la Mefou-et-Afamba, ainsi que ceux de la Mifi et du Koung-Khi ont été regroupés en une seule Cellule technique départementale, ce qui porte le nombre total de CTD à 56 au lieu de 58.

Tableau 15: Situation des activités de conseil par région

	AD	CE	ES	EN	LT	NO	NW	OU	SU	SW	Total	Objectif	% Objectif
Nombre de CGP	152	238	111	228	106	138	177	236	104	183	1 673	1 740	96%
GP accompagnés	1767	2152	1273	2700	1002	1656	1156	2647	1042	1420	16 815	20 280	83%
Nombre de membres	19361	19976	11124	30702	10870		18558	23303	10505	18253	162 652	240 000	68%
GP/CGP	12	9	11	12	9	12	7	11	10	8	10	12	84%
CGO en poste	5	10	2	8	6	3	8	8	4	6	60	58	103%
OPA	30	39	23	35	33	31	20	52	23	25	311	348	89%
Producteurs de Base	3262	7026	709	6889	5209	2658	-	22853	33999	9327	91 932	-	-
OPA/CGO	6	4	12	4	6	10	3	7	6	4	5	6	86%
Nombre de sessions de CLG	1112	1299	405	1813	584	866	969	1705	640	1136	10 529	20 076	52%
Nombre sessions ADOP	2	10		6	6	2	6	10	4	5	51	112	46%
Nombre de sessions de CODAC	2	10		6	6	2	6	10	4	5	51	112	46%

Les écarts observés sont dus au fait que les conseillers de la promotion 2016 poursuivent encore leur cycle de formation et n'ont pas encore vu leur portefeuille saturé (12 GP/CGP et 6 OPA /CGO).

Pour ce qui concerne le **financement des OP**, 52 sessions des commissions départementales (CDSP) et régionales (CRSP) se sont tenues au cours de l'année. Elles ont permis à 888 Groupements de Producteurs (GP) et à 10 Organisations Professionnelles Agropastorales (OPA) de bénéficier du financement de leur projet d'investissement pour un montant octroyé de plus de FCFA 3,4 milliards. La situation par région des projets financés au 31 décembre 2016 est la suivante.

Tableau 16: Situation des projets financés au 31 décembre 2016

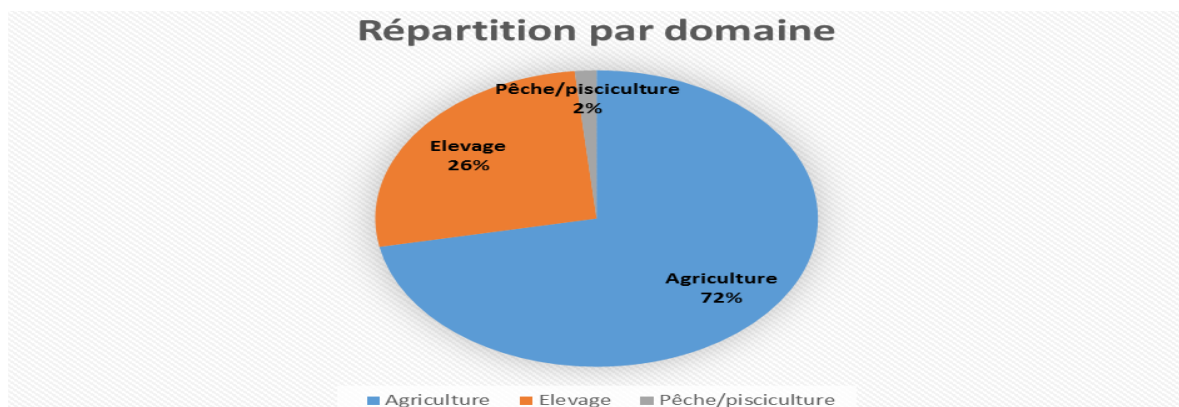
GP

	AD	CE	ES	EN	LT	NO	NW	OU	SU	SW	Total
Nombre de GP accompagnés	1767	2152	1273	2700	1002	1656	1156	2647	1042	1420	16 815
Projets enregistrés	93	111	108	387	115	227	211	272	140	190	1 854
Nombre de sessions	0	5	3	6	5	8	8	8	5	4	52
Projets traités en commission	0	97	60	182	94	169	190	196	77	183	1 248
Projets financés	0	80	51	159	75	119	158	141	45	60	888
Montant octroyé	0	312 055 642	185 934 494	473 033 020	377 147 655	428 382 078	496 654 276	595 308 059	197 984 975	273 429 255	3 339 929 454

OPA

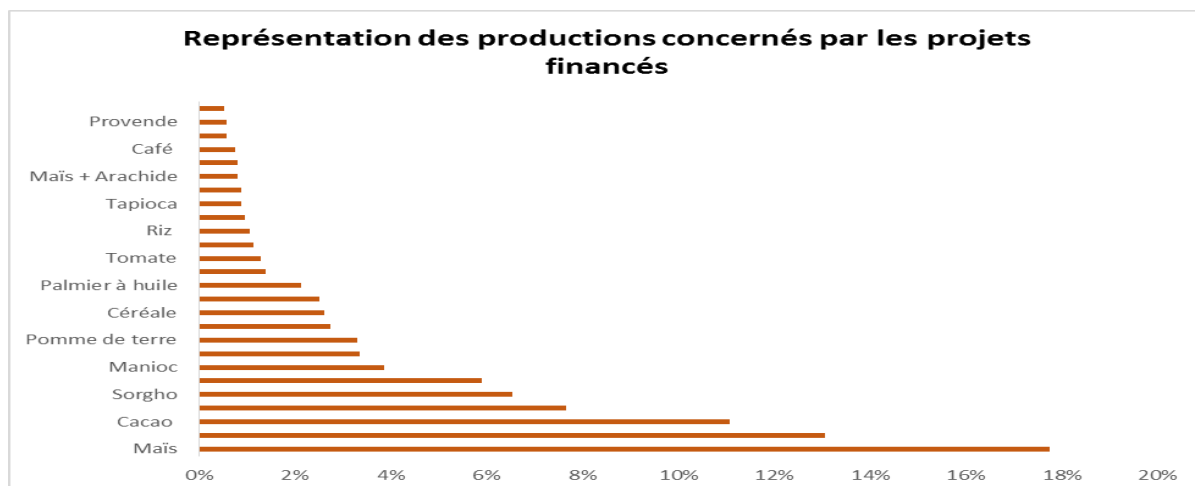
	AD	CE	ES	EN	LT	NO	NW	OU	SU	SW	TOTAL
Nbre sessions	0	1	0	1	1	0	2	1	0	0	6
Dossiers traités	0	2	0	2	3	0	6	6	0	0	19
Projets retenus	0	1	0	2	2	0	4	1	0	0	10
Montant octroyé	0	17 305 443	0	30 171 400	59 028 377	0	68 541 704	14 000 000	0	0	189 046 924

La tendance de la répartition par domaine et catégorie de produit est représentée dans le graphique suivant :



Graphique 8: Répartition par domaine et catégorie des dossiers traités et retenus

Les productions les plus représentatives sont le maïs (18%), le poulet (13%), le cacao (11%) et le porc (8%).



Graphique 9: Représentation des productions concernées par les projets financés

L'Appui à la professionnalisation agropastorale a concerné le CRPA et la PLANOPAC avec la signature de trois conventions de financement relatives au fonctionnement, à l'assistance technique et au plan de formation.

La Coordination des activités s'est poursuivie avec :

- la tenue des ateliers de bilan et de programmation 2016 avec les cadres régionaux ;
- l'acquisition de 35 nouveaux véhicules pickup et de 530 motos pour les promotions 2016 ;
- les remises des chèques aux Organisations de Producteurs ;
- la formation des conseillers à l'utilisation de la Base de Données des OP ;
- la finalisation du montage du documentaire télévisé sur les résultats du programme ;
- le suivi des marchés publics (évaluation à mi-parcours, le montage des motos, l'audit du système de contrôle interne, l'évaluation de la gestion administrative, comptable et financière de la PLANOPAC et du CRPA, l'acquisition de véhicules CN et CR) ;
- la préparation ACEFA 3 à travers la facilitation de la mission Horus sur l'élaboration de scénarios financier et budgétaire, et celle d'évaluation du système de suivi/évaluation ainsi que la finalisation du document PCP ACEFA présenté au comité de préparation des programmes C2D 3ème génération et transmis officiellement par les deux Ministres au MINEPAT pour soumission à l'AFD.

III.3.1.3- C2D- AFOP

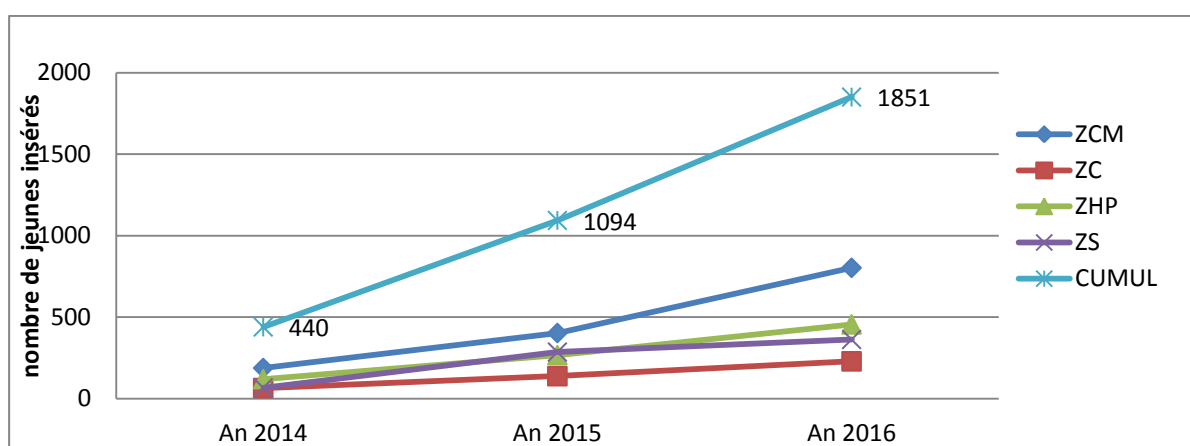
En plus des travaux préparatoires du 3^{ème} C2D, la consolidation des acquis, l'insertion des jeunes formés et l'appui au développement du dispositif de formation, sont restées les principales préoccupations du programme AFOP au cours de l'année 2016. Les différentes activités poursuivies sont reprises dans les axes d'intervention ci-après.

S'agissant de **l'Autonomisation des structures de formation**, elle a été marquée par l'accompagnement des Centres de 1^{ère} et 2^{ème} génération à la réécriture de leur projet de centre. Sur le plan institutionnel, on observe une évolution des textes expérimentaux mis en œuvre pendant 8 ans en Décrets et Arrêtés pour élargir les missions des centres et écoles

afin d'intégrer les nouveaux métiers, les nouveaux parcours, les nouvelles cibles, l'inspection des établissements et l'accompagnement à l'installation des jeunes formés. Les centres de formation fonctionnent avec l'implication des acteurs des territoires dans le co pilotage, la cogestion et la co-animation en vue de leur autonomisation.

En matière de **Pédagogie**, on relève la poursuite de la formation/recyclage des moniteurs et formateurs dans les centres de ressources d'une part, et celle des différentes cibles dans les centres spécialisés et les écoles d'autre part. Les flux de formation dans ces structures comprennent 4648 EA formés dont 366 au cours de l'année 2016. 59 MP formés et 173 en cours de formation. Dans les écoles, 1539 EAP, 1070 CAP et 286 TIERGE ont également été formés de même que 1 688 producteurs en activité/référents dans le cadre de la formation continue.

Quant à l'**Insertion des jeunes formés**, le dispositif mis en place a poursuivi l'accompagnement des jeunes EA, MP et EAP formés et des adultes porteurs de projets à la mise en œuvre de leurs projets à travers l'organisation et la tenue des sessions ordinaires des Commissions Territoriales et des Commissions Financières de validation des projets de jeunes. De même, les jeunes insérés ont continué à décaisser la subvention mise à leur disposition pour la réalisation de leurs activités. Les statistiques au 31 décembre 2016 font état d'un total de 1 851 projets financés pour un montant de subvention virée de 2,7 mds de FCFA contre 1094 projets financés au terme de l'année 2015. L'évolution de la situation de l'insertion est reprise dans le graphique et le tableau ci-dessous.



Graphique 10: Evolution de l'insertion des jeunes AFOP par zone

Tableau 17: Situation de l'insertion des jeunes formés AFOP au 31 décembre 2016

Zone	Région	Cumul des formés 2016			Cumul des insérés			taux d'insertion			Cumul des financements		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
ZONE SEPTENTRIONALE	EXTREME NORD	422	96	518	182	42	224	43%	44%	43%	264 331 120	60 921 650	325 252 770
	NORD	102	24	126	41	12	53	40%	50%	42%	58 094 850	16 664 370	74 759 220
	ADAMAOUA	235	60	295	75	11	86	32%	18%	29%	108 425 500	15 826 650	124 252 150
	TOTAL ZONE S	759	180	939	298	65	363	39%	36%	39%	430 851 470	93 412 670	524 264 140
ZONE CENTRALE ET MERIDIONALE	CENTRE	607	192	799	186	63	249	31%	33%	31%	263 332 874	93 623 368	356 956 242
	EST	454	152	606	210	62	272	46%	41%	45%	309 908 653	88 601 125	398 509 778
	SUD	438	163	601	210	72	282	48%	44%	47%	308 534 343	108 205 513	416 739 856
	TOTAL ZONE CM	1499	507	2006	606	197	803	40%	39%	40%	881 775 870	290 430 006	1 172 205 876
ZONE COTIERE	LITTORAL	258	94	352	119	47	166	46%	50%	47%	199 510 186	70 074 752	269 584 938
	SUD OUEST	127	62	189	38	25	63	30%	40%	9%	56 877 370	37 458 880	94 336 250
	TOTAL ZONE C	385	156	541	157	72	229	41%	46%	42%	256 387 556	107 533 632	363 921 188
ZONE DES HAUTS PLATEAUX	OUEST	435	201	636	170	68	238	39%	34%	37%	253 564 176	101 429 911	354 994 087
	NORD OUEST	278	248	526	111	107	218	40%	43%	41%	164 436 138	156 767 698	321 203 836
	TOTAL ZONE HP	713	449	1162	281	175	456	39%	39%	39%	418 000 314	258 197 609	676 197 923
DONNEES NATIONALES		3356	1292	4 648	1342	509	1851	40%	39%	40%	1 987 015 210	749 573 917	2 736 589 127

Les activités **d'Ingénierie et d'Appui** se sont poursuivies. Elles ciblent i) la consolidation et le développement des méthodes et outils de formation/insertion et ii) l'organisation et la mise en œuvre du renforcement des capacités des personnels chargés de leur mise en œuvre dans les structures de formation. Pour ce qui est des démarches et outils, 06 référentiels de métiers (EA, MP, EAP, CAP, MON, TIERGE) ont été élaborés et sont opérationnels, et quatre autres (TE, TA, TSGEC, TSGE) sont en cours de finalisation avec l'appui de la mission d'assistance technique auprès du programme AFOP.

Le référentiel de formation des référents et maîtres de stage a été élaboré et est mis en œuvre. Cinq (05) guides d'élaboration ont été produits (Projet de centre, projet d'établissement, référentiel, accompagnement à l'élaboration des projet des jeunes formés, évaluation des projets des jeunes).

Dans le cadre de **la Gestion du Programme**, les priorités de cet axe s'articulent autour de la gestion administrative et financière, la communication, les activités des marchés et le suivi-évaluation des activités. Un accent a particulièrement été mis sur les concertations et la rédaction du Document/projet du programme AFOP3. Ce document finalisé a été transmis au du MINEPAT et à l'AFD pour permettre de boucler la procédure d'instruction.

III.3.1.4- C2D- AMO

L'année 2016 a connu la poursuite régulière des activités de la deuxième phase du programme AMO à travers ses différentes composantes.

Composante N°1 : Appui à la définition concertée des politiques harmonisées de soutien à la production

En matière de renforcement durable de la concertation entre l'Etat et les Organisations de Producteurs (OP), la quatrième série des réunions des Cadres Régionaux de Concertation (CRC) Etat/Organisations des Producteurs se sont tenues dans six régions. Celle du Cadre National de Concertation a démarré et se poursuit sur l'ensemble du territoire national. Dans le même ordre d'idées, le Programme AMO a appuyé l'organisation et la tenue des réunions des Cadres d'Echanges avec les Acteurs de Développement (CEAD), instances préparatoires à la tenue des CRC. L'un des apports significatifs de ces concertations aura été la contribution à l'enrichissement des termes de référence des politiques publiques de soutien à la production.

L'élaboration des documents des politiques sous-sectorielles a connu une évolution sensible. Au stade actuel, la situation se présente comme suit :

- hydraulique agricole : Le document est en cours de validation après des réajustements apportés par les Unités Opérationnelles ;
- semences agricoles : le rapport final disponible ;
- suivi sanitaire vétérinaire et gestion des élevages : le projet de document final de l'étude est en cours d'examen ;

- appui/conseil aux producteurs : la prestation est en cours de démarrage suite à des mises au point avec le cabinet IRAM ;
- Formation/insertion aux métiers agro-pastoraux et halieutiques : les premières réflexions y relatives sont en cours ;
- Politiques publiques dans les domaines de la gestion des ressources halieutiques et de la subvention directe à la production et aux activités de production : Les travaux d'élaboration y relatifs ont été renvoyés à la 3^{ième} phase d'AMO ;
- Subvention directe à la production : Les activités de cette politique ont été reprogrammées pour AMO3.

En ce qui concerne l'appui à la maîtrise d'ouvrage, elle a procédé dans le cadre du suivi et pilotage de la mise en œuvre des Contrats Cadre de pilotage des FTC à la programmation des réunions des Comité de Suivi des Contrats Cadre de Pilotage. Les conclusions des ateliers organisés pour l'arrimage des coopératives à l'acte uniforme OHADA ont permis de déclencher la reprise des immatriculations des coop-GIC.

Composante N°2 : Amélioration des performances des administrations

Les travaux de diagnostic du dispositif du MINEPIA se poursuivent sous la conduite du cabinet IRAM et la proposition dudit dispositif est attendue. S'agissant du MINADER, l'activité sera conduite sur la base des résultats tirés de l'étude sur la chaîne PPBS du MINEPIA. Pour ce qui est de l'amélioration des performances des structures à caractère transversal, le projet de FTC avec la DRH/MINADER est en voie de finalisation. La programmation des activités avec les Cellules Informatiques est en étude. Les activités de mise en œuvre partielle des PRAS sur le modèle d'AMO1 sont totalement bouclées dans le cadre du renforcement des capacités organisationnelles et opérationnelles des services déconcentrés.

Composante N° 3 : Développement des dispositifs de statistiques"

Les travaux de conception et de rénovation des nouveaux dispositifs de production des statistiques ont été finalisés avec l'appui du cabinet EGIS International, et le testage du dispositif est en cours avec le MINEPIA. Le démarrage du Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE), devant constituer un cadre d'application des nouvelles méthodes de collecte des données agropastorales, reste toujours attendu. On note la relance de la production et de la publication des données de statistiques agropastorales et halieutiques (Annuaire statistiques, AGRISTAT, etc.) et le démarrage de la mise en œuvre du Système de Production Intégré de Statistiques Agricoles (SPISA) au MINADER dans le cadre de l'élaboration des méthodologies et renforcement des capacités des cadres sur les techniques d'enquêtes.

Composante N°4 : Coordination et gestion

La mise en œuvre des recommandations de l'audit comptable et financier réalisé par la Cabinet KPMG est en cours. La concertation inter-programmes C2D se poursuit avec la tenue des différentes réunions. Le programme a organisé la Réunion de Synthèse et d'Orientation

(RSO) du Secteur Rural qui s'est tenue en août 2016. En ce qui concerne la formulation du document AMO3, les premiers axes ont déjà été identifiés à la suite des échanges avec l'AFD et les SG du MINADER et du MINEPIA.

III.3.1.5- PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF (PNDP)

Les enquêtes auprès des ménages réalisées par l'Institut National de la Statistique (INS) montrent que la pauvreté au Cameroun est davantage un phénomène rural. Aussi, pour aider les populations vivant dans ces zones à lutter efficacement contre ce phénomène dans un contexte de rareté des ressources et d'incertitudes qui caractérise le budget de l'Etat, le Gouvernement a mis en place en 2005 avec l'assistance de la Banque Mondiale, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) dont le but est de responsabiliser les communautés à la base dans la planification, le financement, la gestion et la pérennisation du développement local. Cette approche participative vient rompre avec les modèles de gouvernance top-down conçus d'avance et permet de mieux résister aux chocs exogènes subis par les projets et programmes de développement financés exclusivement via le budget de l'Etat. Elle permet en outre d'accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le Développement, tel que contenu dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi du Gouvernement (DSCE).

Avec la fin de la phase d'appui à la planification locale assurée par le programme dans les 329 communes rurales du pays, les activités du programme sur financement C2D ont été recentrées autour des composantes classiques d'"**Appui au Développement Local**", de "**Coordination, Gestion, Suivi-évaluation et Communication**", et depuis 2015 sur "**Aide d'Urgence**" du Gouvernement mise en place pour accompagner les régions et localités sinistrées, ou en proie à de difficultés spécifiques (insécurité permanente, afflux des réfugiés, etc). C'est dans le cadre de cette Aide d'Urgence apportée aux régions et localités éligibles via le Programme de Développement et d'Aménagement du Territoire (PRODAT) du MINEPAT que le volet Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO) du PNDP a vu le jour sur financement C2D, pour la région de l'Extrême-Nord.

Des évolutions décisives ont été enregistrées en 2016 dans l'orientation et la mise en œuvre du programme. Les principales avancées sont reprises ci-après.

Dans la composante "**Appui au Développement Local**", en dehors des projets en cours d'exécution dont les conventions de financement avaient déjà été signées avec les communes, près de 500 nouveaux microprojets ont été identifiés en 2016 dans la sous-composante des zones d'insécurité de premier ordre (grand Nord et région de l'Est). L'attribution des marchés relatifs à la réalisation des microprojets identifiés dans cette zone a été assurée pour un montant d'environ FCFA 5 milliards et la plupart de ces microprojets ont été réalisés, réceptionnés et mis en service.

Dans la sous-composante "Appui au Développement Local" dans les zones d'insécurité de second ordre (régions à risque d'insécurité relativement moins élevé), les activités du programme se sont poursuivies normalement. Dans cette sous-composante du programme,

le cumul de l'état de réalisation des microprojets classiques au 31 décembre 2016 se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 18: Etat de mise en œuvre des microprojets classiques C2D-PNDP II au 31/12/16

Microprojets classiques du C2D-PNDP II	Nombre de microprojets retenus	Coût des microprojets retenus
Achevés	1 363	14 536 386 089
En cours de réalisation	351	6 101 124 043
Non démarrés	66	1 057 231 435
Total	1 780	21 694 741 567

Source : CNC-PNDP

Dans le cadre du volet HIMO créé en novembre 2015, la décision prise par le Gouvernement de réaffecter une partie des ressources du C2D-PNDP II à l'Extrême-Nord pour appuyer le PRODAT apparaît aujourd'hui comme une initiative à la fois salutaire et porteuse d'espoirs pour de nombreuses populations de cette région particulièrement ciblée par la secte boko haram.

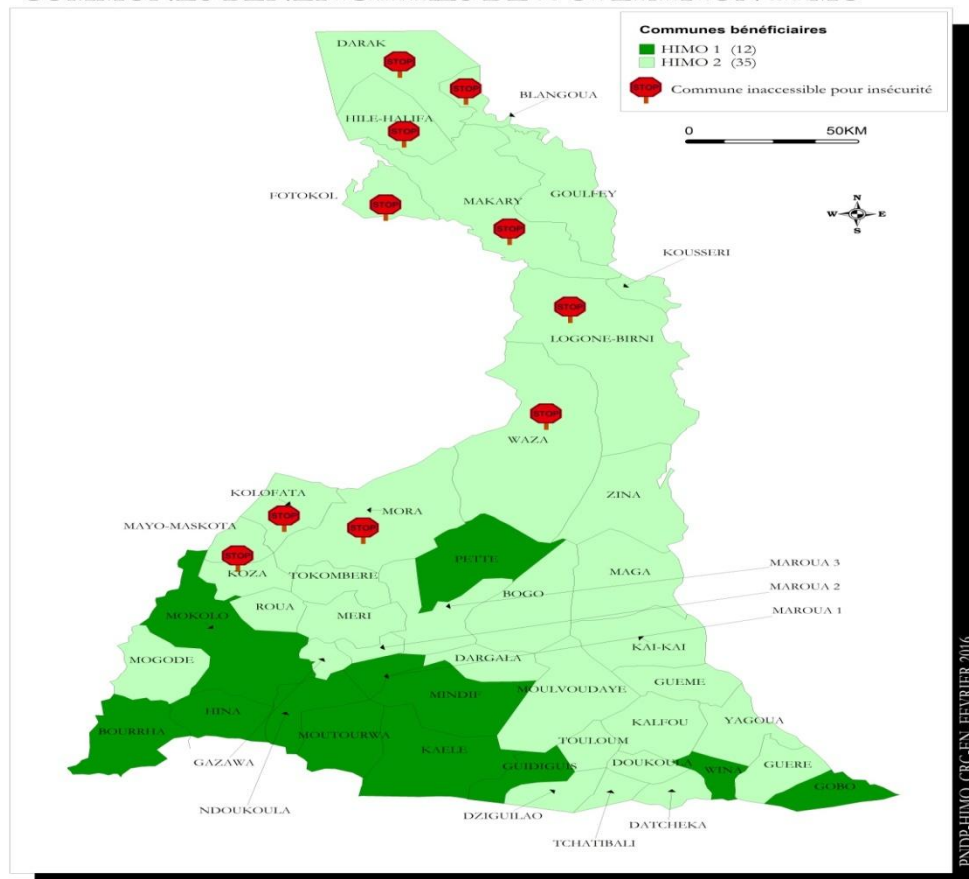
Le bilan au 31 décembre 2016 de la phase pilote de cette initiative fait état de 6 projets en cours de réalisation dans 6 communes, d'un montant de FCFA 1,2 milliard à affecter aux PME nationales dans les contrats de marchés à signer, de 2 500 emplois à créer, d'une masse salariale de FCFA 317 millions à verser, de 790 jeunes à former dans les métiers introduits par le projet, de 19 kilomètres de linéaire de piste à réhabiliter et de plusieurs campagnes de sensibilisation à mener auprès des jeunes sur le risque de récupération par la secte boko haram. A court et moyen terme, le programme se prépare à renforcer le dispositif HIMO mis en place par le PRODAT et à l'étendre progressivement aux régions du Nord et de l'Adamaoua, en fonction des moyens disponibles.

Tableau 19: Tableau récapitulatif de l'état de mise en œuvre au 31/12/16 du volet HIMO dans la région de l'Extrême-Nord

Objectif du volet HIMO en cours d'exécution	i) Promouvoir le développement de l'économie locale des communes cibles à travers la construction et/ou la réhabilitation des infrastructures socioéconomiques issus du PRODAT et ii) contribuer à l'insertion des jeunes désœuvrés par la création d'emplois durables dans la partie septentrionale du Cameroun marquée par la sévérité du climat et l'insécurité engendrée par les attaques terroristes.
Zone d'intervention dans le septentrion	Région de l'Extrême-Nord
Communes pilotes concernées dans la région de l'Extrême-Nord	6 communes (Hina, Moutourwa, Mindif, Guidigu, Wina, Gobo,)
Coût de la phase pilote	3,3 milliards de FCFA, soit 5 millions d'euros
Types de projets mis en œuvre	3 projets mares équipés d'un forage à énergie solaire pour abreuvement de bétail 3 pistes rurales à réhabiliter pour le désenclavement
Mode opératoire	Le mode opératoire du volet HIMO s'appuie sur celui du PNDP, avec comme spécificités : i) sélection des projets HIMO sensibles issus du PRODAT ou du PCD ; ii) recrutement d'une ONG internationale pour le suivi-accompagnement des travailleurs ; iii) élaboration des

	devis des travaux et des décomptes en trois (03) parties (entreprises, impôts et main d'œuvre) ; iv) paiement hebdomadaire des ouvriers sur la base du rendement journalier, à travers une micro-finance ; v) retenue de 1/3 du salaire journalier en vue de la constitution d'une épargne pour chaque ouvrier à la fin de la réalisation du projet.
Principaux résultats attendus du volet HIMO dans les 6 communes pilotes	- Un guide méthodologique HIMO à élaborer pour des situations de crise ; - Un montant total de 1 244 998 948 FCFA à affecter aux contrats de travaux à signer ; - 2 500 emplois à créer par les entreprises adjudicataires ; - Une masse salariale de FCFA 317 325 267 à verser aux employés ; - 2 500 jeunes à sensibiliser sur le risque de récupération par les terroristes ; - 790 jeunes à former dans les métiers introduits par le projet ; - 19 km de linéaire de pistes à réhabiliter ; - mares d'une contenance de 65 000 m³ à construire pour abreuvement de bétail en saison sèche.
Avancement du projet sur le terrain depuis son lancement officiel le 03 novembre 2015	- Sélection et contractualisation des entreprises - Conduite des activités de l'ONG d'accompagnement pour l'identification des travailleurs - Conduite des activités du médecin de travail pour l'examen des travailleurs avant le démarrage des chantiers - Notification des OS de démarrage - Contractualisation des ingénieurs des marchés et de la maîtrise d'œuvre - Démarrage effectif des travaux sur les sites - Déjà 703 personnes dans les chantiers et plus de 17 millions payés aux ouvriers - Suivi des chantiers - Contractualisation en cours des consultants étude de faisabilité de HIMO2
Niveau d'exécution financière du volet	Engagement : 1 730 millions de FCFA soit 53% des fonds C2D HIMO Volume tiré du Trésor (dans les comptes joints ou payé) : 877,4 millions de FCFA soit 27%
Activités en perspectives	- Poursuite des travaux sur les sites pilotes ; - Finalisation de la convention avec la Mipromalo pour la construction d'un grand magasin de stockage à Maroua 1^{er} et la formation de 100 jeunes dans les métiers de fabrication et de pose de briques de terre, tuiles et pavés ; - Préparation de l'insertion des jeunes : formation, maturation des projets personnels des ouvriers ; - Insertion et suivi/accompagnement ; - Suivi et validation des études de faisabilité pour HIMO 2 ; - Atelier d'évaluation d'HIMO 1

COMMUNES BENEFICIAIRES DE L'OPERATION HIMO



Graphique 11: Carte de localisation des communes bénéficiaires de l'opération HIMO

Dans la composante "**Coordination, Gestion, Suivi-Evaluation et Communication**", l'accord de financement marquant le début de la 3^e phase du programme a été signé le 03 février 2016 avec la Banque Mondiale pour un montant total de FCFA 66,5 milliards dont 35 milliards de concours IDA, 28 milliards de contrepartie de l'Etat du Cameroun et 3,5 milliards d'apport propre des communes.

Avec la signature du 3^e Contrat de Désendettement et de Développement le 30 juin 2016, le programme bénéficiera également d'une enveloppe C2D de FCFA 13,1 milliards (soit 20 millions d'euros) pour la mise en œuvre de sa 3^e phase.

Pour ce qui est du reste des financements alloués au programme via le basket fund mis en place et géré par la Banque Mondiale, l'Union Européenne s'est joint aux autres bailleurs en accordant sur Fonds Fiduciaire d'Urgence, un don de FCFA 6,6 milliards destiné à accompagner la mise en œuvre du PRODAT dans la région de l'Extrême-Nord.

Arrivé à la fin de la 2^e phase des financements C2D avec un reste à mobiliser d'environ 17 millions et un reliquat à consommer de près de 2 milliards, le programme a obtenu des instances de pilotage du C2D la signature d'un avenant à la 2^e convention du C2D-PNDP dans le but de proroger les dates limites de déblocage et d'utilisation des fonds du 2^e concours. L'avenant signé devrait permettre au programme de consommer la totalité des FCFA 37,9 milliards qui lui avaient été alloués par la convention en 2012.

Dans le cadre du suivi des études des projets à développer à la base et dont l'accord de financement par le C2D avait déjà été donné à savoir le projet de radios communautaires (0,9 milliard) et le projet environnemental REDD+ (2 milliards), on peut dire que pour le premier, l'acquisition des équipements de construction/réhabilitation débutera au plus tard au 1^{er} semestre 2017 ; pour le second, le processus de recrutement des BET pour la réalisation des six (06) études de faisabilité prévues a déjà été lancé.

Il convient de rappeler ici que l'étude diagnostique sur l'intégration du volet agricole au programme avait déjà mis en relief la nécessité de s'appesantir sur la nature et la taille des projets de développement local à mettre en œuvre, ainsi que sur le besoin d'initiation des communes à la communication locale et à la gestion des problématiques de REDD+. C'est à ces principaux défis que la 3^e phase des financements C2D-PNDP essaiera d'apporter une réponse.

Tableau 20: Localisation des projets radios communautaires suivant la nature des travaux

A construire

N°	Radio	Localité	Région
1	La voix du Mont Djim	Galim Tignère	Adamaoua
2	Nkul Endom	Endom	Centre
3	Mahol Ma Messon	Messondo	Centre
4	Radio Mbanz FM	Angossas	Est
5	Mebougewa-properité	Atok	Est
6	FM Tingling	Pitoa	Nord
7	Noni Community Broadcasting System	Nkor	Nord-Ouest
8	Wum Community Radio	Wum	Nord-Ouest
9	La voix de la plaine	Magba	Ouest
10	Nkul Nnam	Olamze	Sud
11	Alou Community Radio	Alou	Sud-Ouest
12	Twins Lake Community Radio Bangem	Bangem	Sud-Ouest

A réhabiliter

N°	Radio	Localité	Région
1	Tikiri FM	Meiganga	Adamaoua
2	Radio communautaire de Mbang	Mbang	Est
3	Radio rurale	Dana	Extrême-Nord
4	Radio Communale	Tchtibali	Extrême-Nord
5	Radio Labar	Maga	Extrême-Nord
6	FM Demsa	Gashiga	Nord
7	Dschang University Radio	Dschang	Ouest
8	Radio Communautaire	Bare Bakem	Littoral
9	Radio Maria	Edéa	Littoral

Source : CNC-PNDP

III-3-2 SECTEURS TRANSVERSAUX

III-3-2-1 C2D-PSFE

Rendue à sa dernière année d'exécution, la deuxième tranche du PSFE, mise en œuvre sous l'approche projet, a pour finalité la gestion durable des forêts de production, de la filière de transformation des bois et de la mise en œuvre d'une stratégie REDD+ pour une contribution accrue du secteur au développement et à la lutte contre la pauvreté. Pour atteindre cet objectif, il s'agira d'assurer entre autres le renforcement de capacités de l'ensemble des acteurs du secteur forestier, en particulier les deux ministères techniques (MINFOF et MINEP), les universités impliquées dans la foresterie, le secteur privé (entreprises forestières bureaux d'études) et la société civile (élus communautaires).

L'année 2016 a été marquée par la création de trois importantes structures à savoir l'Unité Opérationnelle de Gestion des Statistiques Forestières et Fauniques (UOGSFF), l'Unité Opérationnelle de Suivi du Couvert Forestier (UOSCF), et l'Unité Opérationnelle de Renforcement des Capacités en Aménagement Forestier (UORCAF). Le bilan des activités de l'année est repris ci-après.

Composante 1. Aménagement des forêts de production du DFP

Les activités de cette composante se résument à l'acquisition d'équipements divers et du matériel roulant, l'amélioration des inventaires et des Plans d'Aménagement (PA), la réflexion sur les aménagements de 2^{ème} génération, l'amélioration du suivi des peuplements forestiers et le renforcement des capacités des acteurs.

Concernant les acquisitions, les équipements forestiers acquis pour l'enseignement, les inventaires et le suivi de la mise en œuvre des Plans d'Aménagement ainsi que les équipements informatiques ont été distribués aux différents bénéficiaires. La livraison des logiciels spécialisés a débuté dans les institutions de formation.

Le processus d'amélioration des inventaires et des Plans d'Aménagement (PA) s'est poursuivi par l'organisation, en août 2016, de la 4^{ème} session de formation à la reconnaissance des essences forestières et la dendrométrie, la réception du rapport du consultant pour la révision des normes d'inventaires d'aménagement ainsi que le canevas d'élaboration des plans PA.

Les activités concernant l'amélioration du suivi des peuplements forestiers se sont poursuivies avec la mobilisation du consultant pour la définition des paramètres y relatifs. Les allocations financières ont été versées aux structures suivantes : i) ANAFOR, ii) les Institutions de formation forestière (ENEF, DEPFOR-FASA-UDSCHANG, CRESA- FASA-UDSCHANG, DBPV-FSUY1), iii) les communes (16) et le Centre Technique de la Forêt Communale (CTFC), iv) les OSC (10) et associations et v) les communes(6) des zones de savanes sèches et humides. La première campagne des missions de suivi de la mise en œuvre des Plans d'Aménagement a été menée.

Composante II. Facilitation de la création et de la Mise en place d'un Observatoire des Forêts de la Faune et des Produits Forestiers

Les activités réalisées portent sur la mise en place de l'Unité Opérationnelle de Gestion des Statistiques Forestières et Fauniques (UOGSFF), l'appui au reboisement, la formation des artisans du bois et l'appui aux formations initiales en métiers du bois.

Après la création de l'UOGSFF par Arrêté N° 085/MINFOF/C2D-PSFE2, une procédure de passation de marché a été lancée en vue de procéder à l'opérationnalisation de cette structure.

Concernant l'appui au reboisement, les premières tranches d'allocation financière ont été transférées aux six (06) communes dont les PTB ont été validés. La signature d'un protocole d'accord avec le MINESEC pour l'appui aux formations initiales en métiers du bois a également été effectuée pour 09 établissements d'enseignement secondaire. L'analyse des données pour ce qui est du suivi de la convention avec l'ANAFOR est en cours de finalisation.

La promotion d'une transformation plus poussée du bois a déjà pu contribuer à la formation en deux sessions de plus de 250 artisans. La formation de la 3^{ème} vague est imminente.

Composante III. Suivi du couvert forestier en lien avec le processus REDD+

La mise en place du réseau de Géomatique, le suivi du processus REDD+ et le suivi de la mise en œuvre de la convention signée entre le MINFOF et le MINEPDED constituent les principales activités poursuivies dans cette composante.

Les Unités Opérationnelles de Suivi du Couvert Forestier (UOSCF) et de Renforcement des Capacités en Aménagements Forestiers (UORCAF) récemment créées sont en voie d'opérationnalisation. Les offres des soumissionnaires pour l'opérationnalisation des UOSCF ont été dépouillées, et les curricula UORCAF validés par le MINFOF.

La mise en place du réseau de Géomatique s'est poursuivie avec un appui à l'Office National d'Adaptation aux Changements Climatiques (ONACC) à travers l'acquisition de deux pickups et le transfert de la 1^{ère} tranche d'allocation financière. La convention avec le Réseau des Institutions de Formation Forestière et Environnementale d'Afrique Centrale (RIFFEAC) a été finalisée et sa signature est imminente. Par ailleurs, les TDR des études de faisabilité pour la subvention REDD+ sont en cours de validation.

Composante IV. Assistance Technique Internationale

Cette composante a été caractérisée par la mobilisation de trois experts court terme à savoir i) l'expert en botanique, responsable de la formation en reconnaissance des essences forestières et dendrométrie, ii) l'expert Exploitation Forestière en Impact Réduit (EFIR), responsable de la formation EFIR et iii) l'expert en Aménagement forestier, responsable de la formation en Aménagement. L'avenant N°1 au contrat d'Assistance technique relatif au recrutement de l'expert chargé de réaliser l'étude de faisabilité de l'Observatoire des Forêts de la Faune et des Produits Forestiers (OFFPF) en lieu et place de l'expert en aménagement forestier a été préparé et transmis au Maître d'Ouvrage. Le rapport du 4^{ème} semestre a été finalisé ainsi que la préparation du 4^{ème} décompte.

Composante V. Coordination et gestion du projet

Les activités de coordination et de gestion ont porté sur l'organisation de la distribution des équipements informatiques, la restitution des études et la mobilisation de 4 stagiaires pour le suivi-évaluation interne. Par ailleurs, dans le but de consolider les acquis du projet C2D-PSFE2 et d'en assurer la pérennisation, des perspectives d'orientations du 3^{ème} C2D ont été élaborées.

III-3-2-2 C2D - RECHERCHE

Bien que la préparation du document programme du C2D-PAR de troisième génération ait été d'une importance capitale, l'année 2016 a été marquée par la poursuite des mesures d'accélération de la mise en œuvre des activités dans les différentes composantes afin de décaisser tous les fonds avant la date limite de versement des fonds de ce programme fixée au 31 décembre 2016. Cet objectif a été atteint à travers la réalisation des actions phares telles que la tenue des sessions extraordinaires du Comité Scientifique et du Comité de Pilotage, les réunions de suivi avec les porteurs de projets IRAD et Fonds de Recherche sur Base Compétitifs ainsi que la signature en août 2016 des dernières conventions de subvention entre le MINRESI et les partenaires privés au développement dans le cadre des Projets de Recherche - Développement sur Fonds Compétitifs.

La situation de mise en œuvre du programme au 31 décembre 2016 est reprise ci-dessous.

La mobilisation des fonds

La totalité des fonds a été débloquée du Compte BEAC. Les paiements effectués par la CAA représentent un taux de 78,2 % du montant décaissé.

Tableau 21: Situation financière du programme C2D-PAR au 31 décembre 2016

N°	Composantes	Dotation fonds C2D/PAR après ventilation des divers et imprévus	DECAISSEMENT BEAC	PAIEMENT CAA	Dépenses exécutées	%Taux De décaissement BEAC par rapport à la dotation	% taux de paiement CAA par rapport aux décaissements	% taux de Consommation par rapport au paiement CAA
1	Etude sur l'économie de la recherche	249 263 607	249 263 607	43 287 875	43 287 875	100,0	17,4	100,0
2	Projet de recherche finalisé par l'IRAD	2 899 329 937	2 899 329 937	2 751 757 096	1 907 716 185	100,0	94,9	69,3
3	Recherche développement sur fonds compétitif	1 221 000 000	1 221 000 000	542 385 302	137 843 334	100,0	44,4	25,4
4	Fonctionnement du comité de pilotage et du secrétariat exécutif	491 097 639	491 097 639	373 298 067	370 519 096	100,0	76,0	99,3
5	Expertise scientifique du CIRAD	498 527 320	498 527 320	497 458 011	347 003 831	100,0	99,8	69,8
	Divers et imprévus	19 628 842	19 628 842	0	0	100,0	0	0
	TOTAL	5 378 847 345	5 378 847 345	4 208 186 351	2 806 370 321	100,0	78,2	66,7

La mise en œuvre du Programme

➤ Etude sur l'économie de la recherche

Pour cette composante qui se décline en deux volets à savoir l'étude sur l'économie de la recherche et l'élaboration du plan stratégique de la recherche camerounaise, l'année 2016 a été consacrée à la poursuite des actions engagées pour la diffusion du rapport de l'étude sur l'économie de la recherche au Cameroun, et la mise en œuvre de certaines recommandations dudit rapport.

Concernant la diffusion du rapport, cinq cent (500) exemplaires du rapport (version française et anglaise) ont été imprimés et transmis à quelques responsables et structures du MINRESI ainsi qu'à certaines administrations en collaboration et en partenariat avec le ministère.

Pour ce qui est de la mise en œuvre des recommandations issues du rapport de cette étude, dont la finalité est l'élaboration du plan stratégique de la recherche camerounaise, le programme a : i) participé à l'organisation en collaboration avec le CIRAD et l'IRAD, de l'atelier de formation des Chercheurs nouvellement recrutés au MINRESI; ii) poursuivi après l'autorisation de gré à gré du MINMAP, le processus de recrutement d'un Cabinet pour mener l'étude sur la mise en place d'un Fonds National de la Recherche Scientifique et de l'Innovation pour le Développement (FONRID) dont le rapport d'analyse des offres technique a été transmis à l'AFD en décembre 2016 pour ANO , iii) participé à la préparation du dossier de recrutement de trois cent (300) nouveaux chercheurs au MINRESI; iv) poursuivi la mise en œuvre des recommandations issues du Dialogue de haut niveau, tenu le 12 novembre 2015, entre la Recherche et les partenaires privés au développement (Entreprises, Groupements économiques etc.) et qui a abouti à la signature de conventions de partenariat entre le MINRESI et le GICAM d'une part et le MINRESI et la Chambre du Commerce, de l'industrie, des mines et de l'artisanat du Cameroun (CCIMA) d'autre part.

➤ Projets de recherche finalisée mis en œuvre par l'IRAD

L'accélération de l'exécution des activités des différents projets à travers la mise en œuvre des recommandations issues des réunions trimestrielles/missions de suivi et la tenue des ateliers de présentation des résultats de certains projets ont constitué les points phares des projets de recherche finalisée de l'IRAD.

Ainsi, sous la supervision de l'IRAD, plusieurs réunions se sont tenues. Des missions scientifiques et techniques ont été également conduites dans le but de faire avancer les activités de mise en œuvre des dix (10) projets ciblés sur les produits de grande consommation que sont le riz, le manioc, la banane plantain, la pomme de terre, le sorgho, les fruits, le café et le cacao et les écosystèmes fragiles du Nord Cameroun.

Ces réunions trimestrielles et missions de suivi des projets de l'IRAD ont permis d'apprécier l'état d'avancement des projets de l'IRAD et de proposer des solutions aux éventuelles

difficultés de mise en œuvre, notamment la nécessité pour les projets en retard de faire des demandes d'approvisionnement des fonds pour le compte de la troisième tranche de financement. Une des principales difficultés levée dans la mise en œuvre de ces projets a été la remise aux chefs des dix projets de dix-neuf (19) véhicules pick-up 4x4 acquis sur fonds C2D.

Par ailleurs, les parcelles d'essais ont été expérimentées en vue de la multiplication et de la vente des semences. Les fonds issus des ventes ont été soit sécurisés pour une éventuelle procédure de pérennisation desdits projets, soit réinvestis dans les cycles de production. Une quantité de semences a été distribuée aux producteurs, et une autre partie stockée pour servir au recyclage des cultures pour les futures campagnes agricoles.

D'autres activités (formation des acteurs, encadrement des stagiaires et supervision technique des mémoires, transformation des produits, mise en place des Champs Ecoles Paysannes et les parcs à bois, tenue des ateliers de restitution sur le traitement des données issues d'expérimentations et d'enquêtes des Chercheurs impliqués dans les Projets IRAD-C2D/PAR) ont également été menées.

D'autres projets (Légumineuses, Riz, Horticulture et Agrosystème du Nord-Cameroun) ont tenu des ateliers de présentation des résultats enregistrés pendant les années 2014-2016 au cours de la période sous revue. Ces ateliers ont permis de toucher du doigt les résultats palpables de ces projets.

C'est le cas pour les projets légumineuses et riz, des semences des différentes spéculations (Riz, Arachide, Haricot commun, Soja, Niébé et Voandzou) et de quelques produits transformés (biscuits, viande de soja/riz, lait de soja, bouillie de soja/riz, tourteaux séchés de soja etc.). Pour les projets Horticulture et Agrosystème du Nord-Cameroun, il y a la mise en place des parcs à bois et arbres fruitiers.

En outre, le Secrétariat Exécutif a organisé la participation des projets du C2D-PAR Sorgho (variété CS 54) et Manioc (variété 8034) au 44^{ème} Salon International des inventions de Genève, tenu en avril 2016, afin d'exposer certaines innovations, inventions, acquis et résultats issus de l'exécution desdits projets. Tous ces produits ont été récompensés par la médaille d'or dans leurs catégories respectives.

Les projets C2D PAR/IRAD ont également participé aux différentes Journées d'Excellence de la Recherche Scientifique et de l'Innovation et à des journées portes ouvertes organisées au niveau régional afin d'exposer les résultats de la recherche. Certains projets (pomme de terre, légumineuses) ont participé au Festival Medumba à Bangangté en juillet 2016, aux JERSIC régionales.

➤ **Projets de Recherche - Développement sur Fonds Compétitifs**

Des projets concernés dans ce volet sont issus de trois Appels à Manifestation d'Intérêt (AMI). Le processus de financement des Projets de Recherche - Développement sur Fonds Compétitifs a été bouclé par la signature en août 2016 des dernières conventions de subvention entre le MINRESI et les partenaires privés au développement du troisième appel au projet.

S'agissant du premier et du second AMIs, excepté le projet COOPAFERLOS pour lequel de nombreuses réserves ont été émises quant à son exécution et sa capacité à respecter le cahier de charges ainsi qu'à tenir les délais qui lui sont impartis, tous les autres projets financés (LES TALESS – SIEMEF, AGRO – PME Ingénierie, et Centre Technique de Garoua pour le premier AMI et Groupe SIA, GIE-Université de Dschang, INADES Formation Cameroun, GIC NERICA et BF LOGISTIK & CS pour le seconde AMI) sont assez bien exécutés sur le terrain malgré quelques difficultés liées au montage des projets et au non respect des engagements par certains partenaires desdits projets.

En ce qui concerne le troisième AMI, la signature des conventions de subvention et l'approvisionnement des comptes des projets kemit Ecology, Géovectorix, Living Trust Forest (LIFT), Institut Catholique Saint Jérôme de Douala (IUCSJD), Tropical Forest and Rural Développent (TF-RD), Coop-ca/Probapam, le Diocèse d'Obala et Association Baka Biosphère ont marqué le démarrage effectif de ces projets sur le terrain.

Des missions de suivi/évaluation effectuées par le Secrétariat Exécutif et le CIRAD aux mois de février, mars et août 2016 ont également permis de dresser un bilan positif de l'état d'exécution de ces projets.

➤ Expertise scientifique du CIRAD

Le CIRAD a continué à apporter son appui aux porteurs des projets de l'IRAD et ceux sur Fonds de Recherche à Base Compétitive en organisant les missions d'expertises scientifiques et techniques des différents projets ainsi que des formations sur différents thèmes dans l'optique d'améliorer la mise en œuvre desdits projets. Cette structure a également participé à toutes les réunions et missions de suivi organisées par le Secrétariat Exécutif dans le cadre de la mise en œuvre des projets des deux composantes suscitées.

Tableau 22: Récapitulatif des actions menées par le CIRAD en 2016

Actions 2.1 : Poursuivre le suivi et l'appui des projets en cours	Période d'intervention
Appui à la mise en place d'un système de gestion efficace des centres de qualité du projet riz	<i>avril 2016</i>
Appui au projet volaille sur la mise au point des formules alimentaires et sur la conception des programmes prophylactiques	<i>avril 2016</i>
Mission générale de terrain. Etat des lieux sur l'environnement des projets	<i>mai 2016</i>
Atelier sur la certification des semences et la création d'un catalogue des variétés	<i>Juin 2016</i>
Tenue de l'atelier de formation sur des « cadres conceptuels et méthodologiques d'analyse de l'innovation du secteur agricole et alimentaire au Cameroun » à l'endroit des nouvelles recrues de l'IRAD	<i>Octobre-novembre 2016</i>
Action 2.2 : Former les porteurs de projets à la valorisation économique	
Formation 1 : Analyse sensorielle et exploitation des résultats	<i>Juillet 2016</i>
Action 2.3 : Accompagner à titre pilote ou expérimental la valorisation des résultats de la recherche de projets présentant le meilleur potentiel	
Missions de terrain pour la mise en œuvre de la phase Développement du (des) projet(s) présentant le meilleur potentiel économique	<i>Avril 2016</i>
Formation à l'analyse statistique des résultats	<i>Juin 2016</i>

➤ **Fonctionnement du Comité de Pilotage et du Secrétariat Exécutif**

Dans l'optique d'accélérer les activités de mise en œuvre du programme, le **Secrétariat Exécutif** a :

- Organisé la tenue de trois sessions du COPIL et deux sessions du Comité Scientifique au cours desquelles, l'état d'exécution du Programme, la feuille de route du Programme, la méthodologie simplifiée de sélection des projets du Fonds de Recherche sur Base Compétitive (FRBC) ainsi que les projets de l'AMI 3 éligibles au financement ont été validés ;
- suivi la mission de supervision de l'AFD au mois de février 2016 dont l'objet principal était « l'évaluation de l'état d'exécution du Programme et les difficultés rencontrées ». D'importantes recommandations en sont issues dans le but de faire avancer la mise en œuvre du Programme ;
- Organisé la participation du programme à la 10^{ème} session du COS tenue en février 2016, à la Réunion de Synthèse et d'Orientation (RSO) des Programmes C2D du secteur rural ainsi que celle des bimestrielles organisée par le STADE-C2D

Par ailleurs, le projet de document de programme de C2D de 3^{ème} génération a été élaboré. Ce document comporte deux projets i) la création d'un Fonds national de la recherche et l'innovation pour le développement (FONRID) dont l'étude de faisabilité a été lancée, et la création d'un Centre franco-camerounais en biogéosciences de l'environnement dont les TDR ont été élaborés et transmis au CTB pour solliciter le financement sur fonds préparatoire C2D.

En perspective, l'accélération de la mise en œuvre des activités est requise eu égard à l'imminence de la date limite d'utilisation des fonds fixée au 30 juin 2017.

III 3-2 - 3 C2D - CULTURE

Avec un taux d'exécution financière de 50,3%, et de mise en œuvre technique des activités estimé à près de 80 % tout laisse croire que ce programme sera clôturé au premier trimestre 2017. L'acquisition et l'équipement de la Bibliothèque Mobile ainsi que le lancement officiel de ses activités et l'organisation des deuxièmes assises sur les industries culturelles ont été les activités phares du programme au cours de l'année 2016.

III 3-2 – 3-1 La mobilisation des fonds

Avec la réception finale des activités des différentes composantes, le rythme de consommation sera accéléré.

Tableau 23: Situation financière du programme C2D-CULTURE au 31 décembre 2016

Composantes	Dotation fonds C2D (en FCFA)	Décaissement BEAC	Paiement CAA
Acquisition d'une bibliothèque Mobile	81 500 000	524 000 000	76 721 558
Aménagement de la Galerie d'Art contemporain (annexe du musée national) à Yaoundé.	160 000 000	décaissé au 30 juin 2016, soit	8 444 278

Composantes	Dotation fonds C2D (en FCFA)	Décaissement BEAC	Paiement CAA
Confection et publication d'un catalogue sur l'architecture coloniale.	22 500000	100%	6 601 382
Développement des volets formation et cinéma ambulant du projet « Shoot in Cameroon »	95 627 500		43627500
Organisation des 2 ^{èmes} assises des Entreprises et Industries culturelles au Cameroun.	72 727 000		53 299 950
Management du Projet	91 645 500		75 069 374
TOTAL	524 000000		263 764 042

III 3-2-3-2 La mise en œuvre du Programme

➤ L'Acquisition d'une bibliothèque Mobile

La quasi-totalité des activités de ce projet qui a pour objectif de redynamiser le réseau de lecture publique au Cameroun, à travers la mise en circulation d'un bibliobus à destination des populations vivant dans les zones périphériques de la ville de Yaoundé a été réalisée. Un bibliobus a été acquis, aménagé et équipé avec 2763 ouvrages. L'équipe d'animation composée de sept (07) personnes a été formée.

Les villes-pilotes ont été arrêtées (Obala, Okola, Mbankomo, Ngoumou, Akono, Awaé, et Mbalmayo) et des simulations qui ont démontré un réel intérêt pour cet équipement avec un taux de fréquentation moyen de 95 usagers en 3 heures d'animation ont été faites.

La cérémonie officielle de lancement a eu lieu à Mfou, le 28 septembre 2016, à laquelle ont pris part outre le MINAC, l'Ambassade de France, la CAA, les CVUC, le MINFI et les autorités locales. A cette occasion, plus de 500 usagers ont été recensés et ont participé aux animations. Depuis lors, les rotations régulières ont démarré et ont déjà couvert les villes de Mfou, Okola, Mbalmayo et Awaé.

Il a été tout de même constaté que les rotations du bibliobus seront réduites en raison du fait que le budget du MINAC et celui du C2D n'ont pas prévu pour l'exercice en cours du carburant pour ledit bibliobus.

La présence de ce bus a été également remarquable au Festival National des Arts et de la Culture (FENAC) en novembre 2016 où plusieurs visiteurs ont lu les ouvrages qui y sont stockés.

➤ L'aménagement de la Galerie d'Art Contemporain (annexe du musée national) à Yaoundé.

La Galerie d'Art contemporain (annexe du musée national) de Yaoundé, destinée à devenir une salle d'exposition temporaire pour la promotion et la vulgarisation de la culture. A cet effet, le soumissionnaire Ets Debozard a été retenu au terme d'une procédure d'AONR lancée après la réalisation de l'étude architecturale. Ce soumissionnaire a été notifié pour le

démarrage des travaux en octobre 2016, pour une période de trois (03) mois. A ce jour, le taux de l'exécution physique des travaux se situe à environ 50%.

➤ **Le développement des volets formation et cinéma ambulant du projet « Shoot in Cameroon »**

Le volet formation consiste à former un certain nombre de professionnels dans différents métiers du cinéma. Le marché y relatif a déjà été attribué au Groupement Ecrans Noirs-Terre Africaine et la procédure pour la signature dudit marché suit son cours. Les spécialisations suivantes qui ont paru indispensables à la relance du secteur ont été arrêtées en concertation avec le SCAC : la direction de production, la régie, l'assistanat de réalisation, le scénario, la caméra, le son, ainsi que la projection et l'animation. Le volume global de formation a été arrêté et les formateurs sont en cours de mobilisation.

Le volet cinéma ambulant, confié à l'Association Cinéma Numérique Ambulant a été entièrement exécuté dans quatre Régions (Adamaoua, Centre, Littoral et Sud-Ouest). Au total, 100 projections ont été réalisées dans 50 localités rassemblant ainsi 27 745 spectateurs. De nombreux professionnels ont également pris part aux échanges avec le public.

➤ **La confection et la publication d'un catalogue sur l'architecture coloniale.**

Pour l'édition des catalogues sur le patrimoine architectural de la ville de Yaoundé, le marché a été passé avec la Fondation Paul Ango Ela (FPAE). Les Avant Projets Sommaire et Détaillé ont été produits par le prestataire et validés par le Maître d'Ouvrages. Le processus d'impression desdits catalogues est en cours.

➤ **L'organisation des 2èmes assises des Entreprises et Industries culturelles(IC) au Cameroun.**

Les actions de cette composante devraient permettre aux décideurs de disposer d'un outil visant à mieux apprécier l'impact des IC sur l'économie nationale et de mieux évaluer les freins au développement harmonieux de ces IC au Cameroun afin d'élaborer, le cas échéant, un programme de soutien aux opérateurs.

Cette activité a été entièrement réalisée en 2016, à travers une convention avec la Fondation Paul Ango Ela (FPAE). A l'issue des Assises, il a été élaboré un rapport dit « opérationnel » qui propose un cadre de mise en œuvre pour concrétiser les priorités retenues. Il s'agit essentiellement de trois stratégies :

- ❖ **Disposer d'outils d'aide à la décision et d'instruments de veille** par la mise en place d'un système d'information et d'un réseau permettant aux acteurs culturels et aux responsables nationaux d'avoir les contacts et les sources afin de consolider les activités.
- ❖ **Mutualiser les ressources et mettre en réseau les compétences**, les initiatives et les territoires, du local au global. Cela revient à combiner les

échelles et les moyens, en assurant une cohérence entre les options politiques (Directives de l'UA, de la CEEAC, actions du niveau central et des collectivités décentralisées) et les stratégies des opérateurs mais aussi en activant les dispositifs qui existent, notamment du FEICOM, pour augmenter la contribution des CTD au développement des activités culturelles.

- ❖ **Instituer un cadre de dialogue et de suivi permanent** qui privilégie la collaboration et la concertation entre toutes les parties prenantes

Enfin, le rapport opérationnel recommande quatre programmes :

- **Les Journées des Arts et de la Culture** qui consistent à organiser des manifestations et des événements pour améliorer la connaissance et la fréquentation des différentes disciplines artistiques ;
- **Les pôles de créativité** qui consistent à proposer des lieux à fonctions croisées pour accueillir des artistes, le public et soutenir des porteurs de projets culturels ;
- **La labellisation** à travers la création d'un label « Fabriqué au Cameroun » pour les produits et services des industries culturelles et créatives ;
- **La reconnaissance de l'artiste** en définissant le statut des artistes, des créateurs et des entrepreneurs de la culture pour garantir leurs droits et une protection sociale.

La duplication des rapports est en cours pour diffusion aux différentes parties-prenantes.

➤ **Management du Projet**

En plus du suivi quotidien de la mise en œuvre du programme, les responsables de ce programme ont préparé et participé à la dixième session du COS-C2D tenue en février 2016 et aux réunions/événements organisés par le STADE-C2D au cours de la période sous revue.

En perspective, il reste attendu la réception des catalogues, la réception des travaux de la Galerie d'Arts contemporain, le démarrage de la formation dans le secteur du cinéma ambulant ainsi que l'organisation d'un Comité de pilotage.

III-3-2-4 C2D-FORMATION PROFESSIONNELLE

En rappel, le C2D MINEFOP se décline en deux (02) projets à savoir : i) la mise en place des Centres de Formation aux Métiers ruraux non agricoles (**CFM**) pour FCFA 6,5 Mds; et ii) la mise en place des Centres de Formation Professionnelle Sectoriels (**CFPS**) d'un montant de FCFA 9,8 Mds. Les conventions d'affectation n° **CCM 1276 01 P** et **CCM 1277 01 P** y relatives ont été signées respectivement les **28 juin 2012** et **19 décembre 2014**.

L'année 2016 a été principalement marquée par: **i)** les tenues des 6^{ème} et 2^{ème} sessions des COPIL des deux projets CFM et CFPS respectivement; **ii)** le remplacement de l'Assistant Technique International (ATI) du projet CFM; **iii)** le recrutement de l'Assistant Technique International (ATI) du projet CFPS ; **iv)** la poursuite des procédures de sécurisation des sites devant abriter les Centres; **v)** la poursuite du processus de recrutement des personnels complémentaires à l'USCP ; **vi)** les tenues de séances de restitution/validation des documents

(dont APS/APD, Manuel de procédures, rapports d'activités) de mise en œuvre des deux projets ; **vi**) la finalisation des projets de PTAB 2017 des deux Projets.

III-3-2-4-1 Projet 1 : Mise en place des Centres de Formation aux Métiers (CFM)

Ce projet a pour finalité le développement économique des zones rurales, en améliorant et en diversifiant l'offre de formation professionnelle en faveur des métiers ruraux non agricoles, en concertation étroite avec les différents secteurs économiques afin de renforcer la compétitivité, la diversification de l'économie locale et l'amélioration de l'accès des jeunes à l'emploi.

Antérieurement à 2016, les activités réalisées avaient permis de définir le cadre conceptuel et des modalités d'implantation des CFM dans les régions, de valider les filières et métiers qui feront l'objet des formations dans les centres, et de mener des études d'analyse des situations de travail.

En 2016, les avancées de mise en œuvre de ce projet sont essentiellement les suivantes :

III-3-2-4-1 -1 Insertion des CFM dans leur environnement, cadre réglementaire, renforcement des capacités

Le remplacement pour cause de maladie du premier Assistant Technique International (ATI) du Cabinet SOFRECO a permis le rattrapage des retards accumulés. A cet effet, les travaux conduits par le nouvel ATI ont abouti à la production par le Cabinet SOFRECO des deuxième, troisième et quatrième rapports semestriels. A la lumière du rapport de suivi et d'analyse et de l'Ingénieur du marché y relatif, ceux-ci ont été validés par la Commission de recette dudit marché. Les livrables y contenus, dont notamment les projets de Statut Juridique (GIP) et de Modèle Economique des CFM, les rapports Analyses des Situations de Travail (AST) dans les différents métiers retenus pour les formations à dispenser, les Avants Projets Sommaire et Détaillés (APS et APD) du CFM de Bandjoun, ont pré-validés par les visas nécessaires et/ou réceptionnés par les instances appropriées à toutes les étapes.

Par ailleurs, les services centraux (Inspection Générale des Formations et Direction de la Formation et de l'Orientation Professionnelle) du MINEFOP ont été impliqués dans le processus de rédaction des référentiels de formation. Dans le cadre des études locales, Ils ont également accompagné les acteurs locaux lors des consultations relatives à la réalisation des AST qui ont abouti à l'identification d'une liste de métiers correspondants aux quatre programmes de formation prioritaires (Transformation et conservation des produits végétaux ; Transformation et conservation des produits carnés ; Mécanique d'entretien et fabrication mécanique/énergie renouvelable ; Production d'intrants pour l'alimentation de bétail, volaille et poissons).

S'agissant du fonctionnement et du pilotage, le logiciel TOM2PRO a été acquis pour la tenue de la comptabilité du programme, en cohérence avec celui de la CAA. Une mission d'audit portant sur les exercices 2013 et 2014 a été réalisée et le rapport y relatif a été réceptionné. De l'avis du Consultant, les états financiers du projet C2D-CFM présentent fidèlement les situations financières des années 2013 et 2014 sous leurs aspects significatifs. Des

observations à prendre en compte par l'équipe du projet pour une meilleure tenue et gestion des dossiers à l'avenir ont cependant été formulées relativement au respect du manuel de procédures et de la réglementation des marchés publics. L'audit de l'année 2015 a été lancé en décembre 2016 après réception par le Cabinet de l'ordre de service de démarrer les prestations de la deuxième phase. Enfin le PTAB 2017 a été élaboré et validé au cours de la 6^{ème} session du COPIL tenue dans la seconde moitié du mois de décembre 2016.

III-3-2-4-1 2 Appui à la mise en place des CFM

Les études architecturales (APS et APD) du CFM de Bandjoun ont été validées, tandis que celles des trois autres CFM (Maroua, Ndop et Ebebdja) sont en cours de finalisation. Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) pour la construction du CFM de Bandjoun a été lancé par le MINMAP. L'analyse des offres financières pour le recrutement des BET qui seront chargés du contrôle des travaux est en cours. En outre, les études d'impact environnemental et social des quatre sites sont également lancées.

Concernant la sécurisation juridique et foncière des sites, les démarches administratives entreprises par le Maître d'ouvrages ont abouti à la délivrance de deux décrets d'affectation pour Bandjoun et Maroua. La délivrance des deux autres décrets reste assujettie à la transmission par le MINDCAF des dossiers y afférents aux Services du Premier Ministre.

S'agissant de la mise en place des Partenariats Techniques, des axes stratégiques ont déjà été identifiés avec certaines entreprises. Des discussions sont en cours pour l'élaboration des différentes conventions y afférentes.

En perspective pour 2017, il est prévu principalement : i) le lancement des constructions des CFM; ii) la poursuite de la sécurisation des sites et la finalisation des études architecturales ; iii) le suivi des activités de l'ATI et iv) la finalisation de l'audit de l'année 2015.

Sur le plan financier, le taux de consommation du projet s'élève à 4,7%.

III-3-2-4-2 Projet 2 : Mise en place des Centres de Formation Professionnelle Sectoriels (CFPS)

Ce projet vise à favoriser la croissance économique et à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes au Cameroun, à travers l'amélioration de l'offre de formation répondant à la fois aux besoins de formation des jeunes et à ceux du marché du travail. Trois secteurs porteurs de l'économie ont été retenus par le MINEFOP, en lien avec le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE).

Les principales avancées de mise en œuvre sont présentées ci-dessous pour les trois composantes de ce projet.

III-3-2-4-2 -1 Lancement de la phase transitoire

Dans l'attente de la construction des infrastructures conditionnée par le recrutement d'un Opérateur d'une part, et la réalisation des études préliminaires et les procédures de lancement des appels d'offres d'autre part, il a été décidé qu'une phase zéro du programme

soit mise en œuvre. Cette phase vise à i) apporter de l'appui-conseil aux entreprises dans l'identification de leurs besoins en compétences à moyen terme, ii) renforcer les capacités du GICAM par la méthode d'approche par compétences ; et iii) lancer le cas échéant des formations continues intra ou inter-entreprises.

Dans ce cadre, deux protocoles d'entente (MINEFOP-GICAM et MINEFOP-PAPESAC) ont été signés; un Conseiller en formation et un Chargé du Partenariat et des Relations Publiques ont été recrutés respectivement au GICAM et à l'Unité de Suivi et de Coordination du Projet (USCP). Ils ont bénéficié de trois modules de formation de renforcement de compétences en techniques de recueil et d'analyse des besoins de formation en entreprises, gestion et mise en œuvre d'une formation professionnelle. En outre, des réunions de sensibilisation au projet des entreprises intéressées se sont tenues. Une base de données pour chacun des secteurs a été mise sur pied et des Groupes Sectoriels de Travail (GST) ont été constitués.

III-3-2-4-2 -2 Appui au pilotage et au suivi du projet

Les activités de pilotage et de suivi du programme se sont poursuivies avec comme principaux résultats l'aboutissement en décembre 2016 du processus du recrutement de l'Opérateur (Assistant Technique International), de la validation du manuel de procédures du programme, l'élaboration du projet de PTAB 2017 et la tenue de la deuxième session du Comité de Pilotage (COPIL).

III-3-2-4-2 -3 Appui à la mise en place des CFPS

Les axes essentiels des activités menées dans cette composante s'articulent autour de la délimitation et la sécurisation des sites d'une part, et des études techniques architecturales et d'impact environnemental et social d'autre part.

S'agissant du premier aspect, pour le site d'Edéa devant abriter le CFPS Maintenance Industrielle et Transport/Logistique sur une superficie de 07 ha, le dossier technique a été transmis par le MINDCAF aux Services du Premier Ministre. Le décret portant affectation du site reste attendu. Le Décret d'affectation du site de Douala, de 04 ha pour le CFPS en Agro-industrie ayant été délivré en décembre 2015, le certificat d'inscription faisant foi de titre foncier a été signé en novembre 2016. La sécurisation dudit site par l'implantation des bornes et des plaques signalétiques est en cours.

Pour ce qui est études préliminaires, celle de la programmation architecturale sur le CFPS d'Edéa a été réceptionnée. Le MINMAP a donné son autorisation pour la passation en procédure de gré à gré des marchés de réalisation complète des études techniques et architecturales du CFPS de Douala et des études d'impact environnemental et social de tous les CFPS.

Les perspectives d'actions en 2017 portent entre autres sur i) l'animation des rencontres des GST au GICAM et la mise en œuvre des modules de formation dans le cadre de partenariat avec les entreprises et autres organismes de formation ; ii) la réalisation des

études en urgence pour permettre l'élaboration tout aussi rapide des dossiers d'appels d'offres pour la construction des infrastructures des CFPS d'Edéa et de Douala ; et iii) la poursuite des activités de coordination et le suivi du Projet, à travers le suivi des activités de l'Assistant Technique et de celles de mise en place des CFPS, ainsi que la préparation des dossiers et la participation aux réunions et missions du STADE-C2D et de l'AFD.

Sur le plan financier, le taux de consommation du projet s'élève à 0,8%.

III-3-2-5 PROGRAMME D'APPUI AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES (PMEAA)

Excepté le recrutement et la prise de service de l'Assistance Technique Internationale, ce programme n'a pas eu d'évolution majeure dans sa mise en œuvre au cours de l'année 2016. Le non respect du manuel de procédures a entraîné la suspension à titre conservatoire des paiements sur les comptes spéciaux et auxiliaires du Programme par l'AFD. La levée de la suspension a été notifiée par l'AFD suite à la validation du rapport de l'audit commis à cet effet par le CTB.

Cependant, compte tenu du comportement conflictuel persistant des responsables de ce programme qui n'a pas favorisé la mise en œuvre des activités, le Coordonnateur National et le Responsable de Suivi Evaluation ont été à leur tour suspendus de leurs fonctions par le MINPMEESA, et un Administrateur Provisoire a été nommé en novembre 2016. Sa feuille de route a consisté à remettre le personnel au travail, créer les conditions idoines d'une saine collaboration, responsabiliser les différents chefs de composantes et relancer l'exécution des activités prévues dans le PTAB 2016 afin d'atteindre les résultats conformément aux objectifs assignés au Programme.

III-3-2-5-1 La mobilisation des fonds

Les comptes programmes n'ayant été approvisionnés qu'en fin 2016, les paiements effectués ont été réalisés sur les reliquats de l'année 2015.

Tableau 24: Situation financière du programme C2D-PMEAA au 31 décembre 2016

Composantes	Dotation fonds C2D (en millions de FCFA)	Décaissement BEAC	Paiement CAA
Service d'Information Technico-économiques (SITE) et animation des bassins:	272 250 000	24 800 000	12 744 100
Appui aux établissements de micro finance - EMF	532 834 000	6 325 000	1 700 000
Renforcement des prestataires des SAE et développement des Services non financiers adaptés aux PMEAA et aux OP	564 065 000	17 955 000	11 380 785
Appui à la Maîtrise d'Ouvrage et à la Maîtrise d'œuvre du Programme:	1 787 332 000	402 237 000	402 216 117
Imprévus 4%	123 304 000	0	0
Total	3 279 785 000	451 317 000	428 041 002

III-3-2-5-2 La mise en œuvre du Programme

Composante 1. Service d'Information Technico-économiques (SITE) et animation des bassins

Elle vise la production des données technico-économiques et l'animation des bassins de production concernés par le programme. Pour les activités de développement de la task force des Cadres de Concertation des 2 bassins, les missions ont été conduites dans les deux bassins à l'effet d'identifier, mobiliser et sensibiliser les acteurs du Cadre de Concertation de chaque bassin. Au total, soixante (60) acteurs institutionnels ont été mobilisés et un schéma de cadre de concertation élaboré. A ce jour, vingt-et-deux (22) PME/OP ont été enregistrés. Le Benchmarking a été réalisé pour les sites Internet agroalimentaire, la formation et l'équipement de transformation agricole, et les TdR pour la réalisation du site Web ont été élaborés. Deux (02) meilleures offres ont été reçues et sont en cours d'évaluation.

Par ailleurs, le consultant chargé de la réalisation des études et formations du service d'informations technico-économiques du programme d'Appui aux PME Agricoles et Agroalimentaires a été recruté et l'ordre de service de commencer les prestations notifié en août 2016.

Composante 2.Appui aux établissements de micro finance - EMF

L'objectif est de financer des PMEAA à travers les EMF pour répondre aux besoins exprimés par les acteurs (PMEAA, OP, EMF) dans les 2 bassins de production et les filières choisies. Pour cela, des séances d'animation et de brainstorming ont été organisées au cours desquelles 30 EMF ont été mobilisés dans les deux bassins. Une liste provisoire de 19 EMF futurs partenaires est disponible et est en cours d'études pour adoption définitive. Le Schéma de financement des PMEAA a été élaboré et le manuel de procédures est en cours de finalisation. Dans le cadre des activités à réaliser en partenariat avec le PADMIR, une convention de collaboration a été élaborée et est en cours de finalisation. Les axes de collaboration avec le fonds de facilitation ont été définis et un mémo sur le financement des PMEAA a été élaboré.

La procédure de recrutement de consultants chargés de la réalisation d'études, évaluation, formation et accompagnement des Etablissements de Micro finance (EMF) pour le financement des PMEAA est en cours.

Composante 3.Renforcement des prestataires des SAE et développement des Services non financiers adaptés aux PMEAA et aux OP

Cette composante a pour objectif, le renforcement des dispositifs de service aux entreprises et aux OP et la définition du mode opératoire d'un mécanisme de « chèque service » devant faciliter l'accès des PMEAA et OP aux prestations basées sur les besoins d'appui préalablement approuvés par le Programme. Ainsi, au cours du premier semestre consacré à l'identification et sensibilisation des OP/PMEAA/SAE des deux bassins, 590 consultants, 40 cabinets et associations et 606 OP/PMEAA ont été mobilisés. Le Schéma conceptuel du

chèque service et le manuel de procédures de cette composante ont été élaborés et réélus à l'interne par la CCP. La liste des produits à adresser aux PMEAA affinée et disponible et un guichet chèque service a été proposé à la BCPME. Dans le cadre du suivi des activités de la KAIZEN, cinq (5) PMEAA ont bénéficié de ses produits dans le bassin de l'Ouest ainsi que deux (2) dans le bassin du Centre. Les travaux du groupe de travail chargé de mener des réflexions sur le développement du système de chèque service formation en synergie avec l'Agence des PMEAA et sur le 3ème volet du C2D PMEAA se sont poursuivis. Une note conceptuelle commune sur l'élargissement du Programme dans le 3ème C2D a été transmise à l'AFD.

Aussi, la procédure de recrutement d'un consultant chargé de l'évaluation, de la formation, du coaching des Services d'Appui aux Entreprises(SAE) et de l'appui aux Organisations Paysannes(OP) suit son cours au MINMAP.

Composante 4. Appui à la Maîtrise d'Ouvrage et à la Maîtrise d'œuvre du Programme

Les activités de cette Composante visent à assurer la coordination et la gestion quotidienne du programme à travers la Cellule de Coordination du Programme (CCP) et ses deux antennes au niveau des deux bassins de production. Ces activités ont consisté en :

- La prise de fonction de l'Assistance technique Internationale en août 2016.
- L'élaboration du plan de communication ainsi que la production de matériels de communication (logo, kakemonos, dépliants enseignes lumineuses etc....) ;
- L'acquisition de matériels roulants et de bureaux (véhicules, matériel informatique, mobilier) ;
- L'organisation et la tenue de l'Atelier technique de lancement des activités du Programme et du COPIL;
- L'élaboration du projet PTAB 2017 ;
- Le renforcement des capacités du Responsable de Suivi-Evaluation à l'utilisation du système d'exploitation web et celles du Responsable Administratif et financier sur l'utilisation du logiciel TOMPRO.
- la participation des responsables de composantes au séminaire de formation sur le financement de la chaîne de valeur organisé par AFRACA.

ANNEXES

MATRICES D' ACTIONS DES PROGRAMMES

MATRICE DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU C2D AU 31 DECEMBRE 2016
SECTEUR DES INFRASTRUCTURES

Programme : C2D Routier (Deuxième Pont sur le Wouri)

Partie de l'ouvrage	Consistance des travaux (travaux attendu pour tout le projet)	Avancement des travaux obtenu au terme du 31 décembre 2016	Etat des Avancement des travaux	Avancement global des travaux	Avancement financier	Observations
Fondation	• 52 pieux en rivière Ø2500mm • 30 pieux sur berge Ø1500mm	• 52 pieux en rivière Ø2500mm • 30 pieux sur berge Ø1500mm	100%	84%	74,5%	Difficultés rencontrées lors des travaux de fondations Arrêt des travaux pendant 2,5 mois en janvier 2015 suite à un accident sur l'estacade (heurt d'un navire à la dérive)
Elévations du viaduc	• 07 chevêtres sur pile • 02 chevêtres sur culée	• 07 chevêtres sur pile • 00 chevêtre sur culée	100% 0%			
Travaux du tablier du viaduc	• 756ml de viaduc routier • 746ml de viaduc ferroviaire	• 716,3ml de viaduc routier • 748 ml de viaduc ferroviaire	94% 100%			
Travaux des voies d'accès	• 1500m d'accès côté Déïdo • 600m d'accès côté Bonabéri	• 525 m d'accès côté Déïdo • 360 m d'accès côté Bonabéri	35% 60%			

Programme : C2D Urbain (Drainage pluvial de Douala)

Lots	Consistance des travaux (travaux attendu pour tout le projet)	Nature des travaux réalisés	Avancement des travaux par poste	Avancement global des travaux au 31/12/2016	Avancement financier	Taux de consommation de délais	Observations/difficultés
Lot 1, construction de 24,7 km de canaux des drains: LECLERC-MBOPI-MGOUA-NEW BELL NORD-NEW BELL SUD	Travaux préparatoires	Projet d'exécutions en cours, installations de chantier achevées	750%	6,10%	20,00%	29,58%	Non disponibilité du Décret d'indemnisation des riverains affectés par le projet.
	Canaux	Pompage, déblais/remblais voiries, pose de voiles préfabriqués, ferrailage/bétonnage radier	drain NEW BELL NORD AXE2: 30%, drain MGOUA AXE2: 31,65%, MBOPI AXE1: 7,69%				
	Dalots	RAS	0%				
	Passerelles	RAS	0%				
	Voies de desserte	RAS	0%				
	Ouvrage de transitions	RAS	0%				
	Rampes d'accès	RAS	0%				
	Confluences	RAS	0%				
	Reprofilage exutoires	Reprofilage de l'exutoire du MGOUA terminé (5045 ml)	100%				
Lot 2, construction de 23,55 km de canaux des drains: BONASSAMA-BONNES COURSES-KONDI-MBANYA - TONGO'A BASSA	Travaux préparatoires	Projet d'exécutions en cours, réception des installations de chantier en cours	79%	6,75%	24,28%	29,58%	
	Canaux	déblais, purges, remblais en enrochement, implantation emprise	Drain Bonne Courses : 2,61%, KONDI : 1,07%				
	Dalots	RAS	0%				
	Passerelles	RAS	0%				
	Voies de desserte	RAS	0%				
	Ouvrage de transitions	RAS	0%				
	Rampes d'accès	RAS	0%				
	Confluences	RAS	0%				
	Reprofilage exutoires	RAS	Exutoire N°1 BONNE COURSE: 27%; KONDI : 100%				

Programme : C2D-Urbain (Capitales Régionales)

Volets	Activités à exécuter	Résultats attendus au 31/12/2016	Résultat Obtenus au 31/12/2016	Observations
Composante I: Programme d'Investissement Prioritaire				
Infrastructures de voiries	Les études et les travaux d'aménagement de 73 km de voirie revêtue, de 23 km d'éclairage et de 7,95 km de voie en espace vert dans les villes Bafoussam, Bertoua et Garoua	- Attribution et signature des contrats de Maîtrise d'œuvre complète - Production des Pré-requis et APS des études de construction/réhabilitation de certaines voies des voiries de Bafoussam, Bertoua et Garoua	- Tous les trois marchés de maîtrises d'œuvre ont été attribués et signés - Production des pré-requis pour les lots 2 et 3 des villes de Bertoua et Garoua.	La signature du marché du lot 1 a connu d'important retard d'ordre de trois par rapport aux autres lots des infrastructures de voirie
Equipements marchands	Les études et les travaux d'aménagement de 206563 m ² d'espaces publics en équipements marchands (marchés, gares routières, abattoirs...) dans les villes Bafoussam, Bertoua et Garoua	- Attribution et signature des contrats de Maîtrise d'œuvre complète - Production des Pré-requis, APS et APD des études de construction /réhabilitation des équipements marchands dans les villes Bafoussam, Bertoua et Garoua	- Tous les trois marchés de maîtrises d'œuvre ont été attribués et signés - Production des Pré-requis	Un retard de deux mois est constaté dans la production des livrables par les BET
Services urbains	les études et les travaux de construction de 106 points d'eau potable, de 44 latrines publiques et 240 points d'éclairage public dans les villes de Bafoussam, Bertoua et Garoua	- Attribution et signature des contrats de Maîtrise d'œuvre complète - Production APS et APD des études de construction des services urbains - recrutement des entreprises pour la réalisation des travaux de construction des kiosques à eau, latrines et toilettes publiques - attribution des marchés de pose des candélabres solaires dans les villes de Bertoua, Garoua et Bafoussam	Les prestations des études exécutées en régie Les marchés des travaux de kiosques à eau, latrines et toilettes publiques passés et signés, et les entreprises notifiés.	Quatorze marchés/lettre-commandes ont été signés avec les entreprises locales pour effectuer les travaux des kiosques à eau, latrines et toilettes publiques
Espaces publics	Les études et les travaux d'aménagement de 259 188 m ² d'espaces publics en espaces verts dans les villes de Bafoussam, Bertoua et Garoua	- Attribution et signature des contrats de Maîtrise d'œuvre complète - Production APS et APD des études de construction des services urbains - Elaboration des projets de DAO des travaux d'aménagement des espaces publics en espaces verts	- Tous les trois marchés de maîtrises d'œuvre ont été attribués et signés - les APS et APD ont été élaborés et attendent la validation du Maître d'Ouvrage	L'élaboration du DCE permettra de monter les projets de DAO

Volets	Activités à exécuter	Résultats attendus au 31/12/2016	Résultat Obtenus au 31/12/2016	Observations
Composante II: Appui institutionnel et renforcement des capacités				
Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage en phase d'exécution	Mission d'assistance aux Maitrises d'Ouvrage en phase d'étude et des travaux	- Recrutement de l'AMO - Production du rapport de démarrage des activités d'assistance à maîtrise d'ouvrage	Marché signé et prestation démarré, Production et validation du rapport du premier semestre	Lors de la validation du rapport semestriel, une liste des recommandations avec été définie et partagée aux commissaires pour suivi de mise en œuvre.
Audit Suivi/Evaluation	Prestations d'Audit Suivi/Evaluation	Attribution du Marché	le recrutement du Cabinet devant faire les prestations est en cours	Procédure de passation en cours
Renforcement des capacités des Maîtrises d'Ouvrage locales	Former les agents municipaux pour aux métiers de villes.	Recrutement et démarrage des formations	Les premiers modules de formations se sont tenus en décembre 2016	Le personnel des cellules de suivi ont bénéficié des premiers modules de formation sur la comptabilité. La suite des formations est annoncée en janvier 2017
Fonctionnement/Gestion du programme	Assurer la Coordination et la gestion des activités du programme	- Validation du PTAB 2016 par l'AFD, - Suivi des études - préparation du 1 ^{er} COPIL - Production d'un dossier du bilan à mi-parcours du 2 nd C2D et proposition des projets du 3 ^{ème} C2D.	PTAB validé, Fonds C2D mis à la disposition du programme - les activités de préparation du COPIL ont été menées et la cellule centrale attend la tenue du premier COPIL - Un dossier des propositions des projets des projets du 3 ^{ème} C2D a été produit	Le premier COPIL n'a pas été organisé faute de mobilisation à temps des Fonds de contrepartie

MATRICE DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU C2D AU 31 DECEMBRE 2016

SECTEURS SOCIAUX

Programme : C2D-Santé et Lutte Contre le SIDA

C2D Santé I

Composantes	Activités/Actions	Calendrier initial	Etat d'Avancement	Observations
Composante 1 : Appui aux axes organisationnels et gestionnaire (AOG) de la mise en œuvre de la Stratégie Sectorielle Santé (SSS).	Renforcer la mise en œuvre et le suivi de la stratégie sectorielle santé (SSS).	Horizon 2011	Renforcement des capacités des acteurs du C2D-santé (Cellule C2D-Santé, DCOOP, DAJC, IG, SG, DRH) effectué.	Composante en cours de clôture
	Appui à l'action des inspections générales.	Horizon 2011	Des missions d'inspection régulièrement effectuées auprès du privé, des laboratoires d'analyse et des fabricants des médicaments.	
	Appui au fonctionnement du secrétariat général.	Horizon 2011	Véhicules mis à la disposition du secrétariat Général, des Inspections Générales et des Directions du MINSANTE.	
	Renforcer le processus de viabilisation des districts sanitaires.	Horizon 2011	Activités de renforcement du processus de viabilisation des districts de santé effectuées.	
	Optimiser la gestion des ressources humaines et adapter les programmes de formation aux besoins essentiels du secteur.	Annuel	Recrutement de 150 personnels intégrés à la fonction publique	
	Mettre en place un système national de gestion du patrimoine, des équipements et de leur maintenance.	Annuel	Programme de formation des Sages femmes ainsi que celui de la formation à large échelle des personnels en Soins Obstétricaux et Néonataux Essentiels d'Urgence (SONEU) mis en œuvre.	
	Améliorer la gestion des ressources financières du programme sectoriel (politique d'allocation budgétaire) et favoriser l'accessibilité de tous les ménages à des services essentiels de qualité.	Horizon 2011	Recensement du personnel de la santé effectué. Plan National de Développement des Ressources Humaines (PNDRH) élaboré avec la collaboration de l'OMS et mis en exécution.	
	Améliorer l'accès aux médicaments	Horizon 2011	Concertations permanentes avec les fabricants des médicaments et des pharmaciens. Acquisition des médicaments essentiels au niveau des CAPR réalisée	

Composantes	Activités/Actions	Calendrier initial	Etat d'Avancement	Observations
	essentiels et réguler le secteur pharmaceutique.			
Composante 2 : Contractualisation du secteur privé non lucratif.	Mettre en place une politique partenariale et un cadre contractuel avec le secteur privé confessionnel non lucratif. Appuyer la remise à niveau et la restructuration des formations sanitaires privées confessionnelles.	Horizon 2011 Horizon 2011	Développement du partenariat avec le secteur confessionnel privé renforcé. Elaboration et diffusion de la stratégie partenariale et la formation des acteurs. Recensement des PTF en santé et tenue d'un forum sous régional sur le Partenariat Public Privé (PPP). Appui à 14 hôpitaux privés à but non lucratif en termes de réhabilitation et d'équipement ; Appui aux quatre principaux réseaux confessionnels (OSCAR, FALC, CEPCA et RESAFNOM).	Composante en cours de clôture
Composante 3 : Lutte contre les maladies Composante 3.1 : Programme élargi de vaccination Composante 3.2 : Appui au programme SIDA	Rendre les équipements de la chaîne de froid et de la sécurisation des injections opérationnels dans les 10 DPSP à au moins 80 %. Rendre les équipements de la chaîne de froid et de la sécurisation des injections fonctionnels. Mettre en place un mécanisme fonctionnel décentralisé de coordination des appuis et de suivi des activités. Appui à la création à la Faculté de Médecine et de Science Biomédicales de l'Université de Yaoundé (FMSB) d'un diplôme interuniversitaire (DIV) médical de formation à la prise en charge des malades VIH/SIDA. Renforcement de la Direction de la lutte contre la Maladie (DLM) et Extension du	Horizon 2011 Horizon 2010 Horizon 2010	Equipements de la chaînes de froid livrés (1403 réfrigérateurs ordinaires, 08 groupes électrogènes, 198 réfrigérateurs horizontaux). Livraison de 1 204 bonbonnes de gaz sur les 2 806 commandés. 36 incinérateurs installés sur site mais non opérationnels. Formation pour le Diplôme Interuniversitaire par la Faculté de Médecine et Sciences Biomédicales (FMSB) bouclée. Poursuite, malgré d'importants retards des travaux	Composante en cours de clôture Volet ayant connu d'importantes difficultés dans l'exécution des activités commises. Bouclage des activités

Composantes	Activités/Actions	Calendrier initial	Etat d'Avancement	Observations
	dispositif de formation continue mis en œuvre par le GIP ESTHER par : - Le renforcement des capacités des CTA soutenus par ESTHER ; - La décentralisation ; - Le recueil et le suivi des données patients par le logiciel ESOPE ; - Le renforcement de la coordination pays; - la supervision et le suivi des activités.		de tutorat du GIP ESTHER/EXPERTISE FRANCE. Logiciel de suivi ESOPE opérationnel dans les différents CTA. Appui spécial de FCFA 1,3 Mds apporté pour l'achat des ARV.	effectué en septembre 2016 par le GIP ESTHER/EXPERTISE FRANCE.
Composante 4 : Plan d'urgence dans les quatre régions du septentrion et du Sud.	Recrutement de 150 personnels de santé. Achat des médicaments essentiels et des équipements médicaux de base. Renforcement des services d'urgence des 5 hôpitaux provinciaux et du Centre pasteur de Garoua.	2006-2008	Recrutement de 150 personnels de santé. Leur reversement à la fonction publique a été effectué. Médicaments payés et mis à la disposition des 9 districts de santé bénéficiaires. Travaux d'aménagement des services des urgences des hôpitaux régionaux du septentrion effectués et équipement du Centre Pasteur de Garoua acquis de même qu'un système informatique de laboratoire. L'exécution des projets innovants est effective avec la mise en œuvre du projet de distribution des kits obstétricaux dans le septentrion et dans le Sud et le projet de fidélisation du personnel enclenché dans les zones d'accès difficile	Activités de la composante bouclées.

Programme Conjoint C2D/KFW

Composantes	Activités/Actions	Etat d'Avancement	Observations
Améliorer la gouvernance du système santé	-Renforcement des capacités des Fonds régionaux de Promotion de la Santé (FRPS) existants -Création des FRPS dans les 07 autres régions	-Capacités des FRPS du Sud-ouest, du Nord-ouest et du Littoral renforcées 07 FRPS ont été créés dans les autres régions.	Retards importants dans la mise en œuvre de la composante
Améliorer l'accessibilité et la qualité des services de santé	-Mise en place du projet chèque santé -Construction/réhabilitation et équipement des Formations Sanitaires (FOSA)	-Projet chèque santé mis en place dans les trois régions du septentrion (64 Formations Sanitaires (FOSA) couvertes dans 11 Districts de Santé (DS). Un peu plus de 36 000 chèques vendus). AMO et BET recrutés et opérationnels.. Marchés des travaux lancés dans la zone septentrionale.	Important engouement des bénéficiaires pour ce projet dans les zones couvertes Importants retards connus dans la phase de passation des marchés
Renforcer les capacités des coordinations et de gestion du MINISANTE	Assurer le suivi de la stratégie sectoriel ainsi que celui de l'exécution du Programme Conjoint (PC)	-Harmonisation du budget du Programme Conjoint (PC) effectué -Validation du manuel de procédures en cours -Audit du PC pour la période 2009-2012 en phase finale et celui de la période 2013-2014 en cours.	

Programme: C2D-EDUCATION

Composantes	Activités/Actions	Indicateurs de suivi		Calendrier	Etat d'Avancement	Observations
		Effectifs, activités et financements prévus	Effectif réel, financements débloqués et décaissés			
1^{ère} Tranche C2D Education Composante 1 : Contractualisation des Instituteurs Soutien à la politique de contractualisation des instituteurs vacataires et des maîtres des parents.	- contractualisation des instituteurs vacataires et les maîtres des parents ; - recrutement de jeunes diplômés des écoles normales d'instituteurs de l'enseignement général (ENIEG).	37 000 13 300 en 2007 5 500 en 2008 5 500 en 2009 5 800 en 2010 7 100 en 2011	37 200 12 742 en 2007 5 390 en 2008 5 332 en 2009 6 275 en 2010 7 461 en 2011 Ressources C2D entièrement consommées : fcfa24,6 milliards	2007 - 2011 Sept 2006 jan 2007 Sept 2007 Sept 2008 Sept 2009 Sept 2010 De 2007 à déc 2011	100% d'exécution physico-financière, soit : - 37 200 enseignants contractualisés sur l'ensemble du programme en 5ans, dont 37 172 pris en charge ; - et fcfa 24,6 milliards débloqués au profit du Trésor Public ; -Audit des années 2007 et 2008 (Cabinet CAEAC) effectué, rapport disponible ; - Audit des années 2009 à 2011 terminé (rapport définitif transmis au MINEDUB par le Cabinet Deloitte) ; -Logiciel de gestion et de suivi des IC, et un guide d'informations des IC sont disponibles et opérationnels.	Programme achevé, cependant le besoin en enseignants reste important.
Composante 2 AOG1^{ère} phase: Renforcement des capacités de pilotage et de gestion du secteur de l'éducation de base afin d'améliorer la qualité des enseignements et la gestion du système éducatif.	- appui à la définition des orientations et du plan de mise en œuvre d'une révision des programmes du primaire et de l'enseignement matériel, - études diverses sur les différentes réformes à entreprendre ; - perfectionnement des cadres des services centraux et déconcentrés du Ministère dans les différents domaines de gestion ; - mise au point d'un manuel de procédures ;	fcfa 10 milliards initialement prévus dans le programme Voyages d'Etudes et formations Elaboration d'un Manuel de Procédures	Fcfa 1,6 milliard accordé dans la Convention n° CCM 1159 01P Décaissements de la totalité des fonds à partir du compte BEAC	2007 – 2011 Phase préparatoire en 2007 – 2008 Mise en œuvre dès 2009-2011	100% d'exécution physico-financière: - Texte créant la Cellule C2D signé en sept 2007 ; -Personnels de la Cellule entièrement mis à disposition, y compris Assistance technique court terme, Consultant résident de la Cellule et Assistant Comptable; --06 études réalisées et techniquement validés. Rapports disponibles et exploités dans le cadre de la rédaction de la nouvelle SSE en cours d'élaboration; - 165 cadres formés ; - Voyages d'études dans 6 pays africains pour 35 cadres du MINEDUB, rapports y afférents disponibles; - Contrats d'objectif entre la Cellule et les Maîtres d'œuvre signés ; -08séminaires organisés - 10 thèmes de formation assurés ; -Audit sur les 2 premières années 2007-2008	Programme achevé avec Dérogation, à titre exceptionnel, de la date limite d'utilisation des fonds (DLUF), à fin mars 2014, accordée au Maître d'ouvrage pour lui permettre de clôturer de manière satisfaisante la convention CCM 1159 01 P, sans nécessité d'avenant. malgré: -Les résultats des études ont contribué à l'élaboration de la nouvelle stratégie sectorielle de l'éducation

Composantes	Activités/Actions	Indicateurs de suivi		Calendrier	Etat d'Avancement	Observations
		Effectifs, activités et financements prévus	Effectif réel, financements débloqués et décaissés			
	- relance de la collecte nationale des statistiques scolaires.				(Cabinet CAEAC) du programme de contractualisation des instituteurs réalisé, rapport validé et disponible ; -Paramétrage du logiciel de comptabilité achevé ; -Totalité des fonds transférés à la CAA ; -Forum du Livre tenu en décembre 2012 ; -D'autres études supplémentaires et évaluations en cours de préparation ;	
2ème Tranche C2D Education (32,8 milliards)						
1) Composante AOG	Poursuite du programme AOG	Fcfa 8,4 milliards prévus dans la 2è Convention d'affectation	Fcfa 1,9 milliard accordé dans la Convention n° CCM 3017 01 J Décaissements BEAC à hauteur de 100% soit fcfa1,9 milliard Paiements d'environ fcfa 1,63 md, soit près de 81,5% de la dotation conventionnelle	2è Phase de 2009 à 2015	-Matrice de mise en œuvre des activités (PTAB pluriannuel) y relative a été élaborée et validée. - Activités indépendantes de la 1ère phase AOG achevées. - 14 marchés sur 18 ont déjà été exécutés, et les autres sont en cours d'exécution ; - Cabinet CAEAC recruté en nov 2011 pour l'audit de AOG 1 & 2 (années 2010 à 2012) ; - Audits 2010 et 2012 achevés, rapports validés; - Marchés des audits AOG 2013, 2014, 2015, 2016 en cours de passation, ainsi que celui du reliquat de l'enseignement privé. ANO de l'AFD donnén fin juin sur la proposition d'attribution; - Contrats des équipements en matériels informatiques des DDEB entièrement exécutés; - Marché relatif à l'acquisition des équipements pour la DPPC exécuté ; - -Marché de fourniture et de distribution des kits scolaires exécuté; - Rapport de l'audit technique et financier du volet constructions scolaires restitué et validé ; - Validation partielle de la nouvelle programmation AOG2, intégrant les coûts de suivi du programme ZEP, et le fonctionnement	Montant de fcfa 1,9 milliard retenu par arbitrage par le Maître d'ouvrage, après prise en compte la composante « Contractualisation avec le secteur privé non lucratif », et les coûts du programme des constructions scolaires ; Exécution globale de la composante assez satisfaisante malgré quelques activités en retard

Composantes	Activités/Actions	Indicateurs de suivi		Calendrier	Etat d'Avancement	Observations
		Effectifs, activités et financements prévus	Effectif réel, financements débloqués et décaissés			
					de la Cellule - Plan de communication disponible prévoyant notamment édition d'une plaquette du Programme C2D-Education, des émissions Radio et Télé et s'arrimant à la célébration des 10 ans du C2D	
2) Contractualisation avec le secteur privé non lucratif	Traitement des arriérés de subventions des établissements privés confessionnels devant être apurés par le C2D-Education		Fcfa 1,9 milliard accordé dans la Convention n° CCM 3017 01 J Décaissements de la totalité des fonds à partir du compte BEAC Apurement complet Fcfa 1,9 milliard accordé dans la Convention n° CCM 1347 01 N C2D ABC	2009 à 2011	- Comité y relatif mis sur pied par Décision n°33/D/MINFI/SG/DGB/DPC du 30 mars 2009 par le Ministre des Finances, et travaux du Comité terminés ; - Ressources entièrement transférées (1,9 milliard de fcfa) aux différents réseaux, et mis à disposition des différents Secrétaires Nationaux concernés (islamique, catholique, protestant) ; - Apurement complet, et reliquat d'environ fcfa 41 millions arrêté par le rapport d'audit; - Nouvel Appel d'Offres sur la base de termes de référence revus pour l'expérimentation de la phase pilote de la nouvelle contractualisation entre l'Etat et le Secteur Privé ; - Fonds reçus (FCFA 1,9 Md) dans le cadre de l'ABC 2014 des subventions aux réseaux de l'Enseignement Privé Confessionnel (Catholique, Protestant et Islamique). Les paiements, le suivi et contrôle des opérations sont achevés. Les rapports ont été déposés.	Programme achevé Procédure en cours pour le recrutement d'un Expert international devant accompagner la mise en œuvre de l'Opération Pilote de Contractualisation entre l'Etat et les acteurs du secteur privé ; Fonds additionnels reçus (FCFA 1,9 Md) dans le cadre de l'ABC 2014 des subventions aux réseaux de l'Enseignement Privé Confessionnel (Catholique, Protestant et Islamique).
3) Programme des constructions scolaires	Salles de classe à construire, à réhabiliter et à équiper, dans les provinces de l'Extrême – Nord, du Nord, de l'Adamaoua, de l'Est, du Centre et du Littoral	Fcfa 20 milliards prévus -Construction de 1 591 salles de classe -Réhabilitation	Fcfa 28,8 milliards accordés dans la Convention n° CCM 3017 01 J Décaissements de fcfa 12,7 milliards	2009 à 2016	-Recrutement Bureau d'Etudes Techniques (Louis Berger) pour Assistance à Maîtrise d'Ouvrages des constructions scolaires. Contrat prorogé de 10 mois sans incidence financière, à compter de la remobilisation de AMO (Fin Février 2015). Concertations en cours pour la suite de la prestation ;	Lenteurs avérées dans le démarrage ; -Programme complexe (dimensionnement, spécifications techniques,

Composantes	Activités/Actions	Indicateurs de suivi		Calendrier	Etat d'Avancement	Observations
		Effectifs, activités et financements prévus	Effectif réel, financements débloqués et décaissés			
		de 715 salles de classe -Construction de 236 bureaux de direction -Construction de 331 blocs de latrines à 6 cabines ; -Réalisation de 115 points d'eau, dont 114 forages, 1 impluvium et 43 branchements au réseau CAMWATER dans les grandes villes; -Fabrication et fourniture de 54 845 tables bancs -Fabrication et fourniture de 1 596 bureaux de maitres (tables et chaises) -Equipement des bureaux Directeurs en : 236 bureaux	soit près de 44% de la dotation conventionnelle Paiements d'environ Fcfa 7,1 mds soit de 24,5% de la dotation conventionnelle		-Réalisations des travaux programmées en 2 phases ; 1^{ère} phase: • 21 lots de BET attribués. Démarrage des prestations en février 2014 par notification de l'OS du MINMAP ; • 4 lots pour 114 forages attribués. Démarrage des travaux en février 2014 par notification de l'OS du MINMAP. • Annulation puis relance des appels d'offres de réhabilitations, constructions, et ouvrages annexes de la 1^{ère} phase, ainsi que les lots infructueux de la 2^{ème} phase. Attributions en cours • 19 lots de marchés constructions des salles de classes et de forages (4 lots) ont été attribués. Un ré allotissement a été effectué afin de permettre la passation des marchés en mode décentralisé ; • 25 lots de prestations liées à la fabrication de fourniture et d'installation des équipements scolaires ont été notifiés à tous les prestataires en janvier et février 2016; 2^{ème} phase: • 12 sur 16 lots attribués. Démarrage des travaux en février 2014 par notification de l'OS du MINMAP, • Réhabilitations effectuées à près de 85%, • Exécution mitigée du volet Constructions. • Réceptions provisoires de 91 salles de classe neuves, 92 salles de classe réhabilitées, 8 blocs de Direction, 18 blocs de latrines et 1 forage, faites dans l'Adamaoua et le Littoral	allotissements, plans types,...); - Quelques réceptions des ouvrages dans la phase 2 en cours d'exécution échanges -Difficultés de réalisation de certaines entreprises, procédures de résiliation en cours pour d'autres; - Gestion préoccupante du marché de AMO/LB - Rapport général des travaux du Comité ad hoc en attente de validation.

Composantes	Activités/Actions	Indicateurs de suivi		Calendrier	Etat d'Avancement	Observations
		Effectifs, activités et financements prévus	Effectif réel, financements débloqués et décaissés			
		directeurs -Construction de clôture sur 10 sites.			• 153 autres salles de classe neuves ; 15 salles de classe réhabilitées ; 16 blocs de Direction ; 25 blocs latrines à Yaoundé et ses environs, dans les régions de l'Adamaoua et de l'Est, en attente de réception technique provisoire • Comité ad hoc mis sur pied par le MO pour propositions des solutions pour l'achèvement des travaux. Rapport technique et incidence financière en cours de validation; • Marchés d'équipements (tables-bancs) attribués et notifiés partiellement. • Processus en cours de reconduction du contrat de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) en procédure de gré à gré autorisée par le MINMAP ; • Contrats des BET échus. Mesures en cours pour la résiliation ou la reconduction par avenants simples ou dérogés après autorisation de gré à gré donnée par le MINMAP; • Accord de collaboration avec le Génie Militaire (pour les travaux dans les zones d'insécurité) en cours de finalisation ; • Principe validé pour une logistique d'appui aux ingénieurs du MINTP, du MINFOF et du MINEE) dans leur accompagnement ; • Signature envisagée d'un avenant N°3 à la convention d'affectation pour la détermination des nouvelles dates limites de versement et d'utilisation des fonds	

MATRICE DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU C2D
(AU 31 DECEMBRE 2016)
PROGRAMMES AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE

PROGRAMMES C2D DU SECTEUR RURAL: AMO, ACEFA, AFOP, ASGIRAP

programme/projet	Composante/Activité/Action	Calendrier	Etat d'Avancement	Difficultés/ Contraintes Solutions Envisagées
<u>C2D-AMO :</u> Appui à la Maîtrise d'Ouvrage du MINADER et du MINEPIA.	Appui à la définition concertée des politiques harmonisées de soutien à la production. Amélioration des performances des administrations Développement du dispositif de statistiques		Tenue de la quatrième série des Cadres Régionaux de Concertation (CRC) ainsi que celle du Cadre National de Concertation (CNC). Finalisation de 3 études dans le cadre de l'élaboration des politiques sous sectorielles d'appui à la production. 2 études en phase de démarrage et 3 annulées. Relance du processus d'amélioration de la chaîne PPBS du MINEPIA et amorces des travaux préliminaires pour le MINADER. Activités d'amélioration des performances des structures à caractère transversal réalisées. Mise en œuvre des Programmes Régionaux d'Amélioration des Services (PRAS) dans 12 Délégations régionales MINADER/MINEPIA. Travaux de conception, de rénovation et de testage des nouveaux dispositifs de statistiques effectués. Travaux de préparation du Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE) en cours avec le testage de nouvelles méthodologies de collectes de données.	
<u>C2D-ACEFA :</u> Amélioration de la Compétitivité des Exploitations Familiales Agropastorales (ACEFA).	Mise en place du dispositif d'appui conseil Appui aux projets portés par les Groupements de base. Appui aux Organisations	-/-	Dispositif d'appui conseil animé par près de 2120 Conseillers et effectif dans les 58 Départements. 14 349 OP, disposant de 161 860 membres et 255 OPA, comprenant 88 255 producteurs à la base, régulièrement	

programme/projet	Composante/Activité/Action	Calendrier	Etat d'Avancement	Difficultés/ Contraintes Solutions Envisagées
	Professionnelles Agropastorales (OPA). Professionalisation Agropastorale		accompagnés au cours de l'année 2016. 759 Groupements de Producteurs et 10 projets d'OPA financés pour près de 3 milliards FCFA en 2016 avec 41 projets financés sur reliquat ACEFA 1 pour FCFA 112,29 millions. Cumul des projets financés porté à 3271 pour les GP et à 265 pour les OPA pour un montant global de plus de 11 milliards FCFA. Poursuite de l'appui à la professionnalisation agropastorale au CRPA et à la PLANOPAC.	
C2D-AFOP : Programme d'Appui à la rénovation et au développement de la Formation Professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche au Cameroun. :	Autonomisation des structures de formation Pédagogie Insertion de jeunes formés Ingénieries et appuis Appui au développement du dispositif de formation		Accompagnement des centres de 1^{ère} et 2^{ème} génération à la réécriture de leurs projets de centre. Poursuite de la formation et recyclage des moniteurs et formateurs dans les centres de ressources ainsi que celle des jeunes dans 76 centres et 26 écoles. 3086 EA, 70 MP, 1108 EAP, 245 TIERGE et 768 CAP en fin de formation. 1890 EA, 173 MP, 1182 EAP, 611 CAP et 105 TIERGE en cours de formation et 1 688 producteurs en activité/référents. Appui financier apporté à 1 809 jeunes formés pour FCFA 3 551,79 millions Lancement de l'installation des Maitres Pêcheurs. Intégration de nouvelles structures d'évaluation (EA et MON) et révision du référentiel métier. Formations ciblées des conseillers à l'insertion, des équipes pédagogiques et des MON3. .Evaluations des EA et des MON3 organisées, de même que celles des EAP et des CAP, en collaboration avec le MINESUP. Evaluation des conventions avec les centres privés effectuée ; 3 avant-projets de textes portant organisation des groupes thématiques élaborés.	Des retards importants ont été relevés dans le processus de rénovation et de réhabilitation des structures de formation

[illegible]

MATRICE DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU C2D AU 31 DECEMBRE 2016
SECTEURS TRANVERSAUX

Programme: C2D-PSFE

Programme/projet	Composante/Activité/Action	Calendrier	Etat d'Avancement	Difficultés/ Contraintes Solutions Envisagées
<u>C2D PSFE :</u> Programme Sectoriel Foret Environnements	Aménagement des forêts de production du DFP Facilitation de la création et de la Mise en place d'un Observatoire des Forêts de la Faune et des Produits Forestiers Suivi du couvert forestier en lien avec le processus REDD+ Assistance Technique Internationale		Acquisition d'équipements, amélioration des processus d'inventaires et de plans d'aménagements, amélioration du suivi des peuplements forestiers, renforcements des capacités des acteurs. Paiement des 1^{ères} allocations aux structures bénéficiaires. Création et opérationnalisation en cours de l'UOGSFF. Paiement des 1^{ères} tranches d'allocations aux communes bénéficiaires. Signature d'un protocole d'accord avec le MINESEC et le MINFOF pour l'appui aux formations initiales en métiers du bois. Début de mise en œuvre de la convention de subvention entre l'ANAFOR et le MINFOF. Distribution des équipements de télédétection. Création et opérationnalisation de l'UOSCF et de l'UORCAF. Signature convention avec le RIFFEAC et début de mise en œuvre de la convention de subvention entre l'ONACC et le MINFOF. Participation aux activités du PNDP sur l'élaboration de projets pilotes REDD+. Mobilisation de quatre (04) experts courts termes.	

Programme : C2D-RECHERCHE

Composantes	Activités/Actions	Indicateurs de suivi		calendrier	Etat de Mise en œuvre au 31/12/2016	observations
		financements prévus	financements débloqués			
Economie de la Recherche Améliorer la contribution de la recherche scientifique au positionnement du Cameroun comme un pays à « économie émergente » d'ici 2035. Son but est de permettre au MINRESI de disposer des éléments nécessaires pour entreprendre de manière méthodique la mise en œuvre d'une politique de recherche scientifique et technologique centrée sur le développement du pays	- réaliser l'étude sur l'économie de la recherche ; - élaborer le plan stratégique de la recherche camerounaise.	250 millions	- compte approvisionné d'un montant de FCA 191 635 375 - paiement 43 287 875 FCFA	2011-2016	- Etude réalisée par le CIRAD - Réception finale du rapport en 2015 et diffusion de 500 copies dudit rapport au cours de 2016 - Mise en œuvre des recommandations de l'étude en cours - plan stratégique de la recherche en cours d'élaboration - Procédure de paiement du prestataire en cours	L'élaboration du plan stratégique de la recherche débutera par la réalisation d'une étude de faisabilité et la mise en place d'un fonds National de la Recherche Scientifique et de l'Innovation pour le Développement (FONRID), et la création d'un Centre en Biogéoscience de l'Environnement
projets de recherches finalisées mis en œuvre par l'IRAD renforcer la sécurité alimentaire par l'augmentation de la production agricole, la gestion durable des espaces cultivés, le développement de la production durable et compétitive des spéculations concernées par la valorisation des innovations disponibles à l'IRAD, et les activités de recherche	- Animer et coordonner le volet transversal - Préparer et faire valider les dix (10) projets ciblés sur les produits de grande consommation (riz, manioc, banane plantain, pomme de terre, sorgho, fruits, café et cacao), et les écosystèmes fragiles du nord Cameroun, - Signer la convention de mise en œuvre de la subvention entre le MINRESI et l'IRAD	2,900 milliards	- le compte de cette composante a été approvisionné à hauteur de 2 762 000 000 FCFA - Les paiements ont été effectués à l'ordre de 2 751 757 096 FCFA	2011-2016	- Dix (10) conventions de subventions des dix (10) projets signées depuis 2014. - Exécution effective des dix projets de l'IRAD avec la production et la vente des semences et poussins - Tenue des réunions trimestrielles de Coordination avec les chefs des projets - Tenue de deux ateliers de présentation des résultats des projets horticulture et légumineuses - Deux médailles d'or remportées par les projets Sorgho (variété CS 54) et Manioc (variété 8034)) dans leur catégorie respective pendant le 44ème Salon International des inventions de Genève d'avril 2016. - Participation des projets aux Journées d'Excellence de la Recherche Scientifique et de	Certains projets ont terminé les activités et vont déjà vers la pérennisation

d'accompagnement.	- financer les projets - évaluer la mise en œuvre des projets				- l'Innovation organisées au niveau régional - Organisation et conduite des missions conjointes de suivi physico-financier dans toutes les régions du pays aux au cours de l'année 2016 à l'effet de dresser les situations des projets en cours d'exécution	
projet de recherche - développement sur fonds compétitif Amener la recherche à travailler étroitement avec les acteurs du développement, notamment les PME-PMI et les Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) à travers les subventions aux entreprises agro – alimentaires et aux entreprises agricoles.	- Créer un fonds compétitif pour soutenir les projets de recherche – développement des opérateurs privés. - Elaborer le manuel de procédure - Préparer les DAO - lancer les Avis à Manifestation d'Intérêt afin de solliciter les projets - financer les projets - évaluer la mise en œuvre des projets	1,122milliard	- le compte a été approvisionné à hauteur de 600 000 000 FCFA - paiement 542 385 302 FCAF	2011-2016	- Trois appels à projets lancés - Tous les projets financés des trois appels(LES TALESS – SIEMEF, AGRO – PME Ingénierie, et Centre Technique de Garoua pour le premier AMI, Groupe SIA, GIE-Université de Dschang, INADES Formation Cameroun, GIC NERICA et BF LOGISTIK & CS pour le second AMI etkemit Ecology, Géovectorix, Living Trust Forest (LIFT), Institut Catholique Saint Jérôme de Douala (IUCSJD), Tropical Forest and Rural Développent (TF-RD), Coop-ca/Probapam, le Diocèse d'Obala et Association Baka Biosphère pour le troisième AMI , excepté le projet COOPAFERLOS sont exécutés normalement sur le terrain - missions de suivi/évaluation effectuées en février-mars et août 2016 ont dressé un bilan globalement positif de l'état d'exécution de ces projets - Le CIRAD a apporté son expertise à ces projets	- Sous consommation des fonds - difficultés liées au montage des projets et au non respect des engagements par certains partenaires desdits projets - Difficultés de certains à justifier des fonds mise à disposition
Fonctionnement du Comité de Pilotage et du Secrétariat Exécutif Gérer le programme	- Gérer l'investissement et le fonctionnement du programme. - Se concerter avec les autres programmes C2D - financer les projets - suivre et évaluer la mise en œuvre des projets	340 millions	- le compte de cette composante a été approvisionné à hauteur de 340 000 000FCFA - Les paiements ont été effectués à l'ordre de 373 298 067FCFA	2011-2016	- Organisation de la tenue de deux sessions du COPIL (sessions de janvier et de Mai 2016) et une session du Comité Scientifique (mai 2016; suivi la mission de supervision de l'AFD au mois de février 2016. - Organisation de la participation du programme à la 10ème session du COS tenue en février 2016. - préparation et conduitedes missions d'évaluation scientifique et technique des projets de l'IRAD/FRBC - préparation et participation aux travaux du COS-C2D et aux différentes réunions organisées par le STADE-C2D et IRAD.	

Expertise scientifique mise en œuvre par CIRAD Apporter un appui scientifique et technique aux porteurs de projets dans la conception et la mise en œuvre de leurs activités scientifiques et techniques tant au démarrage qu'en cours de projet jusqu'à la valorisation.	- Préparer et signer la convention sur les modalités de fonctionnement entre le MINRESI et le CIRAD. - accompagner la mise en œuvre des projets de FRBC et de l'IRAD	498 millions	- un compte CIRAD a été approvisionné à hauteur de 363 528 090 FCFA - 497 458 011 ont été payés dans le compte commercial du CIRAD	2011-2016	- Apporte un appui scientifique et technique aux porteurs des projets de l'IRAD et ceux du fonds compétitif - Participe aux réunions et missions de suivi organisées dans le cadre de la mise en œuvre des deux composantes suscitées - Tienne les formations à l'intension des porteurs de projets (IRAD/FRBC)	
---	---	--------------	--	-----------	---	--

Programme : C2D CULTURE

Composantes	Activités/Actions	Indicateurs de suivi		calendrier	Etat de Mise en œuvre au 31/12/2016	observations
		financements prévus	financements débloqués			
Acquisition d'une bibliothèque Mobile (projet pilote) ;	- renforcer l'offre des produits culturels nationaux ; - améliorer l'accès au livre ; - promouvoir et valoriser la culture camerounaise ; - contribuer à maintenir les bénéfices de la scolarisation ; - renforcer le taux d'alphabétisation ; - contribuer à poser les bases du développement par l'éducation ; - cultiver les habitudes de lecture chez les plus jeunes. - susciter le relais des collectivités territoriales décentralisées	FCFA 81500000	Paielements de FCFA 76 721 558	2013-2016	- convention de partenariat signée avec Bibliothèque Sans Frontière le 11 novembre 2015 - Bibliobus acquis en juin 2016 avec un appui budgétaire de 44 500 000 accordé par le MINEPAT. - Bibliobus équipé avec 2113 ouvrages, - personnel d'animation formé en mai 2016. - Lancement officiel en septembre 2016 - Bus en circulation dans certaines localités de Yaoundé	- rotations du bibliobus seront réduites en raison de la non prise en compte du Carburant du Bus dans le budget du MINAC
Aménagement de la galerie d'art Contemporain (annexe du musée national) à Yaoundé	- accroître les espaces de diffusion des arts et de la culture camerounais ; - améliorer l'accès aux arts visuels à un plus grand nombre ; - sensibiliser le public sur les arts visuels ; - valoriser le génie créateur des artistes camerounais.	FCFA 160 000 000	Paielements de FCFA 8444278		- études architecturales réalisées par le Cabinet BET NECK en 2015 pour 19 999 999 FCFA. - Démarrage des travaux d'aménagement en octobre 2016 par Ets Debozard	- Réception des travaux prévue en janvier 2017
Edition et publication d'un catalogue sur l'architecture coloniale.	- réaliser un inventaire sur les architectures coloniales de la région du Centre ; - réaliser un inventaire des collections muséographiques des chefferies traditionnelles ; - disposer d'un répertoire sur les objets d'arts anciens et le patrimoine architectural colonial ; - enrichir la banque de données du MINAC ; - reconstituer la mémoire collective du Cameroun.	FCFA 22500000	Paielements de FCFA 6 601 382		- marché signé avec la Fondation Paul Ango Ela (FPAE) - Avant Projet Sommaire et détaillé produits - Catalogues édités	- Diffusion du catalogue attendu
Développement des volets formation, cinéma ambulants et équipement du bureau du projet « Shoot	- constituer une équipe légère d'animation du bureau ; - équiper le local ; - acquérir les logiciels adaptés ; - former l'équipe du Bureau à l'utilisation des logiciels ; - assurer la formation des techniciens camerounais du	FCFA 95 627 500	Paielements de FCFA 43627500		- Convention de partenariat signée avec l'Association Cinéma Numérique Ambulant (CNA). - Le CNA a bouclé sa tournée dans	- Attente de la formation pour le bouclage de cette composante.

Composantes	Activités/Actions	Indicateurs de suivi		calendrier	Etat de Mise en œuvre au 31/12/2016	observations
		financements prévus	financements débloqués			
in Cameroon » ;	cinéma dans les métiers suivants : prise de vue, prise de son, story-board ; - inciter les professionnels étrangers à venir tourner au Cameroun ; - équiper le Bureau « Shoot in Cameroon » en matériel technique ; - développer et promouvoir le cinéma ambulant au Cameroun.				les régions du Centre, du Littoral, de l'Adamaoua et du sud ouest. - 100 diffusions de Cinéma Numérique Ambulant à travers 50 localités ont été réalisées - Marché du volet formation attribué au Groupement Ecrans Noirs-Terre Africaine.	
Organisation des 2^{ème} assises des Entreprises et industries Culturelles au Cameroun	- disposer d'un outil permettant de mieux apprécier l'impact des IC sur l'économie nationale - mieux évaluer les freins au développement harmonieux des IC au Cameroun, afin d'élaborer le cas échéant, un programme de soutien aux opérateurs.	FCFA 72 727 000	Paiements de FCFA 57 192 000		- Activité tenue du 27 au 29 avril 2016, à travers une convention avec la Fondation Paul Ango Ela (FPAE), - Elaboration d'un rapport dit « opérationnel » qui propose un cadre de mise en œuvre pour concrétiser les priorités retenues. - Trois stratégies adoptées à savoir : i) disposer d'outils d'aide à la décision et d'instruments de veille ii) mutualiser les ressources et mettre en réseau les compétences et iii) instituer un cadre de dialogue et de suivi permanent.	Activité bouclée et reste le suivi de la mise en œuvre des recommandations
le management du programme C2D-Culture	- identifier les filières à fort potentiel de main d'œuvre ; - déterminer la chaîne de valeur des filières existantes en insistant sur les segments/maillons meneurs ; - identifier les métiers actuels ou d'avenir à développer ; - présenter quelques exemples de bonnes pratiques ; - assurer la cohérence et la bonne exécution du programme C2D-Culture.	FCFA 91 645 500	Paiements de FCFA 75 069 374		- La Cellule de Coordination assure la gestion quotidienne du programme - ont participé à la dixième session du COS-C2D de février 2016 et à toutes les réunions organisées par le STADE-C2D	

Programme : C2D PMEAA

Composantes	Activités/Actions	Indicateurs de suivi		calendrier	Etat de Mise en œuvre au 31/12/2016	observations
		financements prévus	financements débloqués			
Production de données technico-économique dans les bassins de production	- Faire fonctionner dans chaque Bassin de production le cadre de concertation mobilisant des acteurs partageant la vision du Programme - S'assurer que le SITE (Service d'informations technico-économiques) dispose de contenus attractifs et fonctionne de façon interactive dans chacun des 2 bassins, et les 2 bassins sont interconnectés ; - S'assurer que le SITE produit des outils de capitalisation et de diffusion de l'expérience.	272 250 000 FCFA	Paiements de FCFA 12 744 100	2013-2019	- soixante (60) acteurs institutionnels mobilisés dans le cadre du développement de la task force des Cadres de Concertation 22 PME/OP ont été enregistrés - un schéma de cadre de concertation élaboré. - TDR pour la réalisation du site Web élaborés et deux (2) offres reçues en cours d'évaluation. - consultant chargé de la réalisation des études et formations du service d'informations technico-économiques du programme en cours de finalisation recruté en août 2016	Ce programme n'a pas eu d'évolution majeure dans sa mise en œuvre au cours de l'année 2016. Le non respect du manuel de procédures a entraîné la suspension à titre
Appui aux EMF pour le développement des services financiers dédiés aux PMEAA	Renforcer les capacités des EMF de manière à réduire leur aversion au risque d'octroi de crédit - Développer les produits financiers innovants et adaptés aux filières et contexte local des deux bassins ; S'assurer que les PMEAA bénéficient davantage des financements des EMF à des conditions adaptées ; S'assurer que l'animation-réseautage développe dans chaque bassin les synergies EMF-SAE-PMEAA ; S'assurer que les activités de refinancement du Fonds de financement du Programme permettent l'acquisition des équipements et immobilisations indispensables au développement quantitatif et qualitatif ainsi qu'à la rentabilité des PMEAA.	532 834 000 FCFA TTC	Paiements de FCFA 1 700 000		- Trente (30) EMF mobilisés. - Liste provisoire de 19 EMF futurs partenaires en cours de validation - Schéma de financement des PMEAA élaboré - manuel de procédures en cours de finalisation. - Convention de collaboration avec le PADMIR élaborée. - Axes de collaboration avec le fonds de facilitation définis - un mémo sur le financement des PMEAA élaboré. - procédure (analyse des offres) de recrutement de consultants chargés de la réalisation d'études, évaluation, formation et accompagnement des Etablissements de Micro finance (EMF) pour le financement des PMEAA en cours.	conservatoire le 05 juin 2016, des paiements sur les comptes spéciaux et auxiliaires du Programme par l'AFD. Cette suspension a été levée en fin août 2016 suite à la validation du rapport de l'audit commis à cet effet par le CTB. Mais, compte tenu du comportement conflictuel
Appui au développement de formations et de	Structurer l'environnement des PMEAA et des filières, et développer les capacités d'offre de services des OP aux membres ;	564 065 000 FCFA	Paiements de FCFA 11 380 785		590 consultants, 40 cabinets et associations et 606 OP/PMEAA mobilisés.	persistant des responsables de

Composantes	Activités/Actions	Indicateurs de suivi		calendrier	Etat de Mise en œuvre au 31/12/2016	observations
		financements prévus	financements débloqués			
services non-financiers pour les PMEAA	- Améliorer l'offre de service des SAE aux PMEAA et aux OP ; Faire fonctionner le mécanisme de chèque service				- Schéma conceptuel du chèque service et le manuel de procédures élaborés. - synergies développées dans le cadre du système de chèque service formation avec l'Agence des PMEAA. - Liste des produits à adresser aux PMEAA disponible et un guichet chèque service proposé à la BCPME .sept (7) PMEAA ont bénéficié des produits de la KAIZEN dans les bassins de l'Ouest du Centre - Analyse en cours des offres pour le recrutement d'un consultant chargé de l'évaluation, de la formation, du coaching des Services d'Appui aux Entreprises(SAE) et de l'appui aux Organisations Paysannes(OP)	ce programme qui n'a pas favorisé la mise en œuvre des activités, le Coordonnateur National et le Responsable de Suivi Evaluation ont été suspendus de leurs fonctions par le MINPMEESA, et un Administrateur Provisoire nommé le 16 novembre 2016.
Appui à la Maîtrise d'Ouvrage et la Maitrise d'œuvre	- Elaborer et utiliser les outils de gestion du Programme Elaborer les outils de communication sur le Programme et de capitalisation des acquis; Elaborer le plan de formation des agents des Ministères impliqués; S'assurer que l'ancrage du Programme dans les bassins bénéficie aux services déconcentrés du MINPMEESA et des deux ministères sectoriels impliqués (MINADER, MINEPIA). Mettre en place les outils d'appui au pilotage, au Suivi et Evaluation des expériences et des acquis du Programme	1 787 332 000 FCFA	Paiements de FCFA 402 216 117		- plan de communication et PTAB 2016 élaborés - matériels de communication (logo, kakemonos, dépliants enseignes lumineuses etc) produits; - matériels roulants et de bureaux (véhicules, matériel informatique, mobilier) acquis ; - Atelier technique de lancement des activités du Programme et 1^{er} COFIL tenus ; - Prise de service de l'Assistance Technique Internationale (ATI) en août 2016 ; - Capacités du Responsable de Suivi-Evaluation renforcées à l'utilisation du système d'exploitation web	

Programme: C2D-Formation professionnelle (FP)

Composantes	Activités/Actions	Indicateurs de suivi		Calendrier	Etat d'Avancement	Observations
		Prévu : Nombre de centres, Effectifs des apprenants , Documents	Réalisé : Nombre de centres, Effectif, financements débloqués et décaissés			
1^{er} Projet C2D FP : Centres de Formation aux Métiers (CFM) Convention n° CCM 1276 01 P du 28 juin 2012 (FCFA 6,5 Mds)						
Composante 1 : Renforcement des capacités et cadre réglementaire - Collaboration des acteurs locaux et renforcement des capacités (1) - Suivi du projet et adaptation du cadre réglementaire	❖ Création du COPIL ❖ Mise sur pied de l'Unité de Suivi et de Coordination - Information et sensibilisation des acteurs locaux sur les besoins de formation visés (1.1), - Diagnostic participatif des besoins et de l'offre de formation existante (1.2), - Diagnostic des capacités des différents acteurs en regard du projet de Centres (1.3), - Renforcement de capacités des acteurs du projet (1.4), - Organisation de la participation des acteurs locaux à la conception du futur centre (1.5), - Mise en place des Conseils	06 CFM 600 apprenants en moyenne par an en période de croisière 1 COPIL 1 USCP Inscriptions budgétaires quasi bouclées en 2016	04 CFM identifiés à Bandjoun, Ndop Ebebda et Maroua Mise sur pied du COPIL et de l'USCP en 2012 : Fcfa 6,4 milliards engagés ; Fcfa 2,1 Mds décaissés (32,3 %); Fcfa 690,3 millions de paiements effectifs	2012 - 2016	- Signature de la convention n° CCM 1276 01 P le 28 juin 2012, - Avenant n°1 visant prorogation de la DLVF au 28/02/19, de la DLUF et clôture du projet au 31/08/19, et de la validité de la convention au 28/02/2020 ; - Mise sur pied de l'USCP en novembre 2012, et du COPIL en janvier 2013 ; - Tenue de six sessions du COPIL ; - Recrutement de l'Appui à maîtrise d'ouvrage SOFRECO ; - Quatre sites d'implantation (Bandjoun, Ndop, Maroua et Ebebda) des CFM identifiés et validés -	Difficultés rencontrées et perspectives - Lenteurs constatées dans le recrutement de l'opérateur qui sera en charge de la conception, de la faisabilité et de l'accompagnement du projet. - Retard dans la mise en place des CFM

Composantes	Activités/Actions	Indicateurs de suivi		Calendrier	Etat d'Avancement	Observations
	d'établissement provisoires des futurs centres (1.6), – Recrutement d'un opérateur ensemblier ; – Implication des services centraux et régionaux du MINEFOP dans la conception et le suivi du projet (1.7), – Missions de supervision, audits annuels du projet et évaluation externes à mi-parcours et finale (1.8), – Consultations et voyages d'études (dont à usage de réforme du cadre réglementaire) (1.9).					
Composante 2 Mise en œuvre des CFM: Collecte de données et d'informations	– Mise au point des référentiels de formation et des services annexes (2.1), – Réalisation des études et dépenses relatives aux infrastructures et aux équipements (2.2), – Sélection et mise à niveau du personnel des centres (2.3), – Elaboration des projets d'établissement (2.4), – Mise en place et formation des conseils d'établissement (2.5), – Gestion des budgets annuels (2.6), – Mise en place des subventions de fonctionnement (2.7), – Ouverture des centres de formation (2.8), – Mise en réseau des centres de formation (2.9),	Réalisation des études Signature de convention s		2014 – 20161 Phase préparatoire en 2007 – 2008	- Identification et validation de quatre (04) sites d'implantation des CFM, localisés à Bandjoun, Ndog, Maroua et Ebebda ; - Sécurisation juridique et foncière des sites en cours ; - Etudes locales et priorisation des métiers sur chacun des sites réalisées et restituées ; - Répertoires d'acteurs locaux mis sur pied - Décision constatant la composition des membres de la Cellule Locale (Bandjoun) signée ; - Information et sensibilisation des acteurs locaux et des différents partenaires ; - Domaines de spécialisation, des métiers, des offres de formation et des services identifiés, priorisés et entérinés ;	Activités de mise en place des sites identifiés en cours

Composantes	Activités/Actions	Indicateurs de suivi		Calendrier	Etat d'Avancement	Observations
	- Mise en place des partenariats techniques (2.10). -				- Assistant technique résident recruté et mobilisé ; - Etudes architecturales réalisées et restituées ; - Projets de Statut juridique et de Modèle économique des CFM réceptionnés; - Validation des documents préalables à la confection imminente des référentiels de formation et de certification au CFM Bandjoun - Validation des APS et APD du CFM de Bandjoun en cours - Lancement du DAO du CFM de Bandjoun	
2^{ème} Projet C2D FP : Centres de Formation Professionnelle Sectoriels (CFPS) Convention n° CCM 1277 01 P du 19 décembre 2014 (FCFA 9,8 Mds)						
Composante 0 : Lancement de la phase transitoire • Lancement sous la houlette du GICAM des formations continues	❖ Recrutement d'un Conseiller en formation ❖ Identification des besoins ❖ Développement des modules ❖ Formation des formateurs ❖ Certification	1 Conseiller en formation 5 à 6 modules dans les trois secteurs retenus		2015-2016	- Conseiller en formation recruté au GICAM - Chargé des relations Publiques recruté à l'USCP - Six formations déjà dispensées	Le Conseiller en Formation être recruté par le GICAM a pour missions: - d'accompagner, les entreprises dans la définition de leurs besoins en formation, - de les former à la formulation à court et moyen termes de leurs besoins en compétences ; et - de les amener à mobiliser les moyens nécessaires à la mise en œuvre des actions de formation qui en découlent, au sein des CFPS
Composante 1 : Appui au pilotage et au suivi du projet	❖ Etudes complémentaires ❖ Identification des personnels	Suivi et réception de l'étude de faisabilité complémentaire ;	Finalisation de l'Instruction du Projet Finalisation	2014-2020	Signature de la convention n° CCM 12777 01 P le 19 décembre 2014, Suivi et réception de l'étude de faisabilité complémentaire Cadre partenarial finalisé et signé avec le GICAM. Trois (03) Protocoles spécifiques	

Composantes	Activités/Actions	Indicateurs de suivi		Calendrier	Etat d'Avancement	Observations
	❖ Développement des référentiels ❖ Activités de mise en place des Centres ❖ Activités de Suivi du Projet ❖ Activités d'Evaluation du Projet ❖ Création du COPIL ❖ Mise sur pied de l'Unité de Suivi et de Coordination	Finalisation du cadre partenarial avec le GICAM Mise sur pied de l'Unité de suivi Mise sur pied du COPIL Recrutement de l'AMO Mise en œuvre, Suivi et Evaluation du Projet	du cadre partenarial avec le GICAM Mise sur pied du COPIL et de l'USCP: Fcfa2,2 milliards engagés ; Fcfa 41,9 millions de paiements effectifs		de partenariat signés le 10 décembre 2014 entre le MINEFOP et le GICAM Mise sur du pied Comité de Pilotage en avril 2015, Recrutement de l'Opérateur CFPS; Chargé des Relations Publiques (CRP) recruté à l'USCP Manuel de procédures du Programme de finalisé Audit externe des années 2013 et 2014 réalisé	
Composante 2 Appui à la mise en place des CFPS:	❖ Mise en place des CFPS ❖ Fonctionnement des CFPS				Localisation de deux (02) sites pour l'implantation du CFPS : Edéa , 09 ha (Maintenance Industrielle (MI) et Logistique-Transport (LT)), et l'autre à Yassa/Douala , 04 ha (Agro-Industriel (AI)); Etude d'évaluation des coûts de viabilisation du site Yassa effectué ; Etudes de programmation architecturales du site de Yassa/Douala effectuées ; Etudes de programmation architecturale du CFPS/Edéa réalisée et restituée ; Poursuite avec les services décentralisés du MINDCAF du processus de sécurisation du site d'Edéa Deux protocoles d'entente (MINEFOP-GICAM et MINEFOP-PAPESAC) signés ;	Activités de mise en place des sites identifiés en cours

Composantes	Activités/Actions	Indicateurs de suivi		Calendrier	Etat d'Avancement	Observations
					Lancement de la mise en œuvre de la Phase 0 (formation du Conseiller et démarrage des formations continues) par PAPESAC ; Conseiller en Formation (CF) recruté au GICAM pour l'Appui aux CFP retenus pendant la phase 0; Tenue de deux sessions du Comité de Pilotage.	